

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

L'Occupation Internationale EN CRÈTE DE 1900 A 1906

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Henri LOMBARD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le vendredi 12 Juin 1908, à Une heure.

Président : M. LARNAUDE.

Suffragants

{ MM. PILLET, *professeur.*
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, *agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

L'OCCUPATION INTERNATIONALE

en Crète de 1900 à 1906

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

L'Occupation Internationale EN CRÈTE DE 1900 A 1906

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Henri LOMBARD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le vendredi 12 Juin 1908, à Une heure.



Président : M. LARNAUDE.

Suffragants

{ MM. PILLET, professeur.
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

A MONSIEUR LARNAUDE

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ

DE PARIS

Hommage de respectueuse reconnaissance

L'OCCUPATION INTERNATIONALE

EN CRÈTE

de 1900 à 1906

INTRODUCTION

Ce n'est pas sans une certaine crainte que nous avons choisi ce sujet. En effet, après tous les ouvrages d'auteurs si renommés, qui ont étudié, sous toutes ses faces, cette fameuse question d'Orient, angoisse perpétuelle pour l'Europe, à laquelle on ne peut fixer un terme, il nous semble un peu hardi de vouloir nous-même prendre part à ce gigantesque travail historique, juridique et diplomatique.

Cependant, nous nous sommes laissé tenter par l'actualité du sujet. Si, en fait, on a beaucoup écrit sur la question crétoise, la majorité des auteurs ne s'est appliquée qu'à traiter les événements antérieurs à 1899. Nous avons voulu, non pas continuer la tâche entreprise, c'eût

été trop espérer de nos aptitudes, mais exposer, avec les renseignements que nous avons pu recueillir, la situation de la Crète vis-à-vis des Puissances depuis 1900 jusqu'à nos jours. Si nous avons été embarrassé par le manque de documents officiels, le livre jaune de 1906 n'ayant pas encore paru, du moins avons-nous été largement aidé dans notre tâche par les renseignements qu'ont bien voulu nous fournir le colonel Delarue et notre Consul général que nous tenons ici même à remercier.

Nous avons divisé notre sujet en deux parties ; dans la première partie, nous avons traité de l'historique de la question crétoise. En quatre chapitres, nous avons étudié rapidement les vicissitudes de ce petit peuple si brave et si amoureux de son indépendance.

Ce n'est là qu'un travail rapide et rendu peut-être superflu par plusieurs thèses excellentes, notamment celle de M. Couturier qui a examiné à fond ce sujet. Malgré tout, il nous a semblé indispensable, pour la compréhension des événements postérieurs, de montrer les différentes phases de l'histoire de Crète. Cette première partie se termine par la Constitution de 1899.

Notre seconde partie, divisée en trois chapitres, contient toute l'histoire de la Crète depuis la nomination du Prince Georges et la proclamation de l'autonomie crétoise jusqu'au remplacement du Prince par M. Zaïmas en 1907 et se termine par la constitution de 1899, modifiée en 1907.

Nous avons cru devoir insister sur la question juridique qui domine ce travail ; le droit d'intervention des puissances. Notre but a été surtout de montrer de quelle façon l'Europe s'est immiscée dans les affaires de Crète, après nous être demandé si elle en avait le droit.

Nous avons pu, grâce à des documents obligeamment mis à notre disposition, indiquer la situation interne de l'île au point de vue administratif, militaire, financier et commercial, sous sa nouvelle constitution. Et tous nos vœux seront comblés si, grâce à nos recherches et à nos renseignements que nous avons voulus aussi exacts que possible, nous avons pu parvenir à éclairer l'un des côtés de la question d'Orient.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE RAPIDE DE LA CRÈTE DEPUIS L'ANTIQUITÉ JUSQU'À NOS JOURS. — DOMINATION VÉNITIENNE. — DOMINATION TURQUE. — RÔLE DE LA FRANCE À LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE.

La question crétoise est une de celles qui, dans les dernières années, suscita le plus de difficultés internationales. C'est à son occasion que se sont exercées le plus vivement les compétitions des grandes puissances. La cause de la plupart des difficultés qui ont surgi sur ce point provient de ce que la solution de la question crétoise a toujours été considérée comme étant plus ou moins liée à celle de la question d'Orient. Or, s'il est exact que, dans une certaine mesure, les deux problèmes soient entre eux dans un rapport intime, il n'en résulte pas comme conséquence nécessaire que le règlement des difficultés crétoises entraîne par là-même la solution de toutes les questions qui s'agitent au sujet de l'Empire ottoman. Les événements de Crète dépendent de ceux qui se déroulent dans l'Empire Ottoman en ce sens que l'affranchissement de l'île du joug turc se ré-

soud en un démembrement de l'Empire du sultan. Mais, la preuve qu'une solution au moins partielle peut être donnée aux difficultés crétoises, c'est que les derniers événements qui ont abouti à l'autonomie de la Crète n'ont occasionné aucune complication dans l'Empire Ottoman et n'ont point eu pour répercussion un soulèvement en Macédoine et dans les Balkans, contrairement aux appréhensions manifestées par quelques-uns. D'ailleurs, alors même que la question crétoise eût été envisagée d'une manière plus exacte, et comme indépendante des complications redoutées dans l'Orient, elle n'en aurait pas moins engendré les difficultés auxquelles nous avons assisté à la fin du xix^e et au commencement du xx^e siècles, en raison des convoitises qu'elle excitait chez les grandes puissances. La situation exceptionnelle que l'île occupe, au point de vue stratégique, est de nature à expliquer ces convoitises. Toute puissance ayant des intérêts dans la Méditerranée est très facilement portée à s'assurer là une base pour ses opérations.

Sa situation, au milieu de la Méditerranée, dans le prolongement de la Grèce et en face de l'Asie Mineure, lui permet de barrer le passage de la mer Egée et de fermer la route à une flotte qui, venant du Sud, s'avancerait vers les Dardanelles et la Mer Noire. En raison de sa position stratégique sur une route qui conduit à des ports de l'importance de celui de Constantinople, elle sera toujours convoitée par une puissance désireuse de conquérir la suprématie maritime dans la Méditerranée. Un in-

térêt économique s'ajoute à cet intérêt stratégique. Les ports de l'île sont bien disposés et d'un accès facile. Elle possède des plaines d'une grande fertilité, notamment celle de Messara. Elle est habitée par une population que la disposition même de son sol a rendue facilement belliqueuse et jalouse de maintenir son indépendance. Un massif montagneux dont certains sommets dépassent 2.000 mètres traverse, en effet, l'île dans toute sa longueur, de l'Ouest à l'Est. Ce massif aux pentes escarpées et abruptes n'en possède pas moins des plateaux fertiles où une population chassée de la côte pourrait trouver des produits suffisants à son entretien. C'est à la configuration géographique du sol et aux facilités qu'il y a rencontrées pour la résistance à l'oppression que le Crétois doit son caractère rebelle à toute autorité et foncièrement attaché à l'indépendance.

Dès la plus haute antiquité, la Crète posséda une civilisation qui fut peut-être antérieure à celle d'Athènes et de Sparte. C'est même en Crète que l'histoire relate l'existence du premier état grec, le royaume de Minos. Cette civilisation si grande nous a été révélée par les récentes fouilles du Dr Evans, qui a mis à jour les temples, fameux vestiges d'une antiquité raffinée. Par la suite, le développement de la civilisation grecque étouffa celle de la Crète ; d'ailleurs, jusqu'à la conquête romaine les principales villes de Crète furent constamment en guerre entre elles. Philippe IV de Macédoine fut même obligé d'intervenir pour mettre fin aux luttes qui déchi-

raient le pays. Comme la race crétoise était éminemment guerrière, les principaux Etats grecs y recrutèrent volontiers des mercenaires. Après la conquête de la Grèce par Rome, la Crète put, pendant quelque temps, conserver son indépendance. Mais ses habitants, n'ayant pu se débarrasser des habitudes de piraterie et de pillage qu'ils avaient contractées depuis une époque immémoriale, Rome ne tarda pas à s'émouvoir et, en 66 avant J.-C., la conquête de l'île fut entreprise et menée à bonne fin par Quintus Metellus, qui dut à son succès le surnom de Creticus.

Lors du démembrement de l'Empire, la Crète fut rattachée à l'Empire d'Orient. Les Sarrasins, comprenant l'importance de sa position stratégique sur la Méditerranée, s'y installèrent de bonne heure (823 après J.-C.) et ils établirent leur capitale à Candie, ville située au nord de l'île et à peu près à égale distance entre ses deux extrémités est et ouest. La Crète redevint une province de l'Empire d'Orient en 961, après l'expédition de Nicéphore Phocas qui chassa les Sarrasins. Dès lors commence pour l'île une ère d'agitations incessantes, au cours desquelles elle passe sous la domination tantôt des Chrétiens et tantôt des Turcs. Lors de la quatrième croisade et à la suite du partage de l'empire byzantin entre les Français et les Vénitiens, l'île est donnée à Boniface de Montferrat.

§ 1. — Domination vénitienne

Celui-ci, par le traité d'Andrinople, du 12 août 1204, l'abandonne à la République de Venise en échange d'autres possessions. Il y avait un grand intérêt pour Venise, puissance maritime qui entretenait un grand commerce avec l'Orient, à consolider sa domination sur la Crète. Mais les habitants ne se montrèrent pas plus disposés à accueillir la domination vénitienne que celle des Turcs, il fallut une véritable conquête pour faire reconnaître en Crète la suzeraineté de Venise, et, même après l'assujettissement, des soulèvements constants vinrent démontrer aux Vénitiens, que l'annexion de la Crète était plus nominale que réelle. Pendant les ^{xiii}^e, ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, il n'y eut pas moins de 15 insurrections, dont certaines se prolongèrent fort longtemps ; par exemple, celle de 1340 dura huit années. Après le ^{xv}^e siècle, la domination vénitienne s'affermir grâce aux réformes introduites par le gouverneur Sascarini.

Désormais d'ailleurs, la République avait à compter avec un nouvel adversaire, les Turcs, qui, après la conquête de Constantinople (1463), ne pouvaient négliger d'étendre leur domination sur les îles méditerranéennes qui se trouvent en face de l'Asie Mineure, notamment sur celles de Chypre et de Crète. Ce fut en 1570 que la guerre éclata entre la Porte et Venise. La flotte ottomane fut détruite à Lépante ; cependant Venise dut céder Chypre

aux Turcs et conserver seulement la Crète. La défense de la Crète contre les prétentions des Turcs fut assurée par les Chevaliers de Malte, Français la plupart, mais ils étaient trop peu nombreux pour résister d'une manière efficace aux armées du Sultan. En 1647, les Turcs viennent mettre devant Candie un siège qui se prolonge pendant 22 ans ; ce fut seulement en septembre 1669 que Candie capitula. Venise, dès lors, renonça à peu près entièrement à son ancienne conquête, et, à l'exception de quelques petites places fortes, qu'elle conserva jusqu'au traité de Passarowitz (1718), elle abandonna le surplus de l'île à la Porte aux termes du traité de Paliocastro (6 septembre 1669). D'ailleurs, les Crétois n'avaient que faiblement secondé les Vénitiens dans la défense de l'île et avaient paru accepter volontiers le joug ottoman.

Venise avait essayé d'intéresser à sa cause les gouvernements européens et notamment Louis XIV. L'intervention française se produisit à deux reprises en faveur de la République Vénitienne : d'abord, plusieurs gentilshommes, enrôlés par le duc de la Feuillade, partirent avec l'approbation du roi pour Candie, où ils arrivèrent en novembre 1668 ; mais la tentative ne fut pas heureuse et le duc de la Feuillyade dut s'embarquer pour la France avec les survivants le 4 janvier 1669. Une flotte française partit encore de Toulon au cours de la même année pour secourir Candie, et, sous les ordres du duc de Beaufort et du duc de Navaille, elle débarqua le 19 juin 1669 à Candie. Malheureusement, le défaut d'entente en-

tre les Français et les Vénitiens suscita le mécontentement des premiers et l'expédition reprit la route de la France le 22 août 1669 ; ce qui donna lieu à de véhémentes protestations de Venise, laquelle ne tint aucun compte des efforts si généreusement déployés par les Français.

L'intervention de la France avait été d'ailleurs complètement irrégulière : cette puissance, n'étant point en état de guerre avec les Turcs, aurait dû observer les règles de la plus stricte neutralité ; mais, à cette époque, les règles du droit des gens étaient regardées comme inapplicables aux Turcs et on considérait les infidèles comme n'étant nullement fondés à invoquer les principes du droit international.

§ 2. — Domination turque

Après la prise de Candie, les Turcs devinrent les maîtres de l'île, sauf, cependant, les territoires montagneux de Sphakia et d'Apokorona, habités par une race de montagnards très belliqueux, dont les troupes ottomanes ne purent jamais avoir raison et qui, par suite, donnèrent toujours le signal de la lutte en faveur de l'indépendance. Après leur conquête, les Turcs employèrent les moyens les plus violents pour arriver à l'assimilation complète de l'île, les églises furent détruites ou transformées en mosquées, des villages tout entiers durent se soumettre à une conversion forcée sous peine d'être exposés à toutes les cruautés des vainqueurs. Les gou-

verneurs turcs donnaient eux-mêmes l'exemple des exactions, ils n'étaient choisis pour ce poste que par suite de la faveur du sultan ; craignant, dès lors, que cette faveur ne fût éphémère, ils mettaient à profit leur pouvoir pour se livrer à de véritables pillages. Les vexations ne s'arrêtaient d'ailleurs pas aux habitants, les étrangers eux-mêmes n'étaient pas épargnés. C'est ainsi qu'en 1765 le gouverneur turc de la Canée émit la prétention d'empêcher les consuls européens d'arborer sur leurs demeures le drapeau de leurs gouvernements. Le Consul de France refusa d'abaisser son drapeau ; en présence de son attitude très énergique, le gouverneur n'osa passer outre. Mais, d'autres personnages diplomatiques européens furent, à différentes reprises, l'objet de mauvais traitements. C'est ainsi que, d'après M. Stein, « A la Canée, la Russie avait précédemment un consul qui, après avoir essuyé toutes sortes de désagréments de la part des Turcs, prit prudemment le parti de se retirer pour éviter l'orage qu'il voyait se former sur sa tête. Il avait laissé son chancelier chargé d'affaires ; celui-ci, après avoir vu le pavillon de sa souveraine renversé et mis en pièces par les plus mutins d'entre les Caniotes, fut trop heureux de sauver sa vie en se réfugiant avec le drogman chez le consul de France, qui leur procura un embarquement pour Smyrne (1). »

En 1796, un agent de la République française à Réthymo, fut l'objet de mauvais traitements de la part de

(1) *Revue Bleue*, du 26 novembre 1898.

la population et il fallut plusieurs démarches de notre ambassadeur à Constantinople pour obtenir le châtiment des coupables et la destitution du pacha de Réthymo. L'attitude hostile que les Turcs manifestaient vis-à-vis des Chrétiens avait, à différentes reprises, suscité le mécontentement des Crétois. Une agitation sourde était maintenue dans l'île par des émissaires venus du territoire montagneux de Sphakia. Elle était entretenue d'ailleurs, par une grande puissance rivale de la Turquie, la Russie, dont le prestige était considérable sur les chrétiens de l'Empire Ottoman au XVIII^e siècle. En 1768, lors de la guerre russo-turque, l'impératrice Catherine envoya en Crète un Grec nommé Papazoglou pour exciter les habitants à la révolte. Mais les Crétois n'ayant pas reçu de la Russie un appui effectif, l'insurrection fut vite réprimée par les Turcs et les montagnards de Sphakia furent eux-mêmes obligés de subir le joug ottoman auquel, jusque-là, ils avaient victorieusement résisté. Cependant, les Russes n'en restaient pas moins populaires en Crète et c'était sur leur intervention que l'on comptait comme devant amener la libération du territoire. Dès cette époque, une chanson très répandue se faisait l'écho des espoirs qu'entretenaient les habitants : « A chaque Pâques, à chaque Noël, maître Jean mettait son chapeau et disait aux protoppas : « J'amènerai le Russe (1). »

(1) COUTURIER, La situation de la Crète au point de vue international. *Thèse, Paris, 1900, page 24.*

L'impératrice Catherine de Russie avait conçu un projet considérable, celui de restaurer l'empire grec, dont elle aurait confié le gouvernement à un de ses petits-fils, Constantin. Elle était secondée dans la poursuite de ce but par l'empereur d'Autriche Joseph II. Tel est le projet connu sous le nom de « Projet grec », dont il est souvent question dans la correspondance très suivie échangée entre les deux souverains (1).

Ce projet présenta successivement deux formes différentes : Au début, c'est-à-dire vers 1772, l'Autriche et la Russie, cherchaient simplement à opérer le partage, entre elles, de la Turquie d'Europe. L'est des Balkans avec Constantinople et les Dardanelles auraient formé le lot de la Russie. L'Autriche aurait acquis la partie occidentale, y compris la Morée et la Crète. Un peu plus tard (vers 1780), le projet fut modifié ; il s'agissait de créer deux grands Etats chrétiens nouveaux : l'empire grec, dont le petit-fils de Catherine, Constantin, serait le souverain, et la Moldo-Valachie. Il était expressément entendu que les deux couronnes ne pourraient jamais être réunies sur une seule tête. Outre la création de ces deux empires nouveaux, le projet comportait pour l'Autriche et la Russie, une extension de leurs territoires respectifs : la Russie, pour son commerce, se réservait Otchakoff et deux îles de l'archipel ; la Bosnie, l'Herzégovine, la petite Valachie, les côtes de Dalmatie étaient attribuées

(2) DE MARTENS. *Les traités de la Russie*, 2^e vol., page 96, n^o 36.

à l'Autriche. La République de Venise, qui perdait dans cette combinaison les côtes de la Dalmatie, recouvrait, en échange, la domination de la Morée, de Crète et de Chypre. Mais le projet échoua par suite d'un dissentiment qui éclata entre les deux souverains sur le partage des territoires convoités (1).

§ 3. — Rôle de la France

Ce projet rencontra d'ailleurs une vive opposition en France. Sans doute, l'ambassadeur de France à Saint-Petersbourg avait d'abord donné son approbation aux plans de l'impératrice, mais cet assentiment fut, dans la suite, démenti par son gouvernement. A l'opposé de M. de Ségur, Louis XVI était fermement décidé à ne pas laisser démembler l'empire ottoman. C'est ce qui résulte, à n'en pas douter, d'une lettre adressée le 26 juin 1785 par M. de Vergennes au baron de Breteuil, ministre d'Etat, qui avait reçu d'un sieur Dandolo un mémoire tendant à démontrer les avantages que la France gagnerait à la possession de la Crète : « Personne ne doute, déclare M. de Vergennes, de l'importance de l'île de Crète, du malheur de ses habitants et des vœux qu'ils font pour changer de maîtres. Il est également certain que cette possession, entre les mains du roi, deviendrait la source

(3) DRIAULT. La question d'Orient depuis son origine, 1898, page 56.

de très grandes richesses ; mais si la politique de S. M. n'est pas trompée, si chaque Etat reste, comme elle le désire, dans son intégrité, jamais l'île de Candie ne sera occupée par une puissance chrétienne, et, quand il y aurait possibilité d'obtenir des Turcs la cession de cette île, Sa Majesté ne voudrait pas risquer de soulever une guerre en profitant de leur faiblesse pour les dépouiller. Ce serait autre chose si l'Empire Ottoman était renversé ; mais avant de songer à prendre part à ses dépouilles, il est de la sagesse et de la grandeur du roi d'empêcher sa chute. Je pense donc, Monsieur que le mémoire du sieur Dandolo ne doit être regardé que comme l'expression des vœux d'un particulier qui ne sont pas faits pour avoir des suites (1). »

Tandis que Louis XVI entendait conserver l'intégrité de l'Empire Ottoman, Napoléon I^{er}, au contraire, en présence de la faiblesse de cet Empire, songeait à s'emparer d'une partie de ses dépouilles et il voulait annexer à la France les îles Ioniennes, Malte et les îles de l'Archipel.

Le Traité de Campo-Formio du 17 octobre 1897 reconnaît à la France la possession des Iles Ioniennes.

Pour lui, l'établissement de la puissance française sur ces différents points permettrait de suivre de très près les progrès de la décadence de la Turquie et d'intervenir, au moment opportun, pour prélever une portion de ce vaste

(1) *Archives Nationales*, cote 0 l. 493 ; La Crète jugée par la Diplomatie du XVIII^e siècle — Article d'Henri Stein, *Revue Bleue*, du 26 novembre, 1898.

territoire. Il entendait, en même temps, prendre sous sa protection les Grecs des îles (1).

Les mêmes préoccupations apparaissent dans la politique napoléonienne, après la signature du traité de Tilsitt. Une lettre de l'Empereur au tsar Alexandre I^{er}, en date du 2 février 1808, propose de porter un coup mortel à la puissance de l'Angleterre en lançant une immense armée franco-austro-russe à la conquête des Indes. Auparavant, il était nécessaire de régler le sort de l'Empire Ottoman. Un projet de partage élaboré entre Napoléon et Alexandre I^{er} attribuait à l'Autriche la Serbie et la Roumanie ; à la France, l'Albanie, la Bosnie, la Morée et la Crète ; à la Russie, la Bulgarie, la Moldavie et la Valachie. Ce fut la possession de Constantinople et des Dardanelles qui suscita le plus de difficultés. On finit par s'entendre ; la France obtenait l'Égypte et la Syrie, tandis que la Russie disposait de Constantinople et des Dardanelles. Mais, par suite de la guerre franco-espagnole, le projet dont les grandes lignes se trouvaient ainsi définitivement arrêtées ne put être réalisé. Il est intéressant, toutefois, de signaler la persistance de Napoléon à cet égard, et, en ce qui concerne la Crète, son intention bien marquée d'en faire une possession française.

Tandis qu'on délibérait ainsi sur l'attribution future de la Crète, les habitants de cette île malheureuse étaient plus que jamais en butte à l'oppression et aux atrocités

(1) MAX CHOUBLIER. La question d'Orient depuis le traité de Berlin, *Thèse, Paris*, 1897, Introduction, page 7.

des Turcs. Ainsi que l'a fort exactement constaté M. Castonnet des Fossés, les Crétois ne pouvaient plus se faire rendre justice ni invoquer le bénéfice d'aucune loi ; leurs maîtres les pressuraient impitoyablement, surtout depuis la révolte de 1770, qui avait éclaté à l'instigation de Catherine et dont la répression fut sanglante. En fait, toute l'autorité était passée aux janissaires et à leurs beys. Lorsque les gouverneurs envoyés par le sultan n'avaient pas le don de plaire à ces derniers, ils étaient rapidement déposés. Le Sultan finit par concevoir ombrage des obstacles qui étaient ainsi apportés à son autorité et, en 1813, il prit le parti de désigner au gouvernement de la Crète un homme énergique, Hadji-Osman-Pacha. Celui-ci comprit que le meilleur moyen d'asseoir son autorité serait de se débarrasser des beys ; il y arriva avec l'aide des chrétiens auxquels il fournit des armes ; les principaux chefs janissaires furent faits prisonniers et exécutés. Les Crétois auraient vraisemblablement, sous ce gouvernement, retrouvé quelque tranquillité, si l'entente entre les chrétiens et Hadji-Osman-Pacha n'avait rendu ce dernier suspect. Rappelé à Constantinople, le gouverneur fut à son tour condamné à mort ; les janissaires revinrent au pouvoir et leur joug recommença à peser sur les habitants de la Crète avec une cruauté renouvelée. Dans ces circonstances, les idées d'indépendance ne pouvaient que s'entretenir et s'accroître chez les habitants de l'île ; puis l'exemple des Grecs, qui allaient bientôt commencer leur lutte pour la liberté, était de nature à leur fournir de précieux encou-

ragements. Le xix^e siècle allait être marqué par une lutte héroïque et incessante soutenue par ce petit peuple pour échapper à l'étreinte des Turcs.

Au cours des événements qui vont suivre, les puissances ont été constamment hésitantes entre deux idées contraires : D'une part, venir défendre les intérêts des opprimés et les protéger contre des atrocités que répudie l'humanité ; d'autre part, ne pas s'ingérer à la légère dans les affaires d'un autre peuple, car toute intervention est la méconnaissance plus ou moins caractérisée de la souveraineté de l'Etat dans les affaires duquel on intervient. En fait, tous les aspects de l'intervention des puissances européennes en Orient au cours du xix^e siècle ont été marqués par un sentiment de défiance vis-à-vis de la Turquie en vue de garantir les chrétiens contre d'insupportables oppressions ; il s'agissait de mettre fin à de véritables massacres et de prévenir des répressions sanglantes ; seulement, si cette intervention n'a pas toujours été efficace, la cause doit en être attribuée à la jalousie qui n'a cessé de régner entre les puissances européennes et à la crainte de voir l'une d'elles se créer une place prépondérante au milieu des autres.

CHAPITRE II

LES LUTTES DE LA CRÈTE POUR SON INDÉPENDANCE AU COURS
DU XIX^e SIÈCLE. — INSURRECTION DE 1822. — INTERVEN-
TION DE 1830. — DOMINATION ÉGYPTIENNE. — INSURREC-
TION DE 1858. — RÉVOLUTION DE 1866. — INSURRECTION
DE 1878, 1889 ET 1895.

Deux causes ont suscité, dès le début du XIX^e siècle, l'effervescence des idées insurrectionnelles chez les Crétois : d'abord la Révolution française avait donné à tous les peuples opprimés une conscience plus nette de leurs droits et des injustices dont ils souffraient ; ensuite, les vexations constantes imposées par les Turcs, la rigueur avec laquelle chaque tentative d'insurrection était réprimée entretenait une vive irritation au cœur des habitants de l'île et le désir de reconquérir les libertés de jadis se transmettait, accru en intensité de génération en génération.

La première insurrection éclate en 1822 ; en même temps que les Grecs déclaraient s'affranchir du joug de la Turquie, ils prêtaient la main aux Crétois, et ils leur envoyaient même un gouverneur grec, Emmanuel Fon-

bazi. Une assemblée crétoise réunie à Arménis, votait, le 20 mai 1822, une charte constitutionnelle. La charte, qui proclamait l'union à la Grèce, était divisée en cinq sections : alliance avec les Grecs ; Religion ; Droit des Crétois ; Divisions administratives ; Elections au Parlement hellénique ; Administration ; Correspondance officielle. La Turquie eut beaucoup de peine pour vaincre l'insurrection. Elle n'y parvint qu'avec le concours d'une armée égyptienne, commandée par Ibrahim-Pacha (1824). Des exécutions en masse furent ordonnées par les vainqueurs, elles suscitèrent en Europe une réprobation si profonde que les puissances songèrent à intervenir. Cette intervention avait, au début, rencontré des adversaires même en Europe, car le 12 mai 1821, une déclaration, qui émanait de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, se prononce contre une politique de ce genre, que les peuples ne doivent avoir d'autres libertés que celles accordées par leurs souverains. Cette attitude se modifia heureusement par la suite, et, malgré les protestations de la Turquie, elle ne tarda pas à s'affirmer. Il restait à s'entendre et à régler les bases de l'intervention. La Russie proposa d'abord aux puissances, le 9 janvier 1824, de fractionner la Grèce en plusieurs principautés autonomes sous la suzeraineté du Sultan ; l'une de ces principautés aurait compris la Morée et l'île de Crète ; mais il était, à cette époque, assez difficile de se rendre compte de l'étendue exacte du territoire qui aurait été compris dans les limites de la Grèce. Ces difficultés sont signalées dans une

lettre écrite le 8 juin 1826 par M. de Metternich au prince Esterhazy : « Il est difficile de se rendre un compte exact de ce que l'on doit entendre par Grèce ; entend-on parler du Péloponèse et des îles ou bien de toutes les parties de la Turquie européenne qui renferment une majorité chrétienne ? (1) »

Ultérieurement, un arrangement, qui devait être proposé à la Turquie, fut arrêté entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie (Traité du 6 juillet 1827). L'article 3 en est ainsi conçu : « Les détails de cet arrangement, ainsi que les limites du territoire sur le continent et la désignation des îles de l'Archipel auxquelles il sera applicable, seront déterminés dans une négociation à établir, par la suite, entre les grandes puissances et les deux parties en litige (1). »

La délimitation du territoire de la Grèce n'était donc point nettement tranchée ; d'autre part, deux déclarations sont adressées à la Porte les 16 et 31 août 1827 au sujet de la suspension des hostilités en Grèce ; mais elles ne contenaient aucune allusion à la Crète. Cette omission émut légitimement les habitants de l'île. Allaient-ils donc être condamnés irrémédiablement à subir le joug des Turcs ?

Un tel sort était de nature à les épouvanter et un mouvement énergique se dessina aussitôt. Des adresses fu-

(1) BIKELAS. Formation de l'Etat grec, *Revue d'histoire diplomatique*, 1887.

(2) DE CLERCQ. Recueil des Traités de la France, 3 vol., page 450.

rent remises aux représentants des puissances pour les conjurer de comprendre la Crète au nombre des territoires dépendant de la Grèce. Une note confidentielle, remise les 11 et 13 septembre 1828 par le comte Capo d'Istria aux représentants de France, de l'Angleterre et de la Russie, se prononçait pour la réunion de la Crète à la Grèce : « L'île de Candie formerait la dernière limite du côté du sud et serait la sauvegarde des autres îles de l'Archipel. La possession de Candie paraît être d'autant plus indispensable aux Grecs que, dans l'état actuel des choses, l'Archipel et le Péloponèse même, seraient exposés aux dangers les plus imminents. Au pouvoir des Turcs ou de Méhémet-Ali, cette île deviendra un dépôt de forces considérables d'où les Turcs seraient en mesure d'attaquer sourdement la Grèce (1). »

§ 1. — Intervention des puissances en 1830

Les représentants des trois puissances accueillirent dans une certaine mesure cette demande ; cependant la note confidentielle adressée par eux au gouvernement grec le 8 décembre 1828, est rédigée sous une forme des plus vague. Il y est dit que, pour les îles de Samos et de Candie, « les représentants se feront un devoir d'exposer tous leurs titres à la haute protection de l'alliance et à

(1) Correspondance du comte Capo d'Istria, Supplément, page 458.

l'application en leur faveur des principes du traité de Londres » (1).

A cette époque, l'opposition la plus vive à l'affranchissement de la Grèce émane de l'Angleterre, tandis que la France accepte volontiers l'annexion de la Crète à la Grèce, ainsi, du reste, que la Russie. L'Angleterre espérait secrètement que la Turquie ne tarderait pas à recouvrer son autorité sur les Grecs. Elle était, d'ailleurs, irritée de la popularité dont la France jouissait parmi ces derniers. L'influence de l'Angleterre l'emporta à cette époque pour le règlement du sort de la Crète ; le protocole du 3 février 1830 porte que la Crète ne fera pas partie du royaume de Grèce ; les puissances se contentent d'adresser à la Turquie, le 8 avril 1830, une note lui demandant d'assurer la sécurité des Crétois par des règlements très précis contre toute réaction quelconque (2).

La Porte donna son adhésion à cette note le 24 avril de la même année. C'était reconnaître la légitimité du joug de l'empire ottoman sur la Crète, avec une réserve purement platonique flétrissant les mauvais traitements dont les habitants de l'île pourraient être victimes de la part des Turcs.

Le prince Léopold de Saxe-Cobourg, qui avait accepté d'être roi de Grèce, protesta énergiquement contre l'opposition manifestée par l'Angleterre à l'annexion de l'île

(1) DE CLERQ. *Op. cit.*, page 529.

(2) DE CLERCQ, *Op. cit.*, page 565.

de Candie à son royaume. Ne pouvant obtenir cette annexion, qu'il considérait comme indispensable à l'autonomie de la Grèce, il donna sa démission le 31 mars 1831, déclarant qu'il ne voulait pas « attacher son nom dans l'esprit des Grecs à la mutilation de leur patrie et à l'abandon de ceux de leurs frères qui, ayant combattu avec eux pour l'affranchissement de la patrie, s'en voyaient maintenant exclus (1) ».

Si, à cette époque, la France et la Russie avaient montré plus d'énergie et maintenu leur désir de voir réaliser l'annexion de la Grèce et de Candie, la Grande-Bretagne aurait sûrement cédé ; bien des troubles et des massacres eussent été ainsi évités.

La plupart des publicistes français s'élevèrent contre l'injustice subie ainsi par les Crétois. Avec Guizot, Thiers déclare que, pour maintenir son indépendance, la Grèce doit être renforcée par les îles Ioniennes et par la Crète (2).

En Angleterre même, lord Palmerston s'écriait que « l'indépendance et la défense de la Grèce ne dépendent que de la Crète. Le défaut de frontière la priverait de tous moyens de défense et mettrait tous les jours son existence en doute par l'injuste occupation de la Crète par les Turcs ».

(1) BIKELAS. *Op. cit.* et Correspondance du comte Capo d'Istria, Supplément, page 449 et s.

(2) THIERS. De l'état actuel de la Grèce, t. I, page 202.

L'opinion d'une grande partie de l'Europe était favorable à la cause des Crétois ; mais la France surtout leur était acquise. Signalons, à cette occasion, un projet fort intéressant de Charles X, qui proposa aux puissances de racheter la Crète à la Turquie pour une somme de 40 millions de piastres et de l'annexer à la Grèce. Charles X méditait aussi de procéder au partage de l'Empire ottoman. Il entraînait par là en antinomie avec M. de Metternich, qui, auteur d'un projet analogue, refusait de comprendre la France parmi les co-partageants. La Hollande et la Belgique disparaissaient de la carte d'Europe ; la première était annexée par la Prusse ; la seconde par la France ; la péninsule balkanique était partagée entre l'Autriche et la Russie ; puis un vaste empire chrétien, composé d'une partie de la péninsule avec Constantinople, la Grèce et la Crète, était constitué, ayant à sa tête le roi de Hollande. Mais la Russie estima que son lot était insuffisant et le projet n'eut pas de suite. D'ailleurs, les événements de juillet allaient se précipiter et détourner l'attention de la France du sort des Crétois (1).

En définitive, l'adhésion donnée le 24 avril 1830 par la Porte à la note que lui avaient remise les représentants de l'Angleterre, de la France et de la Russie l'obligeait d'édicter en Crète des règlements précis sur la surveillance des trois puissances.

(1) BARON DE LA BARRE DE NANTEUIL. *L'Orient et l'Europe depuis le XVII^e siècle*, 1898.

Celles-ci reconnaissaient si bien avoir contracté un engagement moral de surveillance que, dans le protocole du 20 février 1830, elles avaient stipulé, sans prendre toutefois aucun engagement formel à cet effet, que chacune des puissances alliées croirait de son devoir d'interposer son influence auprès de la Porte (1). Il y avait toutefois illusion de leur part à compter sur la bonne foi de la Turquie.

§ 2. — La domination égyptienne

En 1831, le Sultan, qui tenait à prouver à Méhémet-Ali sa reconnaissance pour les services que ce dernier lui avait rendus au cours de la lutte contre l'insurrection grecque lui abandonne la Crète moyennant le paiement de 25 millions de piastres. Les Crétois protestèrent, déclarant qu'ils étaient unis de cœur et de race à la Grèce ; mais leur appel ne fut pas écouté, et la France elle-même, dont Méhémet-Ali était le protégé, donna son adhésion à la cession. Le gouverneur désigné par Méhémet-Ali fut Mustapha-Pacha, qui resta en fonctions de 1832 à 1852. Les Crétois gagnèrent assurément à l'opération. L'administration de l'île par les Egyptiens fut toujours empreinte d'une grande impartialité. Assurément, toute tentative d'insurrection fut sévèrement réprimée (notamment celle de 1833, lors de l'avènement

(1) DE CLERCQ. Page 564.

du roi Othon au trône de Grèce) ; mais la domination égyptienne supprima la tyrannie des beys et des janissaires et prit les meilleurs moyens d'empêcher les Turcs d'opprimer les Chrétiens, en les excluant de l'administration, laquelle était réservée aux Albanais. Les janissaires ne pouvant plus se livrer aux exactions dont ils étaient coutumiers durent, pour se procurer de l'argent, vendre leurs propriétés et des Grecs s'en rendirent acquéreurs ; la terre passait ainsi des mains de musulmans à celles des chrétiens. Malheureusement pour les Crétois, il fut décidé, à la suite des conquêtes de Méhémet-Ali, par une convention conclue à Londres le 15 juillet 1840, que la Crète lui serait retirée et rendue au sultan (1).

Cette décision est singulière, car elle aboutissait à considérer la Crète, à l'instar de l'Arabie ou de la Syrie, comme une conquête de Méhémet-Ali. Or, celui-ci l'avait reçue du sultan à titre de récompense pour services rendus.

La rétrocession de la Crète à la Turquie provoqua un nouveau soulèvement des Crétois. Soutenus au début par le consul anglais, ils eurent la déception de constater, bientôt après que l'attitude de ce dernier était toute personnelle et ne reflétait point l'opinion de son gouvernement. Toutefois, les conséquences de ce retour à la domination turque ne furent pas immédiatement res-

(1) DE CLERCQ. *Op. cit.*, 2^e vol., page 576.

senties par les Crétois, par suite du maintien de Mustapha comme gouverneur de l'île jusqu'en 1852.

Lors de la proclamation de la deuxième république en France, un nouveau rayonnement des idées de liberté se propagea sur toute l'Europe. Ces idées se traduisirent en Crète par une certaine effervescence, mais sans aucun résultat. Une insurrection autrement importante eut lieu en 1858. Elle était due à la violation du Hatti-Hou-Mayoum du 18 février 1856. A la suite de la guerre de Crimée, les puissances européennes s'étaient préoccupées d'assurer la protection des chrétiens en Orient. Dans cet ordre d'idées, l'article 7 du traité de Paris du 30 mars 1856 consentait à admettre la Porte à participer aux avantages du droit des gens européens et lui garantissait l'intégrité de son territoire, mais à la condition que les principes du droit public acceptés en Europe fussent toujours respectés par le sultan. De plus, aux termes de l'art. 9, « S. M. I. le Sultan, dans sa constante sollicitude du bien-être de ses sujets, ayant octroyé un firman qui, en améliorant leur sort sans distinction de religions ni de races, consacre ses généreuses intentions envers les populations chrétiennes de son empire, et voulant donner un nouveau témoignage de ses sentiments à cet égard, a résolu de communiquer aux puissances contractantes le dit firman spontanément émané de sa volonté souveraine. Les puissances contractantes constatent la haute valeur de cette communication. Il est bien entendu qu'elle ne saurait dans aucun cas donner

le droit aux dites puissances de s'immiscer, soit collectivement, soit séparément dans les rapports de S. M. avec ses sujets ni dans l'administration intérieure de son empire (1) ».

La portée de ce texte était d'ailleurs assez vague ; y avait-il là le gage d'une amélioration future du sort des chrétiens d'Orient ? Nullement. Le sultan, inquiet de la sollicitude manifestée par les puissances pour les sujets chrétiens de son empire avait tenu à les rassurer, afin d'écartier une intervention de leur part.

Grâce aux assurances du sultan, les plénipotentiaires se persuadaient qu'une ère nouvelle de réformes allait s'ouvrir en Orient et que, par suite de l'initiative prise par la Turquie, les Crétois bénéficieraient d'une condition meilleure. Mais les événements allaient bientôt démentir ces prévisions optimistes. Heureusement l'art. 7 du Traité de Paris du 30 mars 1858 réservait aux puissances européennes, d'une manière indirecte, le droit d'examiner si le sultan se conformait toujours dans son administration aux principes du droit public européen. Or, les principes de ce droit public étaient contenus dans le Hatti-Hou-Mayoum, qui devait assurer à tous les sujets de l'Empire ottoman l'égalité civile, militaire et religieuse : « l'égalité des impôts, entraînant l'égalité des charges comme celle des devoirs, entraîne celle des droits ; les sujets chrétiens et des autres rites non mu-

(1) DE CLERCQ. *Op. cit.*, 7^e vol., page 63.

sulnans devront, ainsi qu'il a été antérieurement résolu, aussi bien que les musulmans, satisfaire à la loi du recrutement (1). »

Une des conséquences de l'égalité religieuse qui était ainsi octroyée par ce firman fut la conversion d'une grande quantité de Crétois, jusque-là musulmans, à la religion chrétienne. Le nombre de ces conversions suscita une grave irritation de la Porte. Des violences se produisirent pour les empêcher. La Porte trouva même pour cette besogne le concours de M. Ougley, consul d'Angleterre à la Canée, ami de Véli-Pacha et qui lui prêta son aide pour s'emparer d'une jeune fille turque convertie au christianisme. Grâce à l'assistance fournie par notre consul, M. Derché, cette jeune fille put s'échapper. Les violences répétées auxquelles se livrèrent les mahométans ne tardèrent pas à exaspérer les chrétiens.

§ 3. — Insurrection de 1856-1858.

En mai 1856, les Crétois s'assemblèrent à Perivolía, près de la Canée ; ils rédigèrent un mémoire de protestation qu'ils firent remettre à tous les consuls, sauf à celui d'Angleterre, M. Ougley, et qui se terminait par ces mots : « Nos oliviers ayant été gelés, nos vignes malades et les bestiaux décimés, nous ne voulons payer

(1) ROLIN-JAEQUEMYS. Le Droit international et la question d'Orient, *Revue de droit international et de législation comparée*, t. VIII, 1876, page 325.

aucun impôt autre que la dime. » Les Crétois signalèrent notamment à l'attention des puissances les trois griefs suivants : 1° Violation de l'égalité religieuse ; 2° Abus résultant de ce que l'indemnité de 5.000 piastres exigée pour se racheter du service militaire était imposée aux vieillards, aux infirmes et aux enfants comme aux hommes valides ; 3° Accusation portée contre Véli-Pacha d'employer les sommes résultant de ses exactions à la satisfaction de ses besoins personnels et non à leur destination normale, c'est-à-dire à l'accomplissement de travaux publics. Le gouverneur essaya de se justifier ; il déclara que les consuls n'avaient à s'occuper que des affaires de leurs nationaux et qu'il ne leur appartenait pas de se mêler de celles des sujets ottomans (1).

Comme la Russie menaçait d'appuyer les réclamations des Crétois, la Porte se décida, le 23 juin 1858, à destituer Véli-Pacha.

Le nouveau gouverneur, Sami-Pacha, prit possession de son poste le 12 juillet 1858. Il lança une proclamation dans laquelle il montrait des intentions conciliatrices. Le gouvernement turc se décidait à accorder satisfaction à toutes les revendications émises par les Crétois : Amnistie générale, permission d'avoir des armes, confirmation du Hatti-Hou-Mayoum, liberté de conscience, promesse d'établir des routes et abolition de tous les nouveaux impôts (2). Les Crétois ayant ainsi obtenu gain

(1) LAROCHE. *La Crète ancienne et moderne*, page 152.

(2) LAROCHE. *Op. cit.*, page 158.

de cause sur tous les points, l'insurrection se termina sans effusion de sang. Parmi les réformes les plus importantes qu'ils avaient obtenues, il convient de noter le droit d'élire des conseillers de district, point de départ de l'indépendance administrative de l'île et l'interdiction pour les juges notamment de s'immiscer dans la gestion des biens des mineurs chrétiens et dans les affaires d'héritage.

Malheureusement, les promesses contenues dans la déclaration de Sami-Pacha ne furent point exécutées. Un nouveau gouverneur, Ismaï Pacha, nommé en 1861, ne se montra pas plus disposé à exécuter les engagements que le gouvernement ottoman avait contractés vis-à-vis des Crétois. La Porte avait adopté un système de concessions dont la périalisation était toujours renvoyée à une époque indéterminée (1).

En présence d'un pareil régime d'atermoiement, l'agitation des Crétois ne tarda pas à reprendre. La politique des nationalités, qui était alors pratiquée par Napoléon III était de nature à entretenir leurs espérances. D'autre part, l'accord entre la France et la Russie s'était peu à peu rétabli, la guerre de Crimée n'ayant pas laissé de rancune durable entre les deux pays ; les Crétois se croyaient donc en droit de compter sur l'appui de la Russie comme sur celui de la France. L'influence de la Rus-

(1) Cf. Lettre de M. Derché, Consul de France à la Canée, à M. Drouyn de Lhuys ; *Archives diplomatiques*, 1867, 1^{er} vol., page 334.

sie sur l'agitation crétoise ne tarda pas à devenir prédominante, bien qu'un relâchement se fut produit, à la suite de la défaite de l'Autriche à Sadowa, dans les liens d'amitié qui unissaient la France à l'Empire des tsars. Le rapprochement de la Prusse et de la Russie acquérait la latitude de suivre la politique qui lui conviendrait vis-à-vis de l'Empire ottoman. Par suite, cette puissance ne tarda pas à profiter de l'occasion qui s'offrait pour elle et envoya des émissaires en Crète pour fomenter une révolte.

§ 4. — Révolution de 1866-1868.

Le mouvement commença au printemps 1866. Dans une pétition adressée au sultan le 14 mai, les Crétois exposent que, depuis 1858 jusqu'à aujourd'hui, contrairement à l'esprit des concessions, loin de diminuer les impôts, on les a surchargés de taxes nouvelles sous diverses dénominations (1) ». Ils réclament aussi avec insistance la tolérance religieuse et la réfection des routes et déclarent que le seul moyen d'opérer les améliorations demandées serait de confier la réorganisation de l'île à la sollicitude des grandes puissances (2). Telle est la genèse première de l'idée qui, en 1896-98, fut reprise par les puissances.

Après avoir ajourné pendant quelque temps l'envoi de sa réponse, le gouvernement turc fit répondre par

(1) *Archives Diplomatiques*, 1867, 1^{er} vol., page 342.

(2) *Archives Diplomatiques*, 1867, 4^e vol., page 170.

Ismâïl Pacha aux insurgés que « si les personnes réunies en son nom se soumettent, donnant par écrit des garanties de leur obéissance dans l'avenir, et si chacun retourne chez soi et reprend ses travaux, tout sera oublié. Si, malgré tout ce qui précède, elles persistent, la troupe marchera contre elles et s'emparera des chefs en dispersant les autres par la force (1) ». Cette proclamation, au lieu de calmer les Crétois, porta leur surexcitation à son comble. Le 16 août 1866, ils se décident à faire connaître à l'Europe les motifs de leur conduite : « Animés du sentiment de la grandeur et de l'unité nationales, confiants dans la justice de notre cause, nous proclamons hardiment devant Dieu et devant les hommes notre volonté unanime et notre ardent désir de nous voir réunis à la Grèce, notre patrie commune (2). »

Le 21 août de la même année, l'Assemblée crétoise réunie à Sphakia déclare répudier pour toujours la domination turque et elle vote l'union indivisible et éternelle de la Crète à la Grèce (3).

Les Crétois ajoutaient qu'ils considéraient les puissances signataires du traité de 1856 comme garantes des concessions octroyées par le Haïti-Hou-Mayoum.

La Turquie envoya comme commissaire impérial Mustapha-Pacha en vue d'arrêter l'insurrection. Toute tentative de solution pacifique ayant échoué, l'insurrec-

(1) *Archives Diplomatiques*, 1867, 1^{er} vol., page 351.

(2) *Archives Diplomatiques*, 1867, page 358, 1^{er} vol.

(3) *Archives Diplomatiques*, 1867, 1^{er} vol., page 355.

tion se déroula sanglante, soutenue par des volontaires grecs, les Crétois infligèrent plus d'une fois de graves revers à l'armée turque. La France, engagée alors dans l'expédition du Mexique, se désintéressa de la question de l'indépendance de la Crète. Elle se montra même plutôt ennemie de toute intervention à cette époque (1).

La France ne commença à s'intéresser à l'indépendance des Crétois que sur l'initiative prise par le prince Gortchakoff, qui, le 20 août, réclamait, au nom du gouvernement russe, l'intervention des puissances en Crète en exécution de l'art. 9 du traité de Paris de 1856, par lequel les puissances avaient contracté vis-à-vis des chrétiens d'Orient l'obligation d'assurer l'exécution des réformes promises par la Porte (2). Dès lors, l'entente s'établit rapidement entre la France et la Russie au sujet de l'attitude à adopter à l'égard de la Porte. Le 29 octobre 1867, la Russie, la France et l'Italie adressèrent à la Porte la note suivante, élaborée principalement par la Russie : « Dès le début des regrettables événements survenus dans l'île de Crète, les grandes puissances se sont émues d'un état de choses qui, non seulement, blessé leurs sentiments d'humanité, mais dont le contre-coup parmi les populations chrétiennes de la Turquie pouvait mettre en danger le repos de l'Orient et les intérêts de la paix générale. Malgré leurs pressantes instances, aucune réforme organique n'a été appliquée jusqu'ici pour

(1) *Archives Diplomatiques*, 1867, 1^{er} vol., page 363.

(2) *Archives Diplomatiques*, 1868, 1^{er} vol., pages 284 et 288.

satisfaire aux maux des populations chrétiennes de l'Empire ottoman. Dans ces conjonctures, les puissances qui ont offert leurs conseils à la Porte ont la conscience d'avoir accompli ce que leur dictaient leurs sentiments d'humanité et leur sympathie. Dans la voie qu'il a choisie, le gouvernement ottoman ne pouvait certainement pas compter sur une assistance matérielle de la part des puissances chrétiennes, mais les Cabinets, après avoir vainement tenté de l'éclairer, croient de leur devoir de lui déclarer que, désormais, ils réclameraient en vain leur appui moral, au milieu des embarras qu'aurait préparés à la Turquie son peu de déférence pour leurs conseils (1).

C'était montrer d'une façon bien catégorique que l'Europe était favorable aux revendications des Crétois.

Toutefois, lorsqu'il s'agit de passer des paroles aux actes, la même harmonie d'intention ne se manifeste plus entre les puissances, et la France, qui avait à tenir compte de l'attitude de plus en plus agressive prise à son égard par la Prusse, parut même regretter d'avoir participé à une démarche aussi catégorique auprès de la Turquie.

D'autre part, l'Angleterre n'était point favorable à une intervention directe, et la Russie, voyant que sa politique énergique n'était suivie par aucun des autres Etats, n'osa point prêter le secours de ses armes aux insurgés.

(1) *Archives Diplomatiques*, 1867, page 580, 4^e vol.

L'insurrection, cette fois encore, fut donc un échec pour les Crétois.

Ils obtinrent cependant quelques concessions aux termes de la constitution ou règlement organique de l'île de Crète promulguée par le commissaire Ali-Pacha le 8/20 janvier 1868 et dont voici les points principaux : Une exemption d'impôt est d'abord accordée aux Crétois pour 4 ans, à dater du 1^{er} mars 1868. L'administration générale de l'île est confiée à un gouverneur général ou vali nommé par le sultan. Le commandement des troupes appartient à un autre chef (Art. 1^{er}). Le vali-administre l'île avec l'assistance de deux conseillers choisis, l'un parmi les fonctionnaires musulmans, et l'autre parmi les fonctionnaires chrétiens de l'Empire. L'île est divisée en sandjacks ou arrondissements, administrés par des mutessarifs ou gouverneurs qui seront moitié chrétiens et moitié musulmans, assistés d'un adjoint de la religion contraire à la leur (Art. 4 et 5). Une part est donc faite aux chrétiens dans l'administration de l'île. Les contestations entre plaideurs de même religion sont jugées par les tribunaux de leur religion ; les contestations entre chrétiens et musulmans sont portées devant des tribunaux mixtes (Art. 9 et 11). Un Conseil général, élu par la population et composé de chrétiens ou de musulmans, suivant la religion de chaque district d'électeurs, se réunit chaque année une fois pour étudier les questions relatives aux travaux d'utilité publique, le développement des voies de communication, la formation

des caisses de crédit et tout ce qui peut servir à favoriser l'agriculture, le commerce et l'industrie, ainsi que la diffusion de l'instruction publique (Art. 12). Enfin, le nombre des impôts qui pourront être perçus dans l'île est limitativement réglé. Tel fut, sous l'influence des événements, le premier pas accompli par la Turquie elle-même, alors contrainte par les circonstances, d'entrer dans la voie de l'émancipation de la Crète.

La fin de l'insurrection permit à la Turquie de demander compte à la Grèce des difficultés que celle-ci lui avait suscitées pendant la lutte, en raison de ses envois continuels de volontaires en Crète. Le conflit menaçait de devenir aigu entre les deux Etats ; seulement l'Europe, voulant éviter une guerre, décida, sur la proposition de M. de Bismarck, la réunion d'une conférence qui s'ouvrit à Paris le 24 janvier 1869. L'Angleterre, l'Autriche, la France, la Prusse, la Russie et la Turquie y étaient représentées. Il est à noter que la Grèce, à la différence de la Turquie, n'obtint pas voie délibérative, mais seulement voix consultative. La Conférence, écartant de ses travaux la question crétoise qui venait de recevoir une solution, s'occupa uniquement de la responsabilité qui revenait à la Turquie et à la Grèce dans l'insurrection. Elle déclara nettement que la Turquie ne serait pas admise à user de représailles contre la Grèce ; d'autre part, la Grèce devait s'abstenir de favoriser ou de tolérer des bandes d'agresseurs, ainsi que l'équipement dans ses ports de bâtiments armés,

§ 5. — Insurrection de 1878

Le règlement organique de 1868 eût été de nature, avec une application sérieuse, à améliorer sensiblement la condition des habitants de l'île ; mais, se conformant à sa politique traditionnelle, la Porte ajourna systématiquement la mise en vigueur des réformes. Contrairement à la promesse faite en 1868, la dime fut augmentée en 1874 de 2 1/2 0/0. Devant les protestations des Crétois, l'édit qui avait aggravé l'impôt fut rapporté^e ; mais la somme qui avait été encaissée en trop de ce chef ne semble pas avoir été jamais restituée. D'autre part, l'usage de la langue grecque fut aboli devant les tribunaux ; enfin, les circonscriptions électorales furent organisées de telle manière que les musulmans y obtenaient toujours la majorité. Sur ces entrefaites, éclata la guerre russo-turque de 1877. Les Crétois adressent d'énergiques protestations à la Porte, avec l'indication de leurs principaux griefs ; en réponse, le gouvernement turc se décida à envoyer dans l'île trois commissaires enquêteurs : Adossidès-Pacha, Costaki-Effendi et Sami-Effendi. Le premier surtout de ces commissaires manifeste des dispositions bienveillantes vis-à-vis des habitants de l'île ; mais les musulmans de Crète entravèrent son action et se livrèrent à des massacres. En présence de ces faits, le Comité insurrectionnel remit aux consuls la pétition suivante : « Nous avons le devoir de protester contre

le gouvernement ottoman et ses agents, seule cause de cette situation et de réclamer, pour la vie, l'honneur et les biens de nos frères chrétiens des villes et des environs qui sont actuellement en danger, un secours philanthropique (1). » Cette demande laissa les puissances insensibles.

Cependant, la lutte avec la Russie tournait au désavantage des Turcs ; en conséquence, les Crétois se décidèrent à agir. Auparavant, ils transmirent aux commissaires ottomans une nouvelle pétition, réclamant l'établissement d'un gouvernement autonome dont le chef devait être nommé par le peuple et la simple obligation de payer à la Porte une indemnité annuelle de 500.000 piastres (2). Mais le sultan ne répondit même pas à cette pétition. Les Crétois s'adressèrent alors aux puissances, les priant de prendre en considération, dans le Congrès de Berlin qui allait se réunir, les programmes élaborés par la population au cours des insurrections précédentes (3).

La Russie soutint énergiquement les revendications des Crétois, et, grâce à son attitude, le traité de San Stéfano stipula que la Porte^e devrait tenir compte « des vœux déjà exprimés par la population de l'île (Art. 15 ». y produisirent un second mémoire tendant à l'annexion

Là-dessus, se réunit le Congrès de Berlin ; les Crétois y produisirent un second mémoire tendant à l'annexion

(1) LAROCHE. *Op. cit.*, page 217.

(2) LAROCHE. *Op. cit.*, page 218.

(3) STREIT. La question crétoise à point de vue du droit intern. *Revue générale de droit intern. public*, 1897, page 80.

de l'île à la Grèce. Malheureusement, ils se heurtèrent à l'opposition de l'Angleterre, qui était absolument hostile, dans le Congrès, à la discussion de la question crétoise (1).

Les seuls textes du traité de Berlin concernant le sort des Crétois étaient l'article 62, qui assurait la liberté de religion dans toutes les provinces de l'Empire ottoman et l'article 23, d'après lequel « la Sublime Porte s'engage à appliquer scrupuleusement dans l'île de Crète le règlement organique de 1868, en y apportant les modifications qui seraient jugées équitables (2) ». La Crète voyait ainsi écartée sa demande d'annexion à la Grèce ; mais la question était de savoir qui serait juge des modifications à apporter au règlement. La Russie aurait tenu à ce que ces modifications fussent à la simple discrétion des Crétois ; mais la rédaction de l'article 23 était nettement catégorique en sens contraire. Il était plus conforme à la teneur de ce texte de l'interpréter comme conférant aux puissances le pouvoir d'apprécier les modifications nécessaires. Seulement, il est permis alors de se demander pourquoi le traité de Berlin ne s'était pas montré plus explicite à cet égard. Seule, l'indifférence de l'Europe pouvait expliquer une rédaction aussi vague.

Les Crétois entreprirent alors de s'adresser à l'Angle-

(1) *Le Correspondant* du 10 avril 1895, article de M. Chrysaphides, intitulé « Chypre ou la Crète ».

(2) *Livre Jaune* sur la Crète, 1894-97, page 4.

terre, non point pour lui demander d'intervenir en faveur de leur annexion à la Grèce, projet auquel cette puissance était hostile, mais pour solliciter son influence auprès du Sultan en vue d'obtenir les réformes indispensables. La sympathie dont l'Angleterre paraissait animée, après une longue attitude contraire, envers les Crétois, était intéressée et provenait de ce que le gouvernement britannique, qui venait d'annexer l'île de Chypre (4 juin), convoitait secrètement la possession de la Crète, laquelle eut singulièrement accru sa puissance navale dans la Méditerranée. Cette politique de l'Angleterre est attestée par une lettre du Consul anglais, M. Sandwith, en date du 17 février 1878. Cette lettre, adressée aux insurgés, les dissuadait de demander l'union avec la Grèce et leur insinuait d'accepter le protectorat britannique. En même temps, il envoyait à son gouvernement une dépêche ainsi conçue : « J'ai des raisons de croire que les chrétiens se rallieraient à toute politique qui leur donnerait un espoir raisonnable d'être délivrés de la domination turque. Ils échangeraient cette domination plutôt pour un protectorat britannique que pour un gouvernement grec. Le dernier vote établit qu'il n'y a pas d'enthousiasme pour la Grèce (1). »

En réalité, les sentiments de la population n'étaient point tels que les agents britanniques les représentaient. Le gouvernement anglais s'en rendit compte, et, crai-

(1) LAROCHE. *Op. cit.*, page 220.

gnant de s'aliéner les habitants de l'île, il se décida à agir auprès de la Porte pour l'engager à donner satisfaction aux réclamations des Crétois. Le 15 mai 1878, l'ambassadeur de Londres à Constantinople, Sir Layard, annonçait à Lord Salisbury que « la pacification de l'île pourrait être effectuée, si la Porte accordait une amnistie par l'intermédiaire du gouvernement de S. M. et des grandes puissances, ou si la Grande-Bretagne acceptait de régler avec la Sublime Porte la future forme du gouvernement de l'île (1) ». En même temps, le consul anglais, M. Sandwith, donnait connaissance aux Crétois de l'engagement pris par la Turquie vis-à-vis de l'Angleterre, d'accéder à toutes les demandes justifiées par les besoins de l'île. L'envoyé de la Porte, Ghasi-Achmed-Mukhtar-Pacha, par une proclamation du 23 août, invita les Crétois à élire des délégués à une assemblée, dont la plupart des séances furent suivies par M. Sandwith. Les négociations entamées entre les délégués chrétiens et les commissaires ottomans, aboutirent à une charte nouvelle qui fut signée le 3/15 octobre 1878 et qui porte le nom de Convention de Halépa. Au dernier moment, le Consul britannique se refusa à signer cette convention, alléguant qu'il n'avait reçu, à cet égard, aucune instruction de son gouvernement. En sorte que, si la Convention de Halépa a été provoquée par l'intervention de l'Angleterre, elle n'a point été officiellement garantie par elle.

(1) LAROCHE, *Op. cit.*, page 222.

Le caractère général de cette charte est essentiellement contractuel ; ce n'est point une charte octroyée, comme les précédentes de 1856 et de 1868 ; elle équivaut à une véritable convention intervenue entre les Crétois et le sultan ; toutes les stipulations en avaient été librement débattues entre les contractants. Le Sultan s'est borné, par le firman du 9/21 novembre 1878, à confirmer ce contrat en vue d'éviter toute difficulté pour l'avenir.

Voici les principales dispositions du pacte de Halépa : La Constitution crétoise est indépendante de la Constitution de l'Empire, l'acte de 1868 est en principe confirmé, mais il reçoit quelques modifications ; le gouverneur général ou vali est élu pour 5 ans (Art. 2) ; il est assisté d'un seul conseiller, qui sera chrétien si le gouverneur est musulman, et musulman dans le cas contraire ; l'indépendance du pouvoir judiciaire et du pouvoir exécutif est confirmée (Art. 7) ; le nombre des caïmacans chrétiens et musulmans sera proportionnel au nombre des chrétiens et musulmans de la population (Art. 5) ; une assemblée générale annuelle aura pour objet de s'occuper des intérêts généraux de l'île et de procéder immédiatement à l'élaboration des lois de procédure civile et pénale, qui font encore défaut dans la législation en vigueur ainsi que de la loi communale. La durée de la session annuelle sera de 40 jours ; l'assemblée pourra se réunir, suivant les nécessités, pendant une seconde période de 20 jours ; les séances sont publiques, les déci-

sions y sont prises à la simple majorité des voix, elle se compose de 80 membres, dont 49 chrétiens et 31 musulmans (Art. 4). La langue grecque est reconnue comme langue officielle à l'assemblée et devant les tribunaux. L'assemblée surveillera l'emploi des recettes et déterminera les dépenses de l'administration (Art. 13). La gendarmerie est recrutée parmi les indigènes chrétiens et musulmans qui font la demande et elle ne sera composée d'autres habitants de l'empire qu'en cas d'insuffisance constatée ; le colonel de la gendarmerie est nommé à Constantinople, mais les autres officiers sont désignés par le gouverneur parmi les chrétiens et les musulmans. La liberté de la presse est implicitement reconnue par l'article 14, conformément à la législation en vigueur dans l'Empire ottoman (Art. 15). Enfin, amnistie générale est accordée aux rebelles et il est consenti remise des impôts arriérés.

En définitive, cette convention de Halépa constitue un pas important vers l'autonomie de l'île ; celle-ci obtient l'élargissement de son indépendance administrative financière, judiciaire et législative et les Crétois acquièrent la prépondérance aussi bien dans l'administration que dans la composition du corps de la gendarmerie.

§ 6. — Insurrection de 1889

L'introduction du régime parlementaire en Crète eut pour résultat d'initier immédiatement les Crétois aux

luttres politiques. S'ils étaient d'accord entre eux contre la domination ottomane, ils entraient en conflit sur la plupart des questions de politique intérieure ; les deux grands partis qui, tour à tour, occupèrent le pouvoir furent les conservateurs et les libéraux. A mesure que chaque parti arrivait au pouvoir, il se hâtait de confisquer tous les emplois pour ses partisans et d'opprimer ses adversaires. Les conservateurs gardèrent la prépondérance jusqu'en 1887 ; les libéraux prirent le dessus à cette époque et remplacèrent par leurs amis tous les fonctionnaires conservateurs. On remarque, dans cette période de 1878 à 1889, de fréquents changements de gouverneurs, parce que les deux partis politiques en lutte demandaient régulièrement le renvoi de ce fonctionnaire, qu'ils suspectaient, à tour de rôle, de leur être hostile.

Indépendamment des troubles politiques qui agitaient l'île, la surexcitation contre les musulmans n'était point calmée. Les chrétiens étaient vivement froissés de l'application d'une règle de la législation ottomane, d'après laquelle la conversion d'un musulman au christianisme entraînait pour lui la perte de ses droits successoraux (alors que la réciproque n'était pas exacte). Dans l'assemblée de 1881, les députés crétois, s'appuyant sur la circonstance que la liberté et l'égalité religieuse avaient été garanties par le Hatti-Hou-Mayoum de 1856, demandèrent l'abolition de cette règle traditionnelle du Coran. Ils rencontrèrent, sur ce point, l'opposition des députés

musulmans, qui, en vue de rendre toute discussion impossible, s'abstinrent de siéger à l'assemblée. Les chrétiens transmirent leur protestation au sultan, celui-ci ne daigna pas y répondre. Tous ces procédés entretenaient le mécontentement des Crétois, d'autant plus qu'ils avaient d'autres griefs à formuler contre la domination turque : ils revendiquaient d'abord, pour la caisse publique de l'île, la moitié des revenus des Douanes et les conservateurs allaient même plus loin, ils réclamaient l'autonomie financière complète. Enfin, l'une des réformes auxquelles les Crétois se montraient le plus attachés, était la désignation du gouverneur parmi les chrétiens et son approbation par les puissances. Cette réforme en eut certainement entraîné une autre à titre de corollaire, l'élévation de l'assemblée de l'île au rang de corps législatif et non simplement de corps consultatif (1).

Ce fut vers cette époque (1881), qu'une conférence internationale se réunit à Constantinople pour la délimitation des frontières greco-turques. Il n'en fallut pas davantage pour réveiller la vieille agitation crétoise, et l'annexion de l'île à la Grèce fut de nouveau réclamée (2). Mais, dans la Convention de Constantinople, en date du 24 mai 1881, qui fixe les nouvelles frontières de la Grèce, aucune allusion n'est faite à la Crète. En septembre 1885, lorsqu'une révolution éclata dans la Roumélie orientale, les députés chrétiens en profitèrent pour envoyer, au

(1) STREIT. *Op. cit.*, page 84.

(2) *Livre Jaune* de 1894-97, n° 59.

nombre de 28, une pétition signée, le 8/21 novembre 1885, à la conférence et libellée dans les termes suivants : « Dans ce moment, où les grandes puissances cherchent dans leur sagesse une solution de la question d'Orient, le peuple de Crète nourrit l'espoir que la question de la liberté de sa patrie sera également estimée digne d'être prise en considération. Les puissances ont reconnu à plusieurs reprises les droits du peuple crétois à l'émancipation et à son union avec la Grèce indépendante. Elles feraient une œuvre de justice en même temps qu'une œuvre d'humanité en saisissant cette occasion pour résoudre la question crétoise... (1) Les puissances s'abstinrent ; les Crétois ne se découragèrent pas cependant et de nombreuses réunions populaires se tinrent dans l'île, à l'instigation du gouvernement grec. Savas-Pacha, alors gouverneur de l'île, demanda instamment le rappel du consul grec Zygomanas, mais il ne put réussir (2). L'Angleterre, qui n'avait point perdu de vue son ancien projet d'étendre son protectorat sur la Crète, maintint pendant toute la période de l'agitation une flotte anglaise dans les eaux crétoises ; la Russie ne manqua pas de critiquer cette attitude, et, dans une conversation échangée avec M. Hanotaux, alors chargé d'affaires de France à Constantinople, M. de Nélidow se plaignait du soin pris par l'Angleterre de diriger une manifestation navale du côté

(1) *Archives Diplomatiques*, 1886, 17^e vol., page 119.

(2) *Archives Diplomatiques*, 1886, 17^e vol., page 110 et suivantes.

de la Crète, afin d'éviter que la Grèce ne s'empare de cette île (1). En même temps, le consul anglais à la Canée suscitait à Savas-Pacha des difficultés continuelles dans son administration, si bien que ce dernier, exaspéré, s'écria un jour : « Je donnerai jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour que la Crète reste en possession du sultan ; mais, si elle est destinée à changer de maître, je donnerai jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour qu'elle passe à la Grèce et non à l'Angleterre (2). »

Quoi qu'il en soit, en présence de l'attitude de l'Europe, les Crétois furent obligés de renoncer momentanément à leur projet d'annexion, mais le calme ne se rétablit complètement que sur les concessions suivantes accordées par la Porte (Firman du 2 juillet 1887) : 1° La moitié des revenus des douanes était rendue à la caisse de l'île ; 2° un délai de trois mois était accordé au sultan pour rejeter ou sanctionner les projets de loi de l'assemblée ; 3° les projets qui, acceptables en principe, seraient considérés comme devant être modifiés, à cause de leur incompatibilité avec les droits souverains de l'Empire, doivent être renvoyés devant l'Assemblée pour être remaniés par elle ; après quoi ils seront soumis à la sanction du sultan (3). Les Crétois obtenaient donc satisfaction

(1) *Archives Diplomatiques*, 19^e vol., page 285.

(2) CHRYSSAPHIDÈS. — Chypre ou la Crète. *Le Correspondant* du 10 avril 1895.

(3) STREIT. *Op. cit.*, page 86.

complète, sauf sur la question d'égalité religieuse. La souveraineté de la Porte était diminuée et le régime représentatif accentué.

Le calme aurait pu naître dans l'île, sans les élections de 87, qui remplacèrent les conservateurs par les libéraux. Les deux partis attaquèrent vivement le gouverneur, Sartinski-Pacha ; par suite des troubles, les impôts ne rentraient qu'avec la plus grande difficulté. Le déficit budgétaire atteignait 6 millions de piastres. « Depuis plusieurs mois, écrit à son gouvernement, le 8 juin 1889, M. Billiotti, consul d'Angleterre à la Canée, les fonctionnaires et les gendarmes n'avaient pas touché leurs soldes, la caisse publique était vide, le gouvernement était dans l'impossibilité de faire rentrer les impôts arriérés ; en résumé, l'île offrait le curieux phénomène d'un pouvoir en pleine anarchie s'efforçant de combattre l'anarchie (1). »

Les conservateurs, exaspérés d'avoir perdu le pouvoir, se livraient à toutes sortes de méfaits. La Porte, désireuse de rétablir l'ordre, prit une résolution énergique : elle envoya en Crète une armée de 40.000 hommes, commandée par Chakir-Pacha, qui arriva le 12 août 1889 devant la Canée et commença une répression sanglante. Les malheureux insurgés protestèrent et notifièrent une note aux puissances dès le 5 août 1889. De son côté, la Porte voulut justifier sa conduite auprès de l'Eu-

(1) LAROCHE. *Op. cit.*, page 233.

rope par une autre note, où elle rejetait sur les chrétiens la responsabilité des troubles (1).

Tandis que la Russie se déclarait prête à intervenir, l'Allemagne, la France et l'Angleterre, décidèrent de rester neutres ; devant la décision de l'Europe, la Porte ne tint aucun compte des principales demandes des Crétois, qui portaient notamment sur les points suivants : nomination d'un gouverneur chrétien orthodoxe, d'origine grecque et sujet ottoman ; fonctionnaires choisis parmi les chrétiens et les musulmans proportionnellement à la population ; vote biennal du budget ; affectation intégrale des revenus de l'île au Trésor local ; réorganisation de la gendarmerie ; perception des impôts votée par l'Assemblée ; dont les membres seront choisis parmi les chrétiens et les musulmans, dans une proportion fixée par l'assemblée elle-même ; convocation annuelle de l'assemblée le 20 août, les élections ayant lieu deux mois auparavant (2).

La réponse de la Porte fut loin d'être favorable aux Crétois ; le firman du 7 décembre 1889 constitue en réalité une réaction contre les libertés accordées jusque-là aux Crétois ; en voici les traits principaux : L'administration de l'île est divisée en deux branches, l'une civile, l'autre militaire, indépendantes. Le gouverneur général est nommé pour une durée indéfinie (Art. 1 et 2). L'Assemblée est composée de 55 membres, dont 33 chrétiens

(1) *Archives diplomatiques*, 1889, 3^e vol., page 343.

(2) *Archives Diplomatiques*, 1889, 3^e vol, page 346.

et 22 musulmans ; les députés sont élus non plus au suffrage universel, mais par des électeurs qui doivent être propriétaires, sujets ottomans, et avoir 25 ans révolus, l'âge des députés étant fixé à 35 ans (Art. 3 et 5). Les juges sont élus par la population, sauf les présidents des tribunaux et les procureurs généraux, qui sont inamovibles et nommés par le sultan. Toute participation des fonctionnaires aux luttes politiques entraînera leur révocation. Le recrutement des gendarmes pourra s'opérer dans toutes les provinces de l'Empire (Art. 7). La moitié seulement de l'excédent des revenus sur les dépenses sera désormais affectée au Trésor de l'île, toutes les recettes douanières allant au Trésor impérial. Un nouvel impôt de quotité est créé en vue d'augmenter les revenus (Art. 8) ; enfin, l'amnistie accordée ne s'étend pas aux chefs de l'insurrection, ni aux personnes condamnées par les Cours martiales (Art. 10) (1).

Ce firman retirait visiblement aux Crétois la plupart des libertés que leur avait assurées la convention de Hailépa. La Grèce ne manqua pas de le remarquer et elle envoya aux puissances une note accusant ce firman d'être la « violation des droits des Crétois reconnus par la Porte depuis plus de 20 ans et confirmés par le traité de Berlin. La conduite injuste de la Turquie envers la Crète impose au gouvernement hellénique des devoirs et des obligations qu'il ne saurait, le moment venu, né-

(1) *Livre Jaune*, de 1894-97, page 9.

gliger (1) ». Mais les puissances se bornèrent à présenter, pour la forme, des observations à la Turquie et se désintéressèrent du sort des Crétois.

§ 7. — Insurrection de 1895

Les Crétois ne pouvaient se consoler d'avoir perdu les concessions que leur avait assurées jadis le pacte de Halépa. En 1890, les députés chrétiens voulant entraver l'administration ottomane et l'application du firman de 1889 refusèrent de siéger. Le résultat de cette décision ne fut pas heureux. La Porte eut ainsi libre carrière et elle appliqua désormais les dispositions du firman sans convoquer l'assemblée. L'île fut administrée par des gouverneurs militaires nommés par le sultan. Ces gouverneurs étaient profondément antipathiques à la population et l'agitation recommença dans l'île surtout après l'envoi comme vali de Mahmoud-Djellaleddin-Pacha en 1891. La Porte, désireuse d'éviter une nouvelle insurrection, le remplaça par un vali chrétien, Caratheodory-Pacha, dont l'esprit était très libéral et qui était au courant des questions crétoises. Ce furent alors les musulmans qui se plaignirent de l'administration du gouverneur. « Toutes ces difficultés, écrivait M. Cambon à M. Hanotaux, le 19 septembre 1895, sont la conséquence d'un plan arrêté, qui a pour but d'exaspérer les chré-

(1) *Livre Bleu*, 1889, page 118.

tiens, de les pousser aux désordres et d'atteindre ainsi la personne de Carathéodory-Pacha, en prouvant l'inutilité d'un gouverneur chrétien (1). »

L'effervescence fut augmentée par les troubles qui éclataient en Arménie et la surexcitation fut portée à son comble par les massacres ordonnés par le comité musulman de la Canée.

Un comité (Epitropie) de réforme se constitua et vota, le 10/22 septembre 1895, un mémoire qui devait être remis au gouverneur et aux consuls. Les puissances lui réservèrent un accueil des plus froids ; les consuls d'Angleterre, de France et de Russie répondirent que, loin d'améliorer la situation, ce mémoire produirait un effet tout opposé. La Porte crut prudent d'envoyer des renforts pour arrêter l'insurrection naissante et elle désigna un nouveau vali, Tourkhan-Pacha, qui arriva dans l'île porteur d'une proclamation d'amnistie. Celle-ci n'eut le don de calmer personne ; les musulmans étaient irrités que leur gouvernement n'entreprît pas une action plus énergique ; de leur côté, les chrétiens considéraient que cette réponse équivalait à une fin de non-recevoir, aussi le 10/28 février 1896, l'épitropie ou comité crétois des réformes renouvelle auprès des puissances sa protestation et leur demande instamment d'intervenir en faveur des habitants de l'île. Les consuls furent chargés de faire parvenir la réclamation à leurs gouvernements. Mais, à

(1) *Livre Jaune*. Sur la Crète, 1894-97, page 20, n° 16.

cette époque, l'attention des puissances était retenue ailleurs. La Russie songeait à développer sa politique d'Extrême-Orient et la France s'était depuis longtemps complètement désintéressée de son ancienne politique, consistant à protéger les chrétiens d'Orient.

La Porte ne voulant pas traiter avec le Comité, qu'elle qualifiait de révolutionnaire, envoya des troupes pour réprimer les désordres. Des massacres commencèrent sur tous les points de l'île, qui fut bientôt mise à feu et à sang ; l'építropie ordonna alors l'insurrection en masse ; la Grèce lui fit parvenir de l'argent, des armes et des munitions. Elle demanda en même temps aux puissances d'opérer une pression sur le gouvernement ottoman, pour qu'il se décidât à accorder les concessions sollicitées par les Crétois, notamment la convocation d'une assemblée générale. Sur les représentations de Lord Salisbury, le sultan se décida à convoquer l'assemblée pour le 28 mai 1896. En même temps, les gouvernements européens se mirent d'accord pour prévenir le retour des massacres qui avaient marqué les premiers mois de l'année 1896 en Crète. Le 19 juin, une entente s'établit entre la France, l'Autriche et la Russie, qui demandent à la Porte la nomination d'un gouverneur chrétien, le rétablissement du pacte de Halépa et la convocation de l'assemblée générale qui n'avait pas encore été réunie. Après adhésion de l'Angleterre, de l'Allemagne et de l'Italie, les représentants des six grandes puissances remirent à la Porte, le 24 juin 1896, une note portant que

« Les six gouvernements, également soucieux de voir mettre un terme à une situation aussi grave, ont été unanimes à conseiller à la Sublime Porte l'application des mesures suivantes : 1° nomination d'un gouverneur général chrétien ; 2° remise en vigueur du règlement de 1878 en exécution de l'acte de Halépa ; 3° convocation de l'assemblée générale ; 4° amnistie générale (1) ».

Sous la pression de l'Europe, le gouvernement turc acquiesça aux réformes réclamées ; mais, pour ne pas contracter d'engagement vis-à-vis des puissances, il se borna, le 3 juillet, à déclarer que des ordres avaient été donnés pour l'application immédiate des mesures mentionnées dans la note (2). L'assemblée était convoquée pour le 29 juin, un gouverneur chrétien, Bérovitch-Pacha, fut nommé ; mais les chrétiens restèrent en défense, en raison du maintien d'Abdullah-Pacha comme gouverneur militaire. Aussi refusèrent-ils de déposer les armes et de se rendre à l'assemblée. Les puissances tentèrent, sans y parvenir, de décider les chrétiens à revenir sur leur décision et à participer à l'assemblée générale. L'Angleterre offrit même, dans un but qui ne pouvait échapper à personne, d'envoyer son représentant sur tous les points où une effervescence était constatée, pour ramener le calme dans les populations. Les puissances, mises en défiance par une proposition aussi singulière,

(1) *Livre Jaune*, page 91, n° 143.

(2) *Livre Jaune*, page 98, n° 160 et suivants.

déclarèrent qu'une démarche de ce genre était inopportune (1).

Enfin, sur les instances des consuls, les chrétiens consentirent à se rendre à l'Assemblée, et, le 13/25 juillet, ils arrêterent les termes d'une pétition tendant à améliorer leur sort. Une copie en fut transmise au sultan par l'intermédiaire du gouverneur ; l'autre fut envoyée aux consuls. Voici le texte des principales résolutions dont la sanction était demandée au gouvernement ottoman : « Le gouverneur général sera chrétien orthodoxe, nommé par le sultan après approbation des puissances (Article 2). Il sera nommé pour 5 ans et assisté d'un conseil composé de 7 membres indigènes nommés pour deux ans (5 chrétiens et 2 musulmans) et de 3 membres étrangers, Européens, sachant le grec, inamovibles (Art. 6 et 7). L'assemblée se réunira tous les deux ans et la session sera de deux à trois mois (Art. 14). Le gouverneur sanctionnera et promulguera les lois ; il aura le droit de veto (Art. 19 et 20). L'île aura une entière indépendance financière, moyennant un tribut annuel de 10.000 livres turques (Art. 24). La Porte ne pourra avoir dans l'île plus de 4.000 soldats, qui seront cantonnés dans les principales villes (Art. 33). Les tribunaux seront mixtes dans les proportions de la population ; la peine de mort sera abolie (Art. 37 et 40). Enfin, la constitution devra être placée sous la garantie des puissances (2). »

(1) *Livre Jaune*, pages 115 et 119, n^{os} 188 et 195.

(2) *Livre Jaune*, cité, page 136, et Streit, *Op. cit.*, page 97.

Ce projet réalisait, en faveur des Crétois, de notables avantages. D'abord, l'observation de la constitution était placée sous la garantie des puissances puis il établissait un contrôle permanent de l'administration de l'île par les Etats européens, en raison de l'admission de trois membres de ces Etats dans le conseil exécutif. La Porte se montra peu pressée de répondre à la pétition des Crétois. Le sultan envoya même deux commissaires, Zichny-Pacha et Skiades-Effendi, pour persuader les Crétois de renoncer à leurs revendications. Ceux-ci, bien entendu, refusèrent catégoriquement ; ce fut le signal du débarquement de nouvelles troupes et l'aggravation de la situation générale de l'île. En même temps, la Grèce faisait parvenir aux insurgés de nombreux convois d'armes et des munitions. En présence des événements qui se déroulaient aussi rapidement, l'Autriche proposa, le 25 juillet, un blocus pacifique de l'île de Crète, d'accord avec la Porte (1). L'Allemagne et la Russie adhérèrent à la proposition, mais la France et l'Italie réservèrent leur réponse (2). Mais ce fut surtout l'Angleterre qui, par son opposition, mit obstacle au projet de blocus. Les raisons qu'elle fit valoir dans ce but, provenaient surtout, affirmait-elle, de l'état de l'opinion publique en Grande-Bretagne ; « les Anglais, déclarait Lord Salisbury, étaient tellement impressionnés par les actes de cruauté reprochés aux autorités ottomanes qu'il ne serait

(1) *Livre Jaune*, page 155, n° 254.

(2) *Livre Jaune*, page 164, n° 270.

pas possible de faire accepter une coopération de la flotte anglaise à des mesures dirigées contre des populations chrétiennes (1). »

Il est, d'ailleurs, assez difficile de saisir le caractère de ce blocus qui, devant être opéré conjointement avec la Porte, correspondait à un acte de coercition dirigé contre la Turquie elle-même.

En présence de l'opposition émanant de l'Angleterre, le comte de Goluchowski modifia ses projets primitifs et, d'accord avec la Russie, il proposa de confier à une commission composée des consuls de la Canée, le soin de provoquer une entente sur les changements à apporter à la convention de Halépa (2). Le représentant de la France, ainsi que celui de l'Angleterre, se déclarèrent partisans d'une mesure plus énergique, c'est-à-dire d'une entente des ambassadeurs à Constantinople (5 août 1896) (3).

D'ailleurs, les ambassadeurs, désireux d'éviter le retour d'une effusion de sang en Crète, se concertaient eux-mêmes à Constantinople pour agir auprès du sultan. Toutes les puissances se trouvaient d'accord sur ce point (4). Le sultan lui-même, déclara s'en remettre aux bons offices de l'Europe pour « terminer cette question sur une base qui, tout en donnant satisfaction au peuple

(1) *Livre Jaune*, page 162, n° 266.

(2) *Livre Jaune*, page 173, n° 289.

(3) *Livre Jaune*, page 180 et suivantes, n°s 302 et suivants.

(4) *Livre Jaune*, pages 193 et 197, n°s 323 et 331.

crétois, sauvegarderait ses droits souverains (1) ». Les Crétois acceptèrent également l'arbitrage des puissances et, le 25 août 1896, les ambassadeurs remettent un projet de règlement au sultan qui y adhère le lendemain.

Les principales dispositions de ce projet étaient les suivantes : Le gouverneur général est chrétien et nommé pour 5 ans par le sultan avec l'assentiment des puissances. Il a le droit de veto sur la plupart des lois votées par l'assemblée ; au cas de désordre dans l'île, il peut faire appel aux troupes impériales ; les fonctions publiques sont attribuées pour 2/3 aux chrétiens et 1/3 aux musulmans ; les membres de l'assemblée générale sont élus pour 2 ans ; ils tiennent des sessions biennales qui durent de 40 à 80 jours ; l'assemblée vote le budget pour 2 ans et aucune loi ne peut être applicable dans l'île sans son acceptation par l'assemblée. Les dispositions financières du firman de 1887 sont remises en vigueur et la moitié des revenus des douanes doit figurer parmi les recettes de l'île ; de même que l'impôt sur l'importation du tabac. Une commission composée d'officiers européens veillera à la réorganisation de la gendarmerie ; une commission de jurisconsultes étrangers procèdera aux réformes à opérer dans l'organisation de la justice ; la liberté de la presse est proclamée ; la prochaine convocation de l'assemblée est obligatoire dans les six mois

(1) *Livre Jaune*, page 200, n° 336.

suivant la sanction du présent règlement et l'exécution de ce dernier sera contrôlée par les puissances (1).

Les puissances présentèrent ce règlement aux Crétois comme formant le maximum des concessions qui pouvaient leur être accordées et comme étant de nature à leur donner pleine satisfaction. L'amélioration apportée au sort des habitants de l'île était certaine ; c'était un pas décisif vers l'autonomie. Les puissances se chargeaient, par une commission composée de leurs consuls, de veiller à l'application du règlement. Les Crétois reconnaissants votèrent une adresse de remerciements aux puissances. Une sorte de tutelle était ainsi établie au profit de l'Europe sur l'île ; les Crétois auraient été désireux d'interpréter dans le sens d'un devoir l'engagement assumé par les puissances aux termes du règlement précité, mais celles-ci lui attribuèrent une autre signification ; c'est ainsi que, l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople écrivait à Lord Salisbury que le mot : *s'assureront* de l'article 14 du règlement impliquait non pas une obligation contractée par les puissances, mais seulement un *droit* et que la rédaction de l'article en termes vagues était intentionnelle (2). Cette interprétation permettait aux puissances d'exercer ou non le droit qu'elles s'étaient arrogé ; mais il semble qu'il y a là une erreur de l'ambassadeur anglais. L'intervention d'une puissance

(1) *Livre Jaune*, page 208 et *Archives Diplomatiques*, t. XIV, page 41.

(2) STREIT. *Op. cit.*, page 450.

dans les affaires d'un autre Etat engendre du même coup des obligations à la charge de la puissance intervenante ; au cas particulier, d'ailleurs, les réformes promises ne pouvaient avoir quelque valeur que si la surveillance des puissances était effective (1). Si la Porte avait été laissée maîtresse de l'application du règlement, les Crétois eussent vraisemblablement été victimes d'un déni de justice analogue à ceux dont ils avaient précédemment souffert, chaque fois qu'une amélioration leur était promise ; le contrôle des puissances paraissait assurément de nature à sauvegarder leurs intérêts.

(1) Cf. COUTURIER. *Thèse*, page 120.

CHAPITRE III

LES ÉVÉNEMENTS DE 1897-1899. — L'AUTONOMIE CRÉTOISE

La mauvaise volonté du sultan apparut immédiatement lorsqu'il fallut procéder à l'exécution du règlement du 25 août 1896. Ce document avait été rédigé en français ; les traductions qui en furent affichées à la Canée portaient des inexactitudes voulues (1).

L'application des réformes traîna en longueur par suite du mauvais vouloir de la Porte, qui faisait état du désaccord des puissances. La négociation d'un emprunt, qui était indispensable pour réparer les ruines causées par les insurrections, ne pouvait aboutir ; la réorganisation de la gendarmerie et la réforme de la justice n'avançaient pas. Les obstacles à l'application du règlement provenaient surtout du général Saadeddin-Pacha. Sur la mise en demeure des ambassadeurs, celui-ci fut rappelé par son gouvernement le 15 décembre 1896 (2).

Dès lors, la commission constituée pour la réorganisation de la gendarmerie commença ses travaux. Elle se

(1) STREIT. *Op. cit.*, page 456.

(2) *Livre Jaune*, n° 485, page 297.

prononça pour l'admission des éléments étrangers dans le corps de police, et, malgré l'opposition du sultan, 100 Monténégrins furent enrôlés sous le commandement du major anglais Borr. Quant à la réforme de la justice, elle ne put aboutir (1).

Les musulmans de l'île étaient, en effet, hostiles à l'accomplissement des réformes ; ils tenaient des réunions secrètes, ourdissant un vaste complot contre les chrétiens ; sur des instigations venues de la Porte, ils se livrèrent à de nouveaux massacres à Candie, à Rethymo et à la Canée les 12 et 18 janvier 1897. Ces massacres recommencèrent malgré les efforts des consuls, le 23 janvier ; tout le quartier chrétien de la Canée fut mis à feu et à sang et les gendarmes monténégrins durent se réfugier à bord d'un navire européen pour échapper au massacre.

En présence de ces événements, les Crétois s'insurgent et proclament leur union à la Grèce. Dans ce dernier pays, l'opinion publique était singulièrement montée en faveur des Crétois, et, sous la pression de la population, le gouvernement grec dut laisser le colonel Vassos s'embarquer avec 2.000 hommes pour la Crète, dont il prit immédiatement possession au nom du roi Georges (10 février 1897). Les puissances furent un peu déconcertées par la rapidité de ce mouvement et elles ne cachèrent pas leur mécontentement à la Grèce. Elles lui firent sentir que la question crétoise était une question internationale

(1) STREIT. *Loc. cit.*, page 475.

et non une question hellénique et qu'il n'y avait pas le moindre motif d'intervention de sa part (1).

Cette explication n'était certes pas juridiquement fondée ; en effet, du moment que la question crétoise est une question internationale, on n'aperçoit pas pour quel motif la Grèce aurait été exclue de l'examen de cette question, puisqu'elle compte assurément au nombre des puissances souveraines. Il n'en est pas moins certain que le débarquement du colonel Vassos était une atteinte au droit des gens, parce qu'il y avait envahissement, en temps de paix et sans déclaration de guerre préalable, d'un territoire appartenant à la Turquie.

En fait, l'agression indisposa les puissances qui s'étaient arrogé le droit de surveillance sur la police de l'île et elle eut pour conséquence d'écarter toute adhésion de leur part à l'annexion de la Grèce. Le débarquement des Grecs ne peut s'expliquer que par l'indignation produite à Athènes par la nouvelle des massacres dont avaient été victimes une foule de chrétiens appartenant par la race, le rite religieux et la langue à la nation hellénique.

A partir du mois de février 1897, la Crète se trouva donc soumise en fait à trois souverainetés : celle des puissances par l'intermédiaire de leurs amiraux ; celle de la Grèce, car le colonel Vassos avait reçu ordre d'annexer immédiatement l'île et d'appliquer partout la légis-

(1) *Livre Jaune*, page 17, n° 10.

lation grecque ; enfin, le sultan prétendait conserver sa suzeraineté sur la Crète (1).

Le colonel Vassos s'empara progressivement de toute l'île et il allait bombarder la Canée, lorsque les puissances lui intimèrent l'ordre de n'accomplir aucune opération de guerre sur les villes occupées par les troupes internationales. En Europe, l'opinion des foules était manifestement favorable à l'annexion de la Crète à la Grèce ; mais les gouvernements, dominés par des considérations d'un autre ordre, craignaient avant tout que cette annexion ne fut de nature à susciter des troubles dans les Balkans et à remettre en discussion la question d'Orient. M. Hanotaux exposait clairement ces inquiétudes dans son discours à la Chambre du 22 février 1897 : « On ouvrirait ainsi, déclarait-il, un gouffre d'hostilité vers lequel non seulement les peuples rivaux des Balkans, mais d'autres aussi et plus éloignés, se trouveraient peut-être invinciblement entraînés (2). » Mais il fallait bien que les puissances expliquassent à la population leur conduite en Crète.

La France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche et l'Italie chargèrent leurs ambassadeurs, le 2 mars 1897, de remettre à la Porte une note collective portant que la Crète ne pourrait, en aucun cas, être annexée à la Grèce, mais qu'elle serait dotée par les puissances, sous la suze-

(1) STREIT, *Revue générale de droit international public*, janvier 1900, et COUTURIER, *Thèse*, page 132.

(2) *Le Temps* du 24 février 1897.

raineté du sultan, d'un régime absolument autonome. La Porte devrait réduire progressivement ses troupes en Crète et les concentrer dans quelques places fortes (1). La Porte répondit, le 6 mars, qu'elle accepterait le principe d'une autonomie, mais sous la *souveraineté* du sultan (et non *suzeraineté*, comme l'entendait la note précitée). En se servant de l'expression souveraineté, le sultan avait évidemment voulu marquer l'affirmation d'un lien plus étroit rapprochant la Crète à son empire.

La question se compliqua par suite de l'attitude gardée par la Grèce. Les puissances avaient compté que, conformément aux injonctions faites au gouvernement grec, celui-ci rappellerait immédiatement ses troupes, mais le gouvernement hellénique s'y opposa, alléguant qu'en l'occurrence, l'annexion était le seul remède aux infortunes des Crétois et qu'une révolution se produirait en Grèce s'il les abandonnait à leur malheureux sort. Cette réponse jeta dans un vif embarras les Etats européens ; finalement, ils se contentèrent d'augmenter les contingents internationaux destinés à l'occupation de la Crète, de resserrer le blocus et de proclamer l'autonomie de l'île (2).

Il était procédé au blocus dans les conditions suivantes : « Le blocus sera général pour tous les navires sous

(1) *Livre Jaune*, page 120, n° 222. *Archives Diplomatiques*, 1897, t. XIV, pages 311 et 318.

(2) *Livre Jaune*, pages 158, 156, 163, 186, 213, 204 et 207. n°s 293, 291, 303, 337, 386, 368 et 374.

pavillon grec ; les navires des autres puissances pourront venir dans les ports occupés et y débarquer leurs marchandises, si elles ne sont destinées ni aux troupes grecques, ni à l'intérieur de l'île. Ces navires pourront être visités par les bâtiments de la flotte internationale (1). »

Au même moment, le gouvernement grec, contraint par l'opinion publique, engage la guerre avec la Turquie (le 18 avril 1897). La solution des difficultés crétoises se trouvait ainsi indéfiniment ajournée. Pendant la durée de cette guerre, la condition de l'île fut assez difficile à déterminer. La Russie considérait qu'elle était en *dépôt* entre les mains des puissances (2). La conséquence était que les actes du pouvoir turc ne pouvaient s'exécuter en Crète ; et en effet, les amiraux européens s'opposèrent à ce que Ismaïl-Bey expulsât, en conformité des ordres transmis par le sultan, les Grecs qui étaient établis dans l'île. Pour M. Hanotaux, la Crète devait être considérée comme *territoire neutre* (3). L'Angleterre montrait plus de scrupules et il lui paraissait douteux que le maintien des navires et des soldats européens en Crète fut compatible avec les devoirs qu'impose aux neutres le droit international (4). Mais, l'opinion publique dans toute l'Europe, peu accoutumée aux subtilités diplomatiques,

(1). *Livre Jaune*, n° 374.

(2) *Livre Jaune*, page 293, n° 552.

(3) *Livre Jaune*, page 301, n° 569.

(4) *Gazette de Lausanne* du 22 avril 1897

s'affirmait nettement sympathique à la Grèce et manifestait en faveur de la levée du blocus.

En droit international, il n'est pas douteux que, dès le début de la guerre, les puissances auraient dû se retirer : leur présence n'a pu qu'entraver l'action des Grecs contre les Turcs pendant toute la période où les deux pays ont été en lutte (1). La circonstance d'un prétendu dépôt qui aurait été consenti de la Grèce aux puissances était contraire à la réalité ; la Turquie n'avait jamais accepté de procéder à ce dépôt. Il y avait là un simple état de fait arbitrairement créé et maintenu par les puissances sans l'assentiment de la population et contre le gré du seul gouvernement, celui du sultan, qui pût avoir des droits légitimes à faire valoir sur l'île. L'attitude des puissances a conduit heureusement à des résultats satisfaisants pour les Crétois, puisque, si elles s'étaient retirées, la guerre gréco-turque, terminée à l'avantage des Ottomans, eut permis à ceux-ci de consolider leur autorité sur l'île.

Lorsqu'à la fin de cette guerre, il fut question d'une médiation entre les deux belligérants (mai 1897), les puissances sur l'initiative de l'Allemagne exigèrent l'évacuation de l'île par les troupes grecques et la reconnaissance du régime autonome de l'île par la Grèce. Celle-ci répondit, le 3 mai, par une note, où elle s'engageait à retirer son armée de l'île dans un court délai (2). Cette réponse parut trop vague, et, sur de nouvelles observations, le

(1) COUTURIER. Page 148.

(2) *Livre Jaune*, page 348, n° 658.

gouvernement grec dut donner son adhésion immédiate à la déclaration des grandes puissances, en date du 2 mars, d'après laquelle elles se disaient résolues à doter la Crète d'un régime autonome absolument effectif (1). Dès lors, le blocus fut levé ; plus tard, la médiation des puissances aboutit au traité greco-turc du 6/18 septembre 1897, qui ne contient aucune allusion à la Crète. Celle-ci avait été évacuée par les troupes grecques et il s'agissait d'assurer son autonomie.

La France proposa le 26 mai 1897 d'en fixer les bases sur les 6 points suivants : 1° Désignation, dans le plus bref délai, par les puissances, d'un gouverneur provisoire civil appartenant à un état neutre ; 2° proclamation de l'autonomie et de la neutralisation de l'île ; 3° constitution de ressources financières par la garantie des puissances donnée à un emprunt d'au moins 6 millions de francs, suivant les besoins ; 4° recrutement d'une gendarmerie forte et, autant que possible, homogène par voie d'enrôlement volontaire, notamment en Suisse ; 5° rappel des troupes ottomanes ; 6° réunion le plus promptement possible, de l'assemblée crétoise. L'Angleterre et l'Autriche ayant présenté quelques observations, la France modifia sa première proposition et la renouvela ultérieurement sous la forme suivante : 1° Neutralisation de l'île, qui continue à faire partie de l'Empire ottoman ; 2° désignation par les puissances d'un gou-

(1) *Livre Jaune*, page 359, n° 681.

verneur appartenant autant que possible à un état neutre ; 3° mise à l'étude immédiate d'un système d'affectation de certains revenus de l'île au service d'un emprunt de 6 millions de francs sous la surveillance des puissances ; 4° constitution d'une gendarmerie composée d'éléments à la fois étrangers et crétois ; 5° concentration des troupes turques sur quelques points de l'île (1). L'Italie, la Russie, l'Allemagne, l'Autriche, et, sous certaines réserves l'Angleterre, adhérèrent à cette proposition.

Pendant que les puissances délibéraient ainsi, les amiraux instituèrent, pour assurer l'observation de l'ordre, *une commission militaire internationale de police*, composée d'officiers européens, qui devait remplacer les tribunaux crétois (2).

De son côté, la Porte ne restait pas inactive et elle proposa à son tour aux puissances un projet portant sur les réformes suivantes : 1° Constitution d'une force armée, en majorité ottomane, pour désarmer la population ; 2° application de l'autonomie de la Crète par un gouverneur chrétien ottoman nommé par la Porte avec l'assentiment des puissances ; 3° constitution d'une gendarmerie ; 4° installation de garnisons turques sur divers points. Mais les puissances, sur l'observation de la Russie, décidèrent qu'il y avait lieu d'exclure définitivement l'ingérence de la Porte du règlement de l'autono-

(1) *Livre Jaune*, Sur la Crète de mai-décembre 1897, page 1, n° 1 et page 7, n° 8.

(2) *Livre Jaune*, page 16, n° 25.

mie crétoise : « Quelque légitimes que puissent être les soucis du gouvernement ottoman quant au sort des musulmans crétois, il ne saurait lui appartenir d'assumer une initiative quelconque relative aux mesures à prendre à cet effet ; cette tâche incombe en entier aux puissances qui ont pris la Crète sous leur protection et lui ont garanti une autonomie complète (1). Enfin, le 28 décembre 1897, les puissances tombèrent d'accord sur le projet suivant, relatif à l'organisation future de l'île et dont le texte avait été arrêté dans la réunion des ambassadeurs tenue le 18 décembre 1897 à Constantinople.

Ce projet se compose de deux documents (2) : 1° *Pro-de règlement provisoire de la Crète* : Article Premier. — Le gouverneur est chef du pouvoir exécutif dans l'île en vertu d'une délégation des grandes puissances. — Art. 2. — Le gouverneur communiquera avec les grandes puissances par l'intermédiaire de leurs représentants à Constantinople. — Art. 3. — Il y aura auprès du gouverneur un conseil composé de délégués des commandants en chef des contingents internationaux. — Art. 4. — Le gouverneur aura près de lui 4 conseillers étrangers choisis par lui pour l'administration. — Art. 5. — Il est autorisé à contracter un emprunt de 6 millions garanti par un prélèvement sur les revenus des douanes opéré sous le contrôle des consuls des puissances. — Art. 6. — Avec cet emprunt, le gouverneur organisera notamment

(1) *Livre Jaune*, page 21, n° 32.

(2) *Livre Jaune*, page 49.

une force comprenant un fort élément étranger pour le maintien de l'ordre. — Art. 7. — Il devra pacifier l'île et préparer l'autonomie définitive. — Art. 8. — Une commission composée du gouverneur et de délégués des ambassadeurs préparera le statut organique définitif. — Art. 9. — Tous les trois mois, le gouverneur enverra à Constantinople un rapport sur l'organisation administrative de l'île et il justifiera en outre aux consuls de l'emploi de fonds de l'emprunt.

Base du statut organique de Crète : 1° L'île de Crète, déclarée neutre, jouira d'un gouvernement autonome, tout en continuant de faire partie du gouvernement ottoman ; 2° le pouvoir exécutif sera exercé par un gouverneur général nommé pour 5 ans par le sultan avec l'assentiment des puissances ; 3° le pouvoir législatif sera exercé par une assemblée élue qui garantit la représentation de la minorité musulmane. Les lois deviendront exécutoires par la sanction du gouverneur général ; 4° les impôts directs et indirects appartiennent à l'île, une redevance annuelle sera payée au sultan ; 5° le gouverneur général disposera des troupes de l'île ; les troupes turques concentrées en certains points seront réduites à mesure que des garanties auront été données aux musulmans et reconnues par les puissances ; 6° ces garanties comprendront : la réintégration des musulmans dans leurs biens, l'adoption à leur égard de mesures de protection contre les violences et des dispositions de nature à assurer de

la part de tous les services publics l'impartialité nécessaire à la sauvegarde des biens et des droits de tous les Crétois.

L'autonomie de la Crète était ainsi constituée sans la participation de la Turquie. Il restait à choisir le gouverneur ; chaque Etat avait un candidat à proposer. En attendant que la difficulté fut tranchée, la Russie proposa de constituer les amiraux en *Conseil administratif supérieur* ayant mission d'organiser, avec le concours des consuls, les rouages nécessaires à l'établissement de l'autonomie (1). Mais l'Angleterre, ayant démontré les difficultés que rencontreraient les amiraux pour l'administration de l'île, M. Hanotaux prépara un autre projet et une circulaire rédigée en commun par la France et la Russie, avec l'approbation de l'Angleterre et de l'Italie, fut adressée aux amiraux le 16 juin. L'accord s'était formé sur les points suivants : 1° Nomination par l'assemblée d'un comité provisoire en contact permanent avec les amiraux et révocable par eux ; 2° constitution d'un syndicat international de banquiers dont les avances seraient garanties par un prélèvement sur l'impôt de 3 0/0 sur les importations ; 3° les amiraux mettront les forces nécessaires à la disposition du comité ; 4° ils arrêteront un plan de concentration des troupes ottomanes (2). La Porte, naturellement, protesta contre cette circulaire ; le 10 juillet 1898, elle déclare à la France que

(1) *Livre Jaune*, page 13, n° 20.

(2) *Livre Jaune*, p. 48, n° 73.

l'assemblée crétoise n'est pour elle qu'une réunion d'insurgés ; elle renouvela les mêmes protestations près des autres puissances (1). Quoi qu'il en soit, on passa outre à l'opposition de la Porte et la circulaire des puissances fut communiquée au bureau de l'assemblée crétoise ; celle-ci, dans la séance du 28 juillet 1898, déclara accepter ce régime provisoire tout en formulant quelques réserves et en réclamant surtout le plus tôt possible, le départ des troupes ottomanes (2). Un comité exécutif fut néanmoins désigné, et celui-ci, avec le concours des quatre consuls de France, d'Angleterre, d'Italie et de Russie, élaborâ un règlement relatif à tous les détails de l'administration de l'île et dont le texte fut arrêté le 23 août 1898.

En voici le résumé : 1° Le gouvernement provisoire est exercé par le comité exécutif élu par l'assemblée ; 2° le gouverneur communique avec les grandes puissances par l'intermédiaire de leurs représentants à Constantinople ; 3° le comité exécutif est révocable par les amiraux ; 4° en cas de révocation ou de démission de ce comité, le président continue de diriger les affaires et convoque l'assemblée dans les 20 jours, pour la désignation d'un nouveau comité ; 5° le comité se compose du président de l'assemblée et de 5 membres — un par province ; 6° l'assemblée nomme un suppléant pour chaque membre du comité ; 7° toute délibération du comité n'est

(1) *Livre Jaune*, pages 72, et 74, n^{os} 103 et 104.

(2) *Livre Jaune*, page 90, n^o 132.

valable qu'avec la présence de 4 membres, dont le président ; 8° en cas de mort, de démission ou d'absence, le président est remplacé par un des vice-présidents de l'assemblée avec l'agrément des amiraux ; 9° en cas de mort, de démission et d'absence d'un membre, il est remplacé par son suppléant ; 10° aucun membre ne peut s'absenter sans autorisation du président ; 11° outre ses attributions, le comité peut élaborer des lois et règlements provisoires approuvés par les amiraux et rendus exécutoires par ordonnance du président de l'Assemblée ; 12° le comité nomme les fonctionnaires avec l'approbation des amiraux ; 13° le comité est divisé en 5 directions : Intérieur, Justice, Finances, Sûreté publique, Cultes et Instruction publique ; 14° dans les articles 14 à 188 du règlement provisoire, des détails sont donnés sur l'organisation de l'administration, de la justice et de la gendarmerie. L'île est divisée en 5 provinces et 20 districts qui sont administrés, la province par un administrateur général et le district par un administrateur correspondant à notre sous-préfet. Les litiges administratifs sont soumis à un tribunal administratif siégeant au chef-lieu de chaque province et composé de 3 membres. Une Cour supérieure de contentieux administratif, composée d'un conseiller à la Cour d'appel et des secrétaires des directions de l'Intérieur et de la Justice, siège au comité exécutif. Le règlement crée des justices de paix, des tribunaux de 1^{re} instance et une Cour d'appel. Le droit de grâce est réservé au Conseil des amiraux. Enfin, la gen-

darmerie se recrute par voie d'engagements volontaires ; elle est composée d'éléments indigènes et étrangers ; les commandants sont Européens ; le chef de la gendarmerie est nommé par le comité exécutif avec l'agrément des amiraux.

Ce règlement était destiné à assurer le rétablissement de l'ordre ; mais le calme ne pouvait être obtenu qu'avec le départ des troupes turques, que les amiraux avaient, d'ailleurs, à plusieurs reprises réclamé (1). Les nécessités financières donnèrent aux puissances l'occasion de procéder à une action définitive. Sur l'accord des puissances, les amiraux devaient prendre en mains le 3 septembre, la gestion et la perception des dîmes crétoises aux lieu et place des agents ottomans ; la Porte était très hostile à cette mesure ; à Candie, l'installation de nouveaux employés par les soldats anglais donna lieu à une échauffourée sanglante, dans laquelle près de 500 chrétiens furent massacrés et environ 60 soldats anglais tués ou blessés.

A titre de représailles, l'amiral anglais se fit livrer dans les 48 heures par le gouverneur de Candie les auteurs des massacres et ordonna la démolition, dans les 24 heures, des maisons qui faisaient face aux barraquements anglais. Puis, comme ces événements attestaient que la tranquillité ne pourrait jamais régner dans l'île tant que les troupes ottomanes y resteraient, les puissances expédièrent, le 10 septembre, des renforts à leurs

(1) *Livre Jaune*, page 63, n° 96.

amiraux et intimèrent l'ordre à la Porte de rappeler sans réserve toutes ses troupes qui tenaient encore garnison en Crète, sous peine de recourir immédiatement à des mesures décisives pour contraindre les troupes turques à l'embarquement (1). La Porte tenta de tergiverser, mais, devant l'insistance menaçante des puissances (France, Grande-Bretagne, Italie et Russie), elle opéra le rappel successif de ses soldats, dont les derniers, au nombre de 450, sous le commandement du général Chakir-Pacha, durent quitter l'île le 15 novembre 1898 (2).

Enfin, le 22 octobre-3 novembre 1898, après le départ de l'armée ottomane, l'accord des puissances s'étant opéré sur le choix du prince Georges de Grèce comme gouverneur de l'île, les quatre puissances qui agissaient de concert, décidèrent, sur l'initiative de la Russie, d'adresser au roi de Grèce un *pro memoria* qui lui fut remis à Athènes le 26 novembre 1898. D'après ce document, le prince Georges de Grèce était nommé haut commissaire des puissances en Crète ; les puissances devaient chacune lui consentir une avance de un million à son arrivée dans l'île pour parer aux premiers frais d'administration ; le remboursement de ces avances s'opérerait sur l'emprunt crétois projeté ; le haut commissaire était investi d'un mandat de trois ans pour la pacification de l'île et l'établissement d'une administration autonome capa-

(1) *Ultimatum* du 5 octobre 1898, *Livre Jaune*, pages 168 et 177, n^{os} 219 et 235.

(2) Pour les résistances de la Turquie, voir le *Livre Jaune*, page 21, n^o 19.

ble d'assurer également la sécurité des personnes et des biens, ainsi que le libre exercice de tous les cultes. En outre, le haut commissaire était chargé d'organiser une gendarmerie ou milice locale capable de rétablir l'ordre (1). Le roi Georges autorisa aussitôt son fils à accepter et, le 30 novembre, notification de cette nomination fut transmise à la Porte, avec l'assurance que les droits souverains du sultan, les intérêts et la sécurité des musulmans seraient sauvegardés. Les puissances lui donnaient en même temps le conseil de ne pas entraver, dans son propre intérêt, le succès de l'œuvre pacifique confiée au haut commissaire (2). La nomination officielle du prince Georges au poste de haut commissaire fut annoncée aux habitants par les amiraux par une proclamation du 30 novembre 1898. Le blocus n'ayant plus désormais de raison d'être, la levée en fut décidée à partir du 5 décembre ; puis l'Europe rappela ses amiraux, chaque puissance laissant seulement en Crète deux bataillons et un navire en station (3). L'acceptation de la Turquie parvint aux puissances le 8 décembre 1898.

La pacification était ainsi assurée ; la Crète, bien que restant sous la suzeraineté nominale du sultan, se trouvait en fait libérée de la domination turque. Assurément, un semblable résultat aurait pu être atteint beaucoup plus tôt sans les rivalités et les compétitions qui, à plusieurs reprises, avaient divisé les puissances.

(1) *Livre Jaune*, page 52, n° 72.

(2) *Livre Jaune*, page 52, n° 72.

(3) *Livre Jaune*, page 53, n° 74.

CHAPITRE IV

LA RÉORGANISATION DE LA CRÈTE. — LA CONSTITUTION DU 29 AVRIL 1899.

Avec la nomination du prince Georges au poste de haut commissaire, un régime nouveau allait commencer pour la Crète. Il appartenait au prince d'accomplir, sous la surveillance des puissances les réformes qui devaient aboutir à doter l'île d'un régime d'autonomie complète sous la suzeraineté nominale du sultan.

Il eut à trancher plusieurs difficultés relatives aux questions financières, tant pour le prêt de 4 millions consenti par les puissances et les indemnités à verser aux petits propriétaires que pour la contribution à la Dette ottomane.

Un prêt de 4 millions, en effet, avait été consenti par les puissances au gouvernement crétois dans les conditions indiquées au *pro memoria* (décembre 1898). Cette somme était empruntée pour faire face à toutes les dépenses. Aussi, en février 1899, le prince Georges adressa-t-il aux puissances un mémorandum et une circulaire sur le budget de l'île et demanda l'autorisation de contracter un emprunt de 6 millions et demi de francs pour subvenir aux premiers frais de l'administration.

L'Assemblée crétoise vota un emprunt de 9 millions de

francs à contracter par le gouvernement crétois si l'intérêt ne dépassait pas 3 0/0, grâce au concours des puissances.

Mais celles-ci étaient peu disposées à garantir l'emprunt, les ambassadeurs à Rome étudiaient la question, mais n'y donnaient aucune solution.

Une autre difficulté survint pour ce qui était des indemnités à accorder aux paysans ruinés par les insurrections de mai 1899. Le prince Georges demanda aux puissances de lui avancer chacune 600.000 francs, qui seraient considérées non comme un emprunt, mais comme une avance directe faite aux paysans. Les ambassadeurs étudièrent encore la demande mais n'y donnèrent point de solution. Des difficultés s'élèvent alors entre chrétiens et musulmans. Les députés musulmans, ayant demandé un emprunt de 40 millions qui avaient été repoussé, prirent le parti de s'adresser aux notables de la Canée, Candie et Rethymo pour transmettre une pétition aux puissances afin d'obtenir leur concours. Le prince, fort embarrassé, renouvela en mai sa demande aux puissances ; il les pria d'avancer 800.000 fr. à 1 0/0 d'intérêt et 2 0/0 d'amortissement. Les puissances acceptèrent, sauf l'Italie, qui, ayant envoyé des officiers et des sous-officiers pour former la gendarmerie, se considéra comme ayant suffisamment rempli son devoir envers la Crète.

Enfin, le prince eut encore à s'occuper de la fixation de la contribution de la Crète à la Dette ottomane. En droit, les puissances ayant passé sous silence la contribution à

la dette, la Crète n'était obligée en rien, mais en fait, elle participa à la Contribution. L'administration de la Dette ottomane agit ici en qualité de société privée et revendique à son profit le maintien d'anciens privilèges. Le décret du 8/20 décembre 1881 cédait à cette administration, pour le service de la dette, la perception de certains revenus comprenant généralement les six contributions indirectes. Mais en vertu de l'article 13 du pacte de Halépa, de 1878, après prélèvement des frais d'administration locale, l'excédent des recettes sur les dépenses devait être partagé entre le Trésor impérial et le budget de l'île. Seuls, les droits de douane et ceux sur le sel et le tabac, ne devaient pas figurer à ce budget. Il y eut donc en 1881 une injustice à concéder tous les droits à l'administration de la dette. En 1896, on décida que l'impôt sur le tabac appartiendrait désormais à l'île. Ce fut alors une injustice vis-à-vis de la Porte qui protesta.

Au moment du départ du prince Georges pour la Crète, il y eut encore des difficultés. L'intérêt des Anglais porteurs de titres ottomans était que la Crète contribuât, dans la plus large mesure possible, à la dette. M. Law, membre du conseil d'administration de la dette et président du contrôle international de Turquie, souleva la question à Athènes.

M. Sphakianadis, futur président de l'Assemblée crétoise, refusait de reconnaître le principe même de l'obligation de la Crète de fournir à la dette. Le prince Georges, au contraire, n'était pas hostile, mais il voulait ne

reconnaître à l'administration de la dette que le droit de perception sur le sel seulement. M. Law alla discuter à Rome la question.

Une solution fut apportée le 12/25 août 1901, solution bâtarde, où on reconnaît une créance de 1.500.000 francs en faveur de la dette et où le monopole du sel lui fut accordé. Ces questions d'ordre financier étant résolues, il y avait encore fort à faire. Une commission militaire fut instituée en janvier, afin d'élaborer un projet pour la formation d'une gendarmerie et d'une milice. Elle est composée de 4 officiers de troupes internationales sous la présidence du colonel français Spitzer. Les officiers de la gendarmerie doivent être européens, pour être remplacés plus tard par des officiers indigènes. Le capitaine Graveri, chef des carabiniers italiens, est nommé commandant.

Les hommes sont recrutés parmi les Crétois de 22 à 38 ans, qui ont signé un engagement de 3 ans avec solde mensuelle de 2 à 3 livres turques. La formation de la milice est ajournée. Une autre commission, composée de 4 membres, 3 chrétiens et 1 musulman, est instituée pour la réorganisation des tribunaux. Elle décide la création de 6 tribunaux de première instance. Cette réorganisation fut terminée en avril. Une Cour d'appel et une Cour d'assises siègent à la Canée et sont également créées, ainsi que 22 justices de paix.

Quelques difficultés eurent lieu en ce qui concerna la nomination du métropolitain de Crète, nomination qui eut

lieu par le patriarcha œcuménique de Constantinople. D'où une situation embarrassante, car la Crète ne dépendait plus de la Porte. On nomma M. Eumirius Kirondaki, élection que le prince Georges ratifia pour apaiser les susceptibilités des Crétois.

Restait à élaborer un projet de constitution. Le prince confia ce soin à une commission de 16 membres, dont 12 chrétiens et 4 musulmans, chargée de conduire les travaux dans un esprit des plus conservateurs. La Commission, pour activer les choses, se subdivisa en sous-commissions, et, dès les premiers jours de février, le projet était élaboré. Le H. C. annonça par décret que des élections auraient lieu le 5 février. Les élections furent faites avec représentation de la minorité, la Chambre se réunit le 21 février et on lui soumit le projet conçu par les seize. Le 16 mars, le projet est définitivement voté en 2^e lecture. La Constitution fut transmise au conseil des ambassadeurs à Rome, où elle fut approuvée après quelques modifications. Elle fut promulguée et entra en vigueur le 29 avril 1899. Cette Constitution comprend 115 articles et est divisée en 10 chapitres.

Le chapitre premier contient des dispositions générales sur l'autonomie de l'île et l'inaliénabilité, sur l'organisation de la gendarmerie et de la milice, sur la jouissance de l'indigénat crétois. On y proclame l'égalité de tous devant la loi et les impôts, l'égalité et la liberté religieuse.

Le chapitre II, spécialement réservé au prince, contient

l'énumération de ses pouvoirs, la sanction des lois votées par la Chambre, l'ajournement, la suspension, la prorogation ou la dissolution de cette dernière.

Le chapitre III est relatif à la Chambre. Pour les conditions d'éligibilité, il en est une assez bizarre. Un candidat malheureux ne peut pas se représenter pendant la même session. Quant à la vérification des élections, elle est faite par la Cour supérieure en séance plénière. La Chambre ne se réunit qu'une fois en deux ans ; pour session ordinaire pendant deux mois.

Le chapitre IV a trait aux conseillers du prince, à leur responsabilité, et au cas où ils peuvent être mis en accusation par la Chambre.

Le chapitre V contient des dispositions relatives au pouvoir judiciaire.

Les chapitres VI et VII sont relatifs aux fonctionnaires publics et à l'administration des départements et des communes.

Le chapitre VIII énumère les cas où la loi martiale est prononcée. Les questions de revision de la Constitution furent l'objet du chapitre IX. La revision d'une de ces dispositions ne pourra avoir lieu avant 5 ans, elle devra être demandée par la Chambre en session ordinaire, à la majorité des $\frac{2}{3}$ en précisant les points à réviser. La révision sera faite par l'assemblée convoquée spécialement à cet effet et comprenant le double des membres électifs de la Chambre.

Le chapitre X contient des dispositions transitoires,

L'assemblée devait être dissoute aussitôt après le vote de la Constitution et la nouvelle Chambre ne devait se réunir que deux ans après ; les pouvoirs les plus étendus étaient donnés au prince dans le but d'assurer le fonctionnement du gouvernement autonome. Deux restrictions seulement étaient apportées à ces pouvoirs. D'abord, de ne pas établir de nouveaux impôts que ceux votés par l'Assemblée et ensuite de ne pas engager l'Etat au-delà des limites du budget des deux premières années. Enfin, dans l'art. 114, on donnait au prince Georges H. C. des puissances en Crète les pouvoirs confiés au prince par cette nouvelle Constitution.

On le voit, cette proclamation amena l'autonomie de la Crète et son affranchissement du joug musulman.

Nous ne saurions mieux faire pour terminer la première partie de ce travail, que de donner cette Constitution en entier. C'est le point final de la longue lutte de la Crète pendant le xix^e siècle pour son indépendance. Nous dirons que la situation de l'île demande encore des modifications et que les sept premières années du xx^e siècle ne prouvent pas que l'île de Crète soit au comble de ses vœux, car elle manifesta encore son mécontentement par des luttes, qui, pour être moins sanglantes que les précédentes, n'en troublèrent pas moins la quiétude de l'Europe et amenèrent une nouvelle Constitution.

LA CONSTITUTION DE CRETE

(1899)

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^{er}. — L'Ile de Crète, avec les îlots adjacents constitue un Etat (πολίτεια) jouissant d'une autonomie complète dans les conditions établies par les quatre Grandes Puissances.

Art. 2. — Le territoire crétois est inaliénable^e; aucune servitude ne peut être établie sur ce territoire.

Art. 3. — La défense du pays et le maintien de l'ordre intérieur sont confiés à un corps de milice et de gendarmerie indigènes.

Le service dans la milice est obligatoire.

Art. 4. — Après le départ des troupes d'occupation actuelle, des troupes étrangères ne peuvent stationner sur le territoire crétois, ni traverser ce pays sans une loi à cet effet.

Art. 5. — Le grec est la langue officielle de l'Etat.

Art. 6. — Jouissent de l'indigénat crétois^e:

a) Les personnes nées ou domiciliées en Crète avant la date du 1^{er} janvier 1897 si l'un, au moins, de leurs parents était Crétois.

b) Les personnes nées dans un autre pays, d'un père crétois, sujet ottoman.

c) Les personnes nées en Crète de parents inconnus.

Les personnes ci-dessus, jouissant d'une nationalité non ottomane, peuvent acquérir l'indigénat crétois sur une simple déclaration, faite par devant une autorité municipale de l'Ile, dans le courant d'une année à partir de la promulgation de la présente Constitution, au plus tard, s'il s'agit d'un majeur,

et dans un délai égal après avoir atteint la majorité, s'il s'agit d'un mineur.

L'acquisition par voie de naturalisation et la perte de l'indigénat crétois seront réglées par une loi spéciale. Cette loi doit être promulguée dans les trois mois à partir de la promulgation de la présente Constitution. Elle accordera des facilités particulières pour l'acquisition de l'indigénat crétois :

- a) Aux nationaux domiciliés depuis longtemps en Crète.
- b) Aux personnes nées de parents crétois, sans égard à leur nationalité, au lieu de leur naissance ou de leur domicile.
- c) A ceux qui ont pris part aux luttes de l'indépendance de l'île.

La même loi autorisera la naturalisation, par voie législative, de ceux qui auraient rendu des services insignes aux pays.

Art. 7. — Les Crétois, à quelque religion qu'ils appartiennent, sont égaux devant la loi et jouissant des mêmes droits.

Art. 8. — Les fonctions publiques sont accessibles à tous les Crétois, sans distinction de religion, suivant leurs aptitudes et leur moralité.

Les emplois publics sont dévolus aux indigènes, sauf les cas où la loi autorise l'admission des étrangers.

Art. 9. — Les impôts sont établis et prélevés dans un but d'utilité commune. Chacun y contribue en proportion de son revenu ou de sa fortune.

Art. 10. — Chacun est libre de professer la religion qu'il préfère. Le prosélytisme est défendu (mais cette interdiction ne doit pas servir de prétexte pour limiter illégalement la liberté des personnes professant publiquement une religion)

La différence de religion n'a aucune influence sur l'acquisition, la perte ou l'exercice de n'importe quel droit personnel ou réel et ne dégage d'aucune obligation légale.

Art. 11. — L'exercice du culte extérieur de toutes les religions reconnues est libre et protégé par l'Etat. Il est tenu

toutefois de se conformer aux lois et règlements de police.

Art. 12. — Chaque Crétois peut se rendre librement dans l'intérieur ou hors de l'Ile et s'établir dans n'importe quelle localité du pays, en tant que les règlements de police ne s'y opposent pas.

Art. 13. — La liberté personnelle est garantie. Nul n'est poursuivi, arrêté, emprisonné ou soumis à une restriction quelconque, que dans les cas prévus et selon les formes prescrites par la loi.

Sauf le cas d'application des dispositions de la loi martiale légalement proclamée, nul n'est arrêté ou emprisonné qu'en vertu d'un mandat de justice motivé, qui doit être notifié au moment de l'arrestation.

En cas de flagrant délit, l'arrestation peut être opérée sans mandat de justice, mais, même dans ce cas, le mandat doit être notifié dans les vingt-quatre heures au plus tard.

Art. 14. — Nul ne peut être distrait de ses juges naturels, ni soumis à une pénalité non prévue par la loi.

Art. 15. — Le domicile de chacun est inviolable. Aucune perquisition domiciliaire ne peut être opérée que dans les cas et selon les formes prévues par la loi.

Art. 16. — La traite est prohibée. Tout esclave est considéré libre dès qu'il se trouve sur le sol crétois.

Art. 17. — Aucun genre de travail, d'industrie ou de culture ne peut être prohibé, à moins qu'il ne porte atteinte à la morale, à la sécurité ou à la santé des habitants.

Art. 18. — Il ne peut y avoir d'autres monopoles que ceux établis en vertu d'une loi, pour créer des revenus publics ou dans un but de sécurité publique.

Art. 19. — Nul n'est privé de son bien, que pour cause d'utilité publique, dans les cas et suivant les formes établis par la loi, toujours moyennant une indemnité préalable.

Une loi spéciale réglera les questions relatives à l'acquisition et disposition des mines, carrières, antiquités et sources thermales.

Il ne peut être acquis des droits immobiliers sur les îlots adjacents, sans une autorisation du Gouvernement crétois. En cas de transmission de tels droits, le Gouvernement crétois conserve le droit de préemption.

Art. 20. — Les tortures et la confiscation générale sont défendues.

Art. 21. — L'enseignement est libre ; il est exercé par des personnes ayant les qualités et la moralité requises par la loi, sous la surveillance de l'autorité compétente, en ce qui concerne les bonnes mœurs, l'ordre public et le respect des lois du pays.

L'enseignement primaire est obligatoire et gratuit.

Art. 22. — Chacun est libre de manifester ses opinions de vive voix, par écrit ou par la voie de la presse, en se conformant aux lois.

La loi réprime l'abus de cette liberté.

Art. 23. — La loi sur la presse doit contenir les dispositions suivantes:

1° La publication d'un journal ou recueil périodique est subordonnée à une autorisation du pouvoir exécutif.

2° S'il s'agit de la publication d'un journal ou d'un recueil périodique contenant de la matière politique, l'éditeur doit fournir une caution de 2.000 francs, destinée à assurer le paiement des amendes ou indemnités éventuelles.

En cas de condamnation d'un éditeur, par jugement exécutif, à une peine pécuniaire ou indemnité, la publication du journal ou recueil périodique est suspendue en attendant le paiement de la peine pécuniaire ou indemnité.

3° L'autorisation ne peut être refusée au requérant, s'il possède les qualités requises et s'il a déposé la caution sus-indiquée.

La saisie du journal, du recueil périodique ou de tout autre imprimé peut être opérée:

1° Si une des religions reconnues et professées dans l'Ile est attaquée ;

2° En cas d'offense contre la personne du Prince.

3° Si, par ces publications, il est provoqué une irritation dangereuse parmi les habitants, de nature à compromettre l'ordre public.

La saisie est levée de plein droit, si, dès le lendemain, elle n'est pas sanctionnée par une ordonnance judiciaire.

La censure préalable ne peut être établie.

Art. 24. — La correspondance livrée à la poste est soustraite à toute recherche des autorités judiciaires.

Art. 25. — Les Crétois ont le droit de s'assembler paisiblement et sans armes, en se conformant aux lois, qui peuvent régler l'exercice de ce droit, sans toutefois le subordonner à une autorisation préalable.

Sont exceptés les rassemblements à ciel ouvert qui sont soumis absolument aux règlements de police.

Art. 26. — Les Crétois ont le droit de former des associations pourvu que, dans le but de l'association, ou dans les moyens employés à cet effet, il n'y ait rien d'illicite, d'immoral ou de dangereux pour l'Etat.

La loi règle l'exercice du droit d'association ayant en vue le maintien de l'ordre public.

Art. 27. — Chaque citoyen a le droit d'adresser aux autorités des pétitions signées par une ou plusieurs personnes.

CHAPITRE II

DU PRINCE

Art. 28. — Le Prince est le chef de l'Etat. Il confectionne les lois de concert avec la Chambre des représentants, exerce le pouvoir exécutif par l'entremise des Conseillers responsables et rend la justice par les tribunaux.

Art. 29. — Légalement le Prince n'est ni responsable, ni sujet à aucune contrainte.

Chacun de ses actes doit être contresigné par son Conseiller

compétent, lequel, par sa seule signature, assume toute la responsabilité pour cet acte.

Cette signature n'est pas nécessaire pour l'investiture du métropolitain et des évêques, pour la nomination des membres de la Chambre nommés par le Prince, ou la révocation des Cadis et des Muftis des Conseillers du Prince, du Président et du Procureur près la Cour d'appel et des Préfets.

Art. 30. — Le Prince représente l'Etat, conclut des conventions pour lesquelles il demande le vote de la Chambre, frappe monnaie et confère des décorations.

Art. 31. — Le prince est le chef suprême de la force armée.

Il confère les grades militaires; nomme aux places selon les formes établies par la loi et destitue tous les employés publics, y compris les Muftis et les Cadis. Ces derniers sont pris parmi les personnes ayant une autorisation du Cheikh-ul-Islam pour exercer leurs fonctions.

Il accorde ou non son assentiment pour l'investiture du métropolitain élu par le patriarchat oecuménique, ainsi que des évêques élus par le synode épiscopal de Crète.

Il a le droit de sanctionner les projets de loi votés par la Chambre, promulgue les lois et rend les ordonnances concernant leur exécution. Il ne peut toutefois suspendre l'application d'une loi, une fois publiée, ni en soustraire qui que ce soit.

Art. 32. — Le Prince convoque la Chambre et en prononce l'ouverture et la clôture.

Il a le droit d'ajourner, suspendre, proroger ou dissoudre la Chambre. L'ajournement, la suspension ou la prorogation ne peuvent durer plus de quarante jours, ni se répéter, durant la même session, sans l'assentiment de la Chambre.

Le décret de dissolution doit fixer en même temps la date de la convocation de la nouvelle Chambre, qui doit avoir lieu dans les trois mois.

Art. 33. — Le Prince a le droit de commuer, réduire ou remettre à son gré, les peines prononcées par les tribunaux en

cas de délits politiques et ceux de la presse^o; en cas de délits communs, il faut l'avis préalable du Conseil de justice. Il a également le droit d'amnistie dans le seul cas de délits politiques.

Art. 34. — Le Prince peut, par ordonnance contresignée par tous les membres de son Conseil, proclamer la loi martiale dans toute l'Ile ou dans une de ses parties.

Art. 35. — En cas de vacances du poste de Chef de l'Etat, le pouvoir à lui conféré sera exercé au nom du peuple, par le Conseil du Prince, sous sa propre responsabilité. Ce Conseil convoque, dans les deux mois, l'Assemblée, afin qu'elle statue, tant sur la personne du Prince que sur la révision des prescriptions de la Constitution qui seraient jugées susceptibles de révision par suite de ce changement.

Art. 36. — Toute décision de l'Assemblée, concernant la personne du Prince, est prise à la majorité des 2/3 et par scrutin découvert.

Art. 37. — La liste civile du Prince est fixée par une loi. Celle de S. A. R. le Prince Georges est fixée à 200.000 francs par an.

CHAPITRE III

DE LA CHAMBRE

Art. 38. — La Chambre partage avec le Prince le pouvoir législatif. Elle se compose de membres élus par le peuple et de membres nommés par le Prince.

Art. 39. — Pour être élu ou nommé député, il faut avoir son domicile en Crète depuis cinq ans au moins, jouir de l'indigénat crétois, avoir l'âge de 30 ans accomplis et posséder les autres qualités requises par la loi électorale.

Art. 40. — Les fonctions de députés sont incompatibles avec celles d'employé public ou municipal rétribué, de représentant ou employé d'une Puissance étrangère, de ministre de culte ou de militaire en général, à l'exception des retraités ou

réformés, qui peuvent être élus députés, si la réforme n'a pas eu pour cause une conduite répréhensible dans les rangs de l'armée où ils ont servi.

Art. 41. — Dans les deux années qui suivent son élection, le député ne peut être nommé à un emploi public ou municipal rétribué, sauf celui de Conseiller du Prince.

Art. 42. — Les membres électifs de la Chambre sont élus par département au vote uninominal, dans la proportion d'un député sur 5.000 habitants ou fraction de ce chiffre, et au moyen d'un mode de suffrage assurant, autant que possible, la représentation des minorités.

Art. 43. — Les membres de la Chambre nommés par le Prince sont au nombre de 10; ils sont choisis en proportion de la population, dans tous les départements et parmi les citoyens en vue pour leur honnêteté et leur expérience.

Art. 44. — Le candidat, qui a échoué aux élections législatives, ne peut être nommé membre de la Chambre dans la même session. Ne peut également siéger comme membre nommé dans une session, celui qui siégeait au même titre dans la session précédente.

Art. 45. — Le député représente l'île entière et non seulement le district où il a été choisi.

Art. 46. — La vérification des élections contestées est faite par la Cour supérieure en séance plénière.

Art. 47. — Les députés sont élus et nommés pour deux ans, et la Chambre se réunit en session ordinaire une fois chaque deux ans.

Art. 48. — La durée de la session ordinaire de la Chambre est de deux mois. La session terminée, le député perd la qualité et le titre de député.

Art. 49. — En cas de besoin, le Prince peut convoquer la Chambre en session extraordinaire, même avant la période des deux ans.

La durée et le programme de la session extraordinaire sont réglés par ordonnance princière. La Chambre, en session extra-

ordinaire, ne peut entrer dans la discussion d'autres sujets que ceux déjà indiqués dans ce programme.

Art. 50. — En cas d'urgence, le Prince a le droit de convoquer en session extraordinaire les députés de la dernière Chambre, s'il ne préfère par ordonner de nouvelles élections.

Art. 51. — La Chambre tient ses séances en public. Elle ne peut siéger à huis clos qu'extraordinairement et après une décision prise à cet effet.

Art. 52. — Avant d'entrer en fonctions, les députés prêtent serment devant la Chambre et en séance publique, selon la formule usitée pour chaque culte, qu'ils rempliront consciencieusement leurs devoirs, seront fidèles à la patrie et au Prince et respecteront les lois du pays.

Art. 53. — La Chambre établit par son propre règlement la manière de procéder à ses travaux.

Art. 54. — Au début de chaque session, la Chambre choisit parmi ses membres son président, ses vice-présidents et ses secrétaires.

Art. 55. — La Chambre exerce sa police intérieure, par l'entremise de son président.

Le président seul peut donner des ordres à la garde de la Chambre.

Aucune force armée ne peut pénétrer dans l'enceinte de la Chambre, sans l'autorisation du président.

Art. 56. — La Chambre est en nombre légal lorsque la moitié des députés sont présents. Pour qu'une décision ait force légale, il faut qu'elle soit prise à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage des voix, la motion est rejetée.

Art. 57. — Chaque député reçoit à titre d'indemnité 10 fr. par jour, tant qu'il participe aux travaux de la Chambre.

Art. 58. — Le député est exempt de toute poursuite ou recherche à l'occasion du vote ou de l'opinion par lui émis dans l'exercice de ses fonctions. Durant la session, et sauf le

cas de flagrant délit, le député ne peut être poursuivi, ni arrêté qu'avec l'autorisation de la Chambre.

Art. 59. — Aucune loi n'a force légale que si elle est votée par la Chambre, article par article, deux fois, et à deux jours différents et sanctionnés par le Prince.

Le budget est voté une seule fois.

Un projet de loi voté par la Chambre et non sanctionné par le Prince dans un délai de deux mois à dater de la clôture de la session, est considéré comme rejeté.

Art. 60. — L'interprétation authentique des lois appartient au pouvoir législatif.

Art. 61. — L'initiative des lois appartient au Prince et à la Chambre.

Les projets de loi concernant des traitements, pensions, ou toute autre disposition d'argent à titre personnel, ne sont introduits à la Chambre que par le Prince.

Des propositions des députés tendant à une augmentation des dépenses du budget ne peuvent être discutées par la Chambre qu'après avoir été préalablement approuvées par la Commission du budget.

Art. 62. — Sans une loi votée par la Chambre et sanctionnée par le Prince, aucun impôt ne peut être imposé ni prélevé, des emprunts ou des conventions engageant les finances de l'Etat ne sont point contractés, des pensions ou gratifications à la charge du Trésor ne sont pas accordées.

Art. 63. — Au début de chaque session, il est soumis à la Chambre le budget des dépenses et des recettes de la période biennale prochaine et les comptes de l'exercice passé.

Avant d'être votés ou approuvés par la Chambre, le budget et les comptes sont renvoyés à l'examen et à l'appréciation de la Commission du budget, nommée par la Chambre à cet effet.

Dans le cas où les comptes n'auraient pu être dressés à temps pour être soumis à la session actuelle, ils sont définitivement soumis à la session suivante, ordinaire ou extraordinaire.

Art. 64. — Si la Chambre croit devoir supprimer ou réduire

quelques-uns des crédits inscrits dans le budget, elle doit motiver sa décision, en indiquant en même temps de quelle façon on peut réaliser cette économie sans manquer aux obligations imposées au fisc par la loi, ou à ceux dont l'exécution peut être poursuivie par la voie judiciaire.

Si, après avoir obtenu toutes les explications nécessaires, la Chambre persiste à refuser les crédits en question, ou bien si, la session étant terminée, le budget n'a pas été voté, le Prince peut, par une ordonnance signée par tous les membres de son Conseil, déclarer le budget du dernier exercice applicable à l'exercice suivant, en tant que ce budget aura été dressé régulièrement, et en effaçant les sommes qui y figureraient pour des besoins auxquels il a déjà été pourvu.

Art. 65. — En cas de besoin imprévu et urgent, le Prince est autorisé, sur l'avis unanime et sous la responsabilité de ses Conseillers, à faire une dépense non prévue dans le budget, pourvu que la somme ainsi dépensée ne dépasse par 100.000 fr. pour chaque période biennale.

L'approbation de la Chambre pour cette dépense sera demandée dans la première session ordinaire ou extraordinaire.

CHAPITRE IV

DES CONSEILLERS DU PRINCE

Art. 66. — Les Conseillers du Prince sont nommés et révocables par lui à son gré.

Art. 67. — Les Conseillers siègent à la Chambre et prennent part à ses discussions sans avoir le droit de vote.

Art. 68. — Tout député, nommé Conseiller du Prince, perd la qualité de député, et son siège à la Chambre est considéré comme vacant.

Art. 69. — La Chambre a le droit d'accuser par devant un tribunal spécial celui des Conseillers du Prince qui sciemment aurait :

1° Contresigné ou exécuté une ordonnance princière contraire aux dispositions de la Constitution, des lois ou des ordonnances princières rendues sur l'autorisation du pouvoir législatif;

2° Procédé à l'exécution d'une ordonnance princière, non contresignée par le Conseiller compétent, ou ordonné l'exécution d'une pareille ordonnance;

3° Pris ou exécuté une décision ou un ordre contraire aux dispositions de la Constitution, des lois, ou des ordonnances princières rendues sur l'autorisation du pouvoir législatif, ou ordonné l'exécution d'une telle décision ou ordre;

4° Omis d'exécuter une prescription de la Constitution, des lois ou des ordonnances princières rendues sur l'autorisation du pouvoir législatif, ou d'ordonner l'exécution d'une telle décision ;

5° Contresigné, pour le faire sanctionner comme loi, un acte non voté par la Chambre conformément aux prescriptions de la Constitution relatives à la confection des lois, et publié un pareil acte ou ordonné son exécution.

Art. 70. — Est aussi accusé par la Chambre, devant le tribunal spécial, le Conseiller du Prince qui, dans l'exercice de ses fonctions, aurait :

1° Violé une disposition pénale des lois en vigueur, dont la violation est passible d'une peine criminelle ou correctionnelle ;

2° Sans violer une disposition formelle de la Constitution, des lois ou ordonnances princières rendues sur l'autorisation du pouvoir législatif, porté sciemment préjudice, par un acte ou par une omission, aux intérêts de l'Etat.

Art. 71. — La Chambre accuse également le Conseiller devant le tribunal spécial, s'il s'est immiscé d'une manière illicite aux élections. .

Art. 72. — Est accusé également le Conseiller qui, par négligence inexcusable, a violé les prescriptions de la Constitution, des lois ou des ordonnances princières rendues sur l'au-

torisation du pouvoir législatif, au préjudice d'intérêts essentiels de l'Etat.

Art. 73. — Le Conseiller qui n'aurait pas participé aux délits ci-dessus mentionnés en est tout de même responsable et considéré comme complice, s'il y a consenti par un acte du Conseil portant sa signature.

Art. 74. — Le Conseiller est dégagé de la responsabilité que comportent les dérogations susindiquées, si la dérogation a été le résultat d'une erreur excusable et justifiée sur le sens exact de la loi violée.

Art. 75. — Dans le cas d'actes ou omissions considérés par les lois en vigueur comme des délits ou crimes et qui peuvent être commis soit par tout individu, soit seulement par des fonctionnaires publics, soit par les uns et les autres, le Conseiller qui, dans l'exercice de ses fonctions, s'en est rendu coupable, subit la peine énoncée par les lois contre les auteurs de pareils actes ou omissions.

Art. 76. — Pour toute violation de la Constitution ou des lois, commise par le Conseiller dans l'exercice de ses fonctions, pour laquelle il n'y a pas de peine expressément énoncée par la loi, le Conseiller contrevenant est puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans ou d'une amende jusqu'à 5.000 francs, s'il a agi de propos délibéré, et d'un emprisonnement jusqu'à six mois ou d'une amende jusqu'à 5.000 fr. s'il a agi par négligence inexcusable.

Art. 77. — Le Conseiller coupable d'une des dérogations indiquées à l'art. 70 est puni d'un emprisonnement de deux mois à un an.

Art. 78. — Le Conseiller coupable du délit indiqué à l'art. 71 est puni d'une amende de 1.000 à 5.000 francs

Art. 79. — Toutes les fois que le délit qui a motivé la condamnation du Conseiller a été commis de propos délibéré, la condamnation entraîne pour le condamné la perte de ses droits civils pendant deux à dix années.

Art. 80. — La Condamnation du Conseiller pour un acte ou

omission dus à une négligence inexcusable entraîne pour le condamné l'incapacité, pendant deux ou cinq ans, d'occuper toute fonction publique rétribuée.

Art. 81. — La responsabilité pénale pour les actes susindiqués est effacée par la prescription, passées 2 sessions ordinaires de la Chambre, à partir de la révocation du Conseiller qui les aurait commises.

Art. 82. — Si l'accusation est formulée, le Conseiller accusé étant en fonctions, le Prince peut le maintenir à son poste, en attendant qu'une ordonnance de mise en accusation soit rendue par la Commission judiciaire.

Art. 83. — La Commission judiciaire est composée de 3 membres tirés au sort parmi les mêmes magistrats que les membres du tribunal spécial.

Art. 84. — Le tribunal spécial est constitué par le président de la Cour d'appel, comme président, et par 6 autres membres tirés au sort parmi les magistrats suivants, se trouvant en fonction avant la date de l'accusation, soit :

- Le procureur près la Cour d'appel,
- Le substitut du procureur,
- Les juges de la Cour d'appel,
- Les présidents des tribunaux de première instance,
- Les procureurs près les tribunaux de première instance.

Le tirage au sort a lieu devant le président de la Chambre, en séance publique. La Chambre élit en même temps les personnes qui doivent remplir les fonctions de juge d'instruction et de procureur près le tribunal spécial. Le greffier est nommé par le tribunal spécial.

Jusqu'à la promulgation d'une loi à ce sujet, la procédure sera réglée par le tribunal spécial en tenant compte des prescriptions de l'art 91 de la Constitution relatives à la publicité.

Art. 85. — Le Prince ne peut gracier le Conseiller condamné conformément aux dispositions ci-dessus qu'avec l'assentiment de la Chambre.

Art. 86. — La décision de la Chambre concernant l'accusa-

tion d'un Conseiller et toutes les questions y relatives sont prises à la majorité de ses membres électifs.

Art. 87. — Les infractions du Conseiller hors fonctions ne sont pas sujettes aux dispositions ci-dessus.

Art. 88. — L'action civile contre le Conseiller et au profit du préjudicié, motivée par les infractions mentionnées dans les articles précédents, est portée devant les tribunaux civils et jugée d'après les prescriptions du droit commun.

CHAPITRE V

DU POUVOIR JUDICIAIRE

Art. 89. — La justice est rendue, au nom du Prince, par des juges nommés par lui, conformément au règlement judiciaire.

Art. 90. — Le règlement judiciaire instituera un Conseil de justice, dont feront partie le président, le procureur et trois autres juges du tribunal supérieur, et en cas d'empêchement de ceux-ci, leurs remplaçants légitimes.

Après l'institution de ce Conseil, aucun juge ou procureur ne peut être nommé ou promu sans une proposition, ni déplacé sans l'avis, ni révoqué provisoirement ou définitivement sans une décision dudit Conseil.

Sont exceptés le président et le procureur près la Cour d'appel.

Art. 91. — Les séances des tribunaux sont publiques, sauf le cas où le tribunal, par égard aux bonnes mœurs ou à la tranquillité publique, ordonne le huis-clos par une décision à cet effet.

Art. 92. — Tout jugement doit être motivé et prononcé en séance publique.

Art. 93. — Sont soumis à la juridiction des Cadis musulmans, outre les affaires purement religieuses, celles qui suivent;

1° Les affaires relatives au mariage, au divorce ou aux rapports personnels entre époux ;

2° Les affaires ayant trait à l'éducation des mineurs ;

3° Les affaires concernant la curatelle, la tutelle et l'émancipation des mineurs ;

4° L'obligation légale d'une personne pour l'entretien d'une autre. Toutefois le montant de la pension alimentaire est fixé par les tribunaux ordinaires ;

5° Les affaires concernant les héritages et la succession à l'administration d'un legs vacant (tevliyet). Les jugements des Cadis sur ces affaires sont portés en appel devant les tribunaux ordinaires, si elles ne sont pas acceptées par toutes les parties intéressées.

Au cas où la question d'hoirie surgirait incidemment dans un autre procès, ou lorsque, dans le procès d'héritage, serait impliquée une personne non-musulmane, l'affaire est directement portée devant les tribunaux ordinaires.

De tout procès d'hoirie ou de succession à l'administration d'un legs vacant (tevliyet), la loi de la personne héritée fait foi.

L'exécution forcée de tout jugement des Cadis est du ressort des tribunaux ordinaires

CHAPITRE VI

DES EMPLOYÉS PUBLICS

Art. 94. — Sur la base de qualifications à exiger des candidats et au moyen de concours, une loi spéciale réglera tout ce qui concerne la nomination et la promotion des fonctionnaires publics ; sauf les exceptions qui seront mentionnées dans la loi, ceux qui ont offert des services personnels au pays, ayant, à capacité égale, la préférence.

La même loi réglera ce qui concerne la révocation et la transmutation des employés,

Art. 95. — En cas d'insolvabilité des employés, l'Etat est responsable envers les particuliers de tout dommage qui leur aurait été causé par suite de la négligence, de l'abus de pouvoir ou des erreurs de ces employés.

Une loi spéciale règlera les cas et l'étendue de ces responsabilités.

CHAPITRE VII

DE L'ADMINISTRATION

Art. 96. — Chaque département constitue une personne légale.

Il sera institué dans chaque département un Conseil départemental, qui discutera et statuera sur les besoins particuliers du département et sur tout ce qui contribue à sa prospérité.

Les Conseils départementaux disposeront des ressources qui leur seront allouées par voie législative, pour répondre aux besoins particuliers des départements. Ils auront le droit d'établir des surtaxes pour des buts spécialement désignés, dans des limites fixées par la loi.

Il en sera de même des communes.

CHAPITRE VIII

DE LA LOI MARTIALE

Art. 97. — La loi martiale est proclamée dans les cas suivants :

1° Lorsque les habitants s'opposent à l'exécution d'une loi, d'une ordonnance princière rendue dans les formes, ou d'un règlement ;

2° En cas d'un mouvement armé ou de troubles graves si

les organes ordinaires du pouvoir se trouvent dans l'impossibilité de rétablir l'ordre.

Art. 98. — L'ordonnance proclamant l'état de siège doit être motivée et publiée dans toutes les communes où il doit être appliqué, pour avoir force légale.

Art. — 99. La loi martiale est levée aussitôt que la cause qui l'a rendue nécessaire a cessé.

Art. 100. — Les effets de la proclamation de la loi martiale seront déterminés par une loi spéciale.

CHAPITRE IX

DE LA RÉVISION

Art. 101. — Les dispositions de la présente Constitution sont sujettes à révision après cinq ans, si la Chambre, en session ordinaire, et à la majorité des deux tiers de ses membres électifs, a demandé cette révision par un acte spécial, précisant les dispositions à réviser.

Art. 102. — La révision une fois décidée, conformément à l'article précédent, la Chambre est dissoute de droit et on doit procéder à la convocation de l'Assemblée.

Les élections pour l'Assemblée ont lieu 8 mois après la décision de révision et l'Assemblée est convoquée dans les dix mois à partir de la même époque.

Art. 103. — L'Assemblée se compose exclusivement de membres électifs, en nombre double des membres électifs de la Chambre, élus de la même manière que les députés.

Art. 104. — L'Assemblée statue sur les dispositions à réviser à la majorité absolue de tous ses membres, en se tenant dans les limites du programme établi par la Chambre dans son acte relatif à la révision.

Art. 105. — Ce programme épuisé, l'Assemblée est dissoute de plein droit.

Art. 106. — La disposition de l'art 42, relative au vote uninominal, est sujette à révision par la voie législative ordinaire, après cinq ans à partir de la promulgation de la présente Constitution.

Art. 107. — Les dispositions relatives aux membres de la Chambre nommés par le Prince peuvent être modifiées ou abolies par la majorité des membres électifs de la Chambre, si celle-ci avait pris une décision à ce sujet dans sa troisième session ordinaire, à partir de la promulgation de la présente Constitution.

CHAPITRE X

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 108. — Les biens vacoufs de n'importe quelle catégorie, dans la possession de particuliers, de corporations ou de personnes légales, deviennent des biens de possession libre, dans les mains de leurs possesseurs actuels, ou de leurs héritiers ou ayants droit.

Une loi spéciale, qui doit être promulguée dans les six mois, fixera l'indemnité à accorder à l'ayant droit pour la redevance (idjaré) ou pour les droits payés à l'Evcaf par les gérants (mutévélis).

La redevance à indemniser pour les biens dont le droit de succession n'a pas été élargi (téfsin intical) sera évaluée à 1 pour 1.000 sur la valeur de l'immeuble, mentionnée dans le dernier acte de transmission.

En attendant, le bien restera hypothéqué de préférence à toute autre hypothèque qui peut avoir été enregistrée, pour garantir le paiement de l'indemnité susmentionnée.

Ne sont pas visés par le présent article les biens vacoufs de toute catégorie dans la possession de l'Evcaf ou des gérants (mutévélis). Sont exceptés aussi les biens appartenant à des institutions pieuses, gérées par des mutévélis. Dans le cas ce-

pendant où ces biens seraient vendus par l'Evêque, en vertu d'une loi spéciale qui sera votée à cet effet, ils le seront comme des biens de possession libre.

Art. 109. — Pendant une période de huit ans à partir de la promulgation de la présente Constitution, le Prince peut, par exception, nommer aux emplois publics des musulmans crétois ayant l'aptitude et l'honnêteté requises par la loi, bien que laissant à désirer au point de vue de l'instruction scientifique et de la connaissance des lettres grecques.

Art. 110. — Pendant les deux premières années après la promulgation de la présente Constitution, le Prince est libre d'accorder ou de refuser, à son jugement, la permission exigée pour la publication des journaux et imprimés contenant des matières politiques, comme aussi de retirer la permission déjà accordée.

Art. 111. — Pendant le même laps de temps de deux années, le Prince a le droit d'expulser de l'Ile tout Crétois indigène dont la présence aura été jugée dangereuse pour l'ordre public.

Les personnes expulsées par les autorités internationales pendant l'occupation ou en vertu du présent article ne peuvent retourner dans l'Ile qu'après autorisation préalable du Prince.

Art. 112. — Pendant cette période de deux années, tout le pouvoir législatif est confié au Prince qui, dans les limites de la Constitution et sur l'avis unanime de son Conseil, préparera et mettra en exécution, par des ordonnances provisoires, toutes les lois judiciaires, administratives, financières, militaires et autres, nécessaires au fonctionnement du régime autonome. Le Prince aura le droit dans la même période de deux années et sur l'avis unanime de son Conseil :

a) De conclure toute convention relative aux travaux publics et à la communication du pays, mais sans engager les finances de l'Etat au-delà des limites des budgets ordinaires des deux premières années ;

b) De concéder, aux conditions les plus avantageuses, le droit de la fondation d'une Banque crétoise de crédit foncier, en lui

accordant au besoin le privilège de l'émission de billets de banque, qui ne peuvent avoir de cours forcé;

c) De modifier, en les augmentant au besoin, les impôts du timbre, du tabac, du tombak et des alcools, et de régler les questions relatives au monopole du sel ;

d) De fixer les droits de postes et télégraphes ;

e) D'autoriser les départements et les communes à prélever des impôts pour leurs besoins particuliers, conformément à l'article 96 ;

f) De contracter un emprunt de 4 millions de francs au plus, destiné à rembourser les avances faites par les Puissances, au cas où ce remboursement serait exigé avant la prochaine session de la Chambre, ou à combler les déficits éventuels des budgets des premières années, en donnant au besoin certains revenus publics en garantie de cet emprunt.

En dehors des impôts ci-dessus mentionnés et de ceux déjà existants, qui continueront à être perçus d'une manière uniforme dans l'Ile, jusqu'à décision contraire faite par la voie législative ordinaire, aucun autre impôt ne peut être établi ni prélevé durant les deux années ; aucune obligation ne peut être imposée à l'Etat au delà des limites du budget des deux premières années, et aucune pension ou autre subvention à titre personnel ne peut être accordée, sans avoir été votée par la Chambre.

Art. 113. — Le Prince aura le droit de régler d'un commun accord avec le Patriarcat œcuménique de Constantinople l'exercice du droit d'investiture du Métropolitain et des Evêques, conformément à l'article 31.

Art. 114. — Le pouvoir conféré au Prince par la présente Constitution est exercé par S. A. R. le Prince Georges de Grèce, actuellement Haut-Commissaire en Crète.

Article final. — La présente Constitution entre en vigueur dès le jour de sa promulgation.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

ARRIVÉE DU PRINCE GEORGES. SITUATION DE L'ÎLE AU POINT DE VUE INTERNATIONAL, TANT DANS SES RAPPORTS AVEC LA TURQUIE QU'AVEC LES AUTRES PUISSANCES. DROIT D'OCCUPATION DES PUISSANCES.

Le peuple crétois manifeste à l'arrivée du prince Georges en Crète un véritable enthousiasme. Le prince fut considéré comme le sauveur de l'île, comme celui qui apportait un gage de paix et de bonheur ; si les vœux des Crétois pour l'annexion à la Grèce n'étaient pas entièrement comblés par la solution adoptée par l'Europe, c'était du moins un pas fait vers cette annexion et un espoir de la voir se réaliser un jour. Chacun avait foi dans l'avenir et la Crète semblait enfin être sortie à tout jamais de l'ère des troubles et des révolutions.

Avant de poursuivre notre étude, et avant d'étudier les rouages de l'organisation de l'île, il convient de se demander quelle est au juste la situation de la Crète au point de vue international.

L'article Premier de la Constitution dit : « L'île de Crète, avec les îlots adjacents, constitue un Etat parfait-

tement autonome aux conditions déterminées par les quatre grandes puissances. Or, cette autonomie a des caractères spéciaux : d'un côté, la Crète est sous la suzeraineté du sultan ; d'un autre côté, elle est occupée par des détachements internationaux et le prince Georges est le délégué des puissances. Il nous semble donc qu'il y ait deux questions à envisager : une question de mi-souveraineté pour ce qui est des rapports de la Crète avec la Turquie et une question d'occupation pour ce qui est des relations avec les puissances.

Nous avons vu que, d'après l'article premier de la Constitution, l'Etat « jouit d'une autonomie complète dans les conditions établies par les quatre grandes puissances ».

Or, en remontant aux décisions relatives à l'introduction du régime actuel, on trouve deux conditions d'ordre international : 1° la suzeraineté du sultan ; 2° la sauvegarde du drapeau ottoman qui, en signe visible des droits de la Sublime Porte, doit flotter sur l'un des points fortifiés de l'île.

L'Etat crétois est donc un état mi-souverain (1), mais pour déterminer quels sont les rapports qui unissent un Etat mi-souverain à son souverain, il faut recourir aux décisions des puissances, et à la Constitution, car il y a autant de mi-souverainetés que d'Etats mi-souverains. Il est un fait certain, c'est que l'île est une prin-

(1) STREIT. La Question Crétoise au point de vue international. *Revue de Droit International publ.*, 1903, p.

cipauté (Chapitre II de la Constitution), mais, depuis la suppression de l'art. 38 de la Constitution, relatif au mode d'élection du prince, en cas de vacance du trône, il y a une lacune non comblée. Il semble, cependant, que les puissances ont en principe, reconnu au peuple crétois le droit de choisir le chef de l'Etat indépendamment de toute ingérence de la puissance suzeraine. Il est vrai, du reste, que l'Etat mi-souverain a tous les droits de l'Etat souverain, tant qu'ils n'ont pas été réduits par l'acte constitutif de la mi-souveraineté. Il faudrait donc une disposition formelle pour priver un Etat du droit de déterminer la succession au trône. Du reste, cette question ne serait soulevée que si le prince Georges venait à cesser d'exercer le pouvoir qui lui est conféré indépendamment de sa qualité de haut commissaire absolument indépendante. Le prince pourrait ne plus avoir son mandat renouvelé comme haut commissaire qu'il n'en serait pas moins prince de Crète.

La situation de la Crète est du reste, à notre avis, préférable à celle des principautés danubiennes. En effet, il est stipulé dans le traité de Paris du 30 mars 1856 et dans le traité de Berlin du 13 juillet 1878 pour la Bulgarie « que le prince serait élu par la population et confirmé par la Sublime Porte avec l'assentiment des puissances ». En outre, l'Etat crétois n'est pas tributaire de la Sublime Porte, comme c'était le cas pour la Moldavie et la Valachie, ainsi que pour la Bulgarie (c'est encore le cas pour l'Egypte). Il fut bien parlé d'un tribut

dans les arrangements antérieurs qui devait être payé au Trésor ottoman, mais, lors de l'arrangement définitif actuellement en vigueur, des considérations tenant aux conditions financières de l'île ont persuadé les puissances qu'il ne serait pas équitable de charger le nouvel Etat d'une obligation que les ressources de la Crète ruinée par les révolutions n'auraient pu supporter. A ce sujet, un mémoire fut soumis aux amiraux par le président de l'Assemblée crétoise où il relate la situation précaire de l'île minée par les troubles et la situation difficile des musulmans obligés d'abandonner perpétuellement leurs demeures. En outre, des dépenses allaient être occasionnées par la création de la gendarmerie, par les intérêts à payer pour l'emprunt, par l'organisation de la justice et par les Travaux publics. Dans ces conditions, un tribut eut été une trop lourde charge.

La situation de la Crète est encore particulière en ce qui concerne le droit de battre monnaie. Tandis que la question s'était posée pour la Bulgarie, lorsque le prince Ferdinand avait voulu frapper monnaie, la question ne se posait pas pour la Crète à qui ce droit a été reconnu (Art. 30). Il est également donné au prince Georges le droit de conférer des décorations, des ordres nationaux.

L'île possède un régime douanier absolument indépendant de celui de la Turquie, malgré, du reste, les protestations de celle-ci. La Crète a encore le droit de signer avec d'autres puissances, y compris l'Empire ottoman, des conventions de commerce et de navigation.

Cependant, en sa qualité d'Etat mi-souverain, la Crète ne pourrait conclure des traités d'ordre politique en tant qu'ils pourraient porter atteinte à la suzeraineté. La Crète, usant de ses droits, a adhéré à l'Union Postale (1).

En ce qui concerne les traités existant entre la Turquie et les puissances, ils demeurent en vigueur vis-à-vis de la Crète, tant qu'un article spécial ne les aura pas modifiés ou remplacés. C'est, du reste, la solution qui est adoptée par les Etats allant de la mi-souveraineté à la pleine souveraineté. Il faut excepter cependant les traités qui pourraient entraîner des obligations qui n'ont pas été imposées par l'acte constitutif de mi-souveraineté. En ce qui concerne la continuation des capitulations, ce principe a été formellement reconnu par la Crète. Le gouvernement crétois a soumis au Corps consulaire de la Canée des propositions de modifications, l'adhésion des puissances ayant été obtenue, la matière fut réglée par un décret du prince Georges du 20 octobre 1900, reconnaissant l'application des capitulations avec quelques modifications.

La Crète a le droit de légation actif et passif, puisqu'on lui reconnaît le droit de conclure des traités. La Bulgarie a, elle aussi, des représentants quoique d'ordre inférieur ; le droit de suzeraineté n'impose, en effet, au vassal que des devoirs personnels, mais n'affecte pas la souveraineté de l'Etat fondataire. Pour ce qui est des consuls en Crète, qui avaient reçu leur exequatur de la

(1) Traité de Washington, 15 juin 1899.

Sublime Porte, ils conservent la validité de leur exéquatour sous le nouveau régime. Maintenant, l'exéquatour est accordé par le gouvernement crétois. La question du droit de guerre actif et passif se pose également, comme pour tous les Etats mi-souverains, Rolin-Jaequemyns (1) l'a résolue affirmativement pour la Bulgarie. Cependant la majorité des auteurs se prononcent pour la négative. Quelle opinion devons-nous adopter pour la Crète ? D'après l'art. 3, « la défense du pays et le maintien de l'ordre intérieur sont confiés à un corps de milices et de gendarmerie indigènes » et, d'après les articles 30 et 31, « le prince qui représente l'Etat crétois est le chef suprême des forces militaires du pays. Les forces militaires ne sont pas limitées et elles ont pour but la défense du pays. Il nous paraît donc certain que l'Etat crétois a le droit de déclarer la guerre, si la défense du pays le lui imposait.

Il existe un indigénat crétois séparé de celui de l'Empire ottoman (Art. 6). La Constitution a, en outre, reconnu au pays le droit de modifier son acte constitutionnel. Le pouvoir législatif est exercé par le prince avec la coopération de la Chambre. La principauté a son sceau et ses armes. La justice est rendue au nom du prince. L'Etat crétois jouit de la souveraineté intérieure la plus complète. La Crète, vis-à-vis des autres puissances a à supporter certaines charges. Telles sont : la liberté des

(1) ROLIN-JAEQUEMYS. *Revue de Droit International et de Législation Comparées*, 1886, t. XVIII.

cultes, la reconnaissance de la religion musulmane et l'égalité politique de tous les sujets sans distinction de race.

Enfin, un deuxième principe a été appliqué à la Crète : celui qui veut qu'un Etat formé par la séparation d'un autre Etat supporte une partie de la dette. La convention du 12/25 août 1901 entre le gouvernement crétois et la Dette publique n'aboutit pas, il est vrai, entièrement. Le taux des intérêts que devait produire la créance de 1.500.000 francs reconnue en faveur de la Dette publique ne fut résolue que suivant un compromis des deux parties par l'arbitrage des quatre puissances à Constantinople. Entre autres, le monopole du sel fut donné à la Dette ottomane.

Telle est, à notre avis, la situation de la Crète vis-à-vis de la Turquie ; il nous reste maintenant à envisager sa situation vis-à-vis des puissances et à étudier en vertu de quels principes et pour quelles raisons l'Europe s'est reconnu le droit d'intervenir en Crète et de l'occuper. Nous allons exposer la théorie de l'intervention en droit public, citer les cas où elle est permise et les comparer avec celui de la Crète.

Qu'entend-on par intervention ? On entend par intervention le fait de la part d'un Etat de s'immiscer de sa propre autorité dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre, de manière à lui imposer, soit la solution d'une difficulté particulière, soit une ligne de conduite déterminée à propos d'une ou de plusieurs questions.

L'intervention semble donc incompatible avec la souveraineté des Etats, car elle tend directement à subordonner l'indépendance des uns au bon vouloir des autres. Les auteurs sont absolument divisés sur cette question, il y a à peu près autant d'opinions que d'auteurs, surtout lorsqu'il s'agit de déterminer les cas où l'intervention est permise et ceux où elle est défendue. Cependant la majorité des auteurs déclare que la non intervention est de règle, elle est commandée par le respect de la souveraineté des Etats, à laquelle on ne peut déroger que très exceptionnellement, quand la nécessité de conservation des autres Etats le commande. Comme le disait Kant : « Aucun Etat ne doit s'immiscer de force dans la Constitution et le gouvernement d'un autre Etat. » Or, cette manière de voir a été officiellement approuvée dans différents pays, par exemple dans le discours de la Couronne, devant le Parlement anglais, le 5 février 1861, à propos des événements d'Italie et dans celui du roi de Prusse, le 14 février 1870.

Pour nous, le droit d'intervention n'existe pas en soi, car ce serait nier le droit incontestable de souveraineté qui est l'élément même de l'existence des Etats.

Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'en vertu du droit de conservation, chaque pays peut mettre obstacle aux actes accomplis par une autre souveraineté, qui constituent une atteinte à ses droits et à sa sécurité.

En agissant ainsi, il peut se trouver amené à intervenir dans les affaires intérieures et extérieures d'un autre

Etat. Ce droit d'intervention ne peut donc être invoqué que dans des circonstances exceptionnelles et dans la mesure stricte de la sauvegarde de l'Etat qui veut s'en servir. C'est simplement à défaut d'autorité judiciaire supérieure et à l'impossibilité d'obtenir justice autrement que par soi-même qu'il faut attribuer le droit à un Etat de prévenir les actes accomplis par une souveraineté dans les limites de son indépendance, dans des conditions telles qu'il peut violer le droit d'un autre Etat. Aussi ne faut-il pas dire, lorsqu'un Etat intervient, qu'il use d'un droit spécial, mais seulement d'un droit général de défense et de conservation sous la forme d'une atteinte nécessaire portée à la souveraineté d'un pays dont il a à se plaindre.

Mais, avant d'aller plus loin, il convient de déterminer exactement les cas dans lesquels un Etat est considéré comme étant intervenu, de façon à ne pas les confondre, avec les simples attaques et mesures d'hostilités. Il faut, pour qu'il y ait intervention proprement dite, qu'un Etat impose sa volonté à un autre, même par menace de recours à la force si c'est nécessaire. Aussi ne faut-il pas voir une intervention dans une offre de médiation ou de conseil faite à un Etat, qui est toujours libre de la refuser, ni dans les mesures d'armement et de précautions ayant pour but d'arrêter les conséquences d'un acte accompli ou annoncé par un autre pays, ce que M. Thiers appela en 1840 l'attitude de la paix armée, car on prétend ici combattre éventuellement les entreprises d'un

Etat sans vouloir lui imposer une conduite différente de celle qu'il suit. Il en est de même pour l'alliance ou la coalition. Ce sont là des mesures d'exercice de souveraineté individuelle de chaque Etat.

On peut dire qu'il y a intervention seulement dans le cas d'immixtion dans les affaires intérieures d'un Etat. Il faut qu'il y ait défense, appuyée par la menace du recours à la force, faite à un Etat d'user librement de son initiative souveraine, pour constituer une intervention. Mais il importe peu que la question à propos de laquelle on intervient concerne la politique intérieure ou extérieure. Il y a aussi bien intervention quand on défend à un pays de s'allier avec un autre que lorsqu'on lui commande de respecter son ancienne constitution ou d'accorder la liberté du culte à tous ses nationaux.

Il faut, en second lieu, pour qu'il y ait intervention, que l'on attente à l'indépendance d'une véritable souveraineté. Il n'y a pas intervention quand la souveraineté de l'Etat auquel un autre veut imposer sa souveraineté n'existe plus vis-à-vis de lui, ou quand l'Etat qui s'immisce ne fait que répondre à l'appel librement consenti par cet Etat. Ainsi, il n'y a pas d'intervention quand, dans un Etat fédéral ou dans une Confédération, le pouvoir central s'immisce dans les affaires intérieures ou extérieures de l'un des Etats. Il n'y a pas d'intervention non plus lorsqu'un Etat a soumis à l'approbation d'un autre sa politique intérieure ou extérieure, ce qui arrive pour les Etats protégés ; ni quand l'immixtion d'un Etat

étranger a été stipulée par traité à propos du cas où elle se manifeste, par exemple, quand elle est provoquée par la sauvegarde de la neutralité dont cet Etat s'est porté garant ; ni enfin quand l'immixtion dans les affaires d'un Etat est provoquée par ce dernier. A ce sujet, on a discuté pour savoir si le secours donné à la Grèce en 1827 et à la Belgique en 1830 constitue ou non une intervention. C'est, à notre avis, une intervention parce qu'on a imposé par la force à un pays la reconnaissance de l'indépendance d'insurgés. Ce n'est pas, au contraire, intervenir que reconnaître comme Etat souverain un pays insurgé, ou attribuer le caractère de belligérant à ses habitants qui combattent pour l'indépendance ; on constate simplement des résultats auxquels on est resté étranger et qui se sont accomplis en dehors de toute immixtion.

Il s'agit maintenant d'étudier dans quels cas on peut intervenir en général.

Une intervention pourra être provoquée par l'immixtion injustifiée d'un pays dans les affaires d'un Etat dont on veut sauvegarder l'indépendance ; c'est un acte de solidarité internationale et souvent d'intérêt bien entendu pour éviter les abus dont on pourrait souffrir plus tard. En 1826, l'Angleterre intervint en Portugal pour arrêter l'intervention de l'Espagne. En 1831, la France occupa Ancône pour paralyser l'effet de l'intervention autrichienne dans les Etats pontificaux.

On intervient aussi pour arrêter une guerre qui me-

nace la sécurité des autres Etats, soit en conduisant à une rupture de l'équilibre, soit en maintenant une situation troublée qui peut nuire à la paix des autres Etats. Cette raison fut invoquée pour justifier l'intervention des puissances dans la lutte de l'indépendance grecque et celle de la Russie dans les combats des populations slaves des Balkans contre la Turquie en 1877-1878. Mais, nous le répétons, il faut que la sécurité de l'Etat intervenant soit sérieusement menacée, sans cela, le moindre trouble serait une cause d'intervention et un droit pour les plus forts d'écraser les plus faibles.

Les troubles et les révolutions peuvent, quand ils menacent les Etats voisins, justifier l'armement et toutes les précautions possibles ; mais il nous paraît difficile d'admettre l'intervention, car alors, c'est la négation de la liberté des peuples. C'est ce qui se passa au moment où la Pentarchie, pour maintenir les monarques contre les mouvements révolutionnaires, s'avisa de contrôler les agissements du peuple. Cette intervention serait, du reste, illusoire, car les populations soumises par la force reprendraient bien vite leur indépendance. On ne saurait justifier de même le soutien donné à un parti révolutionnaire, même dans le cas où une population lutterait contre son souverain dont la conduite serait blâmable, ce qui se passa au Congrès de Paris en 1856, où la France et l'Angleterre s'occupèrent des abus de pouvoir du roi des Deux-Siciles. Les ambassadeurs furent rapelés, et des navires de guerre furent envoyés pour pro-

léger les nationaux. La Russie protesta contre cette intervention. L'intervention même contre un gouvernement qui, dans l'exercice de sa souveraineté interne, viole les lois de l'humanité, ne peut pas être admise non plus, sous peine de donner lieu à tous les abus. Ce serait la violation flagrante de l'indépendance absolue des Etats.

Souvent, l'intervention est provoquée par la défense des nationaux dont les droits sont violés à l'étranger, chaque Etat a évidemment le droit et le devoir de protéger ses nationaux en pareille circonstance, et, si ses réclamations ne sont pas écoutées, il peut recourir à des mesures énergiques, telles que les représailles et la déclaration des hostilités. Mais ce n'est pas là une intervention, il faudrait que l'Etat contraigne l'autre à modifier sa législation, ou son organisation administrative, de manière à donner satisfaction aux nationaux étrangers de son territoire. Ainsi l'action combinée de la France avec l'Angleterre et l'Espagne, dans le Rio de la Plata, de 1838 à 1850, et au Mexique de 1861 à 1863, n'était qu'une mesure de coercition pour sauvegarder les droits de leurs nationaux et obtenir réparation des dommages qu'ils avaient soufferts. La France seule intervint en prenant parti au Mexique contre le gouvernement de Juarez, et en voulant imposer le gouvernement de Maximilien d'Autriche.

On intervient aussi, pour protéger les nationaux en qualité de créanciers d'un Etat étranger, soit que, par

l'effet d'un contrat, ils soient devenus créanciers de l'Etat si l'Etat débiteur ne respectait pas ses engagements ; soit qu'ils aient souscrit à un emprunt d'Etat, si celui-ci commettait à leur égard des spoliations ou dénis de justice. Tel serait le cas où l'Etat les dépouillerait du gage qui leur a été donné en garantie, au cas seulement où il s'agirait d'un gage spécial. Sans cela, les créanciers n'ont fait que courir l'aléa de toute opération financière. Cependant, quand un Etat fait banqueroute, les Puissances intéressées organisent parfois un contrôle de sa gestion financière par une immixtion directe dans son administration intérieure, et c'est là une intervention des plus caractérisées. Ainsi le Bey de Tunis dut accepter le contrôle de la France, de l'Angleterre et de l'Italie en 1869. Nous étudierons plus loin le contrôle exercé en Grèce.

On ne saurait admettre l'intervention lorsqu'il s'agit de défendre des corréligionnaires opprimés par l'intolérance d'un gouvernement étranger, car le simple lien de religion ne peut autoriser l'immixtion dans les affaires intérieures d'un pays, au point de vue confessionnel. Du reste, chaque fois que ce genre d'intervention fut pratiquée, il n'a servi qu'à créer des difficultés internationales, comme en Turquie. Il en serait de même pour l'intervention consistant à empêcher la modification d'un régime constitutionnel pouvant nuire à un autre gouvernement ; ce serait là encore une atteinte au droit de souveraineté des nations : on pourrait plus facilement admettre une intervention consistant à empêcher la modi-

fication d'un régime constitutionnel pouvant nuire à un autre gouvernement ; ce serait là encore une atteinte au droit de souveraineté des nations ; on pourrait plus facilement admettre une intervention consistant à écarter un danger provenant soit d'associations anarchistes, soit de toute autre manœuvre tolérée par un gouvernement et là encore, on doit se montrer des plus réservé.

Ceci posé, et après avoir énuméré les différents cas où l'intervention peut être ou n'être pas admise, il convient de se demander comment on intervient en fait. Ceci peut se faire de quatre manières différentes, soit d'une façon officieuse ou diplomatique, qui se manifeste par des observations présentées sans publicité, soit d'une façon officielle, diplomatique également, mais par des actes rendus publics, soit d'une façon pacifique sous la forme d'un arrangement, et qui se réalise par des conférences internationales ou des congrès, soit enfin d'une façon plus radicale, par les armes.

L'intervention fut pratiquée dans la plus haute antiquité, mais ce serait nous éloigner de notre sujet, et ce serait, du reste, une tâche au-dessus de nos forces, que de vouloir retracer les principaux cas d'intervention ; nous ne citerons que pour mémoire les interventions du moyen-âge ayant pour motif le principe même des Etats, la féodalité ; le suzerain s'immisce dans les affaires de son vassal de droit. Nous noterons au passage, la double intervention, à l'époque de la Révolution, intervention de la part des puissances dans le manifeste de Bruns-

wick du 23 juillet 1792, auquel la Convention répondit par le décret du 19 novembre 1792, appel à l'insurrection adressé à tous les peuples avec promesse d'intervention à leur profit.

Nous passerons également rapidement sur les interventions plus récentes et surtout plus répétées de l'Europe en Orient. Le traité de 1774 de Koutschouk Kaïnardgi, entre la Turquie et la Russie, attribua à cette dernière la protection de la religion chrétienne et de ses églises. La convention de Londres, du 6 juillet 1827, où l'Europe intervint après l'insurrection de Grèce, réprimée par les Turcs ; elle invoquait l'appel de la nation grecque, la nécessité de mettre fin à la lutte qui risquait de troubler la sécurité des puissances chrétiennes. La Turquie n'ayant pas accepté la médiation des puissances, celles-ci, dans la bataille de Navarin, détruisirent la flotte turco-égyptienne. En 1840, notons encore l'intervention de l'Europe en faveur de la Turquie menacée par le gouverneur de l'Egypte, Méhémet-Ali, qui, n'étant alors qu'une province turque, n'avait pas de souveraineté et n'aurait dû être considérée que comme une partie de la nation se révoltant contre son gouvernement. Le traité de Unkiar Skelessi en 1833, la termina. C'est à ce sujet qu'on déclara que toutes les questions d'Orient sont des questions « d'intérêt européen » et l'on posa le principe de la tutelle de l'Europe chrétienne sur la Turquie.

Nous ne saurions passer sous silence le traité du 30

mars 1856, où les puissances, tout en s'abstenant de l'immixtion dans les affaires intérieures de la Turquie, s'engagent obligatoirement à soumettre les différends qu'elles auraient avec elle à la médiation des autres puissances signataires. Tous les conflits avec l'Empire ottoman sont réputés d'intérêt européen et soumis à l'appréciation des Etats qui ont conclu le traité de 1856.

Enfin, nous terminerons cette brève énumération des principaux cas d'intervention par le rappel du traité de Berlin du 13 juillet 1878, qui a pour but, d'une part, d'établir l'équilibre européen en restreignant l'action prépondérante de la Russie, et, d'autre part, de conduire la Turquie dans la voie des réformes. Après cette théorie et ces quelques exemples, il nous faut maintenant expliquer l'intervention en Crète et voir si nous la pouvons comparer à une autre déjà existante.

Suivant le même processus que nous avons employé pour établir la théorie de l'intervention, nous nous posons d'abord cette question : Y a-t-il eu, depuis 1899, véritablement intervention en Crète de la part des puissances ? Puisque nous avons dit que l'intervention consistait pour nous, avant tout, à s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays, on peut affirmer que jamais peut-être il n'y eut intervention aussi caractérisée. En effet, il faut bien distinguer les agissements des puissances depuis 1897 jusqu'à nos jours des agissements antérieurs. En effet, nous avons bien noté dans notre histoire toutes les interventions successives qui ont eu lieu et, sans aller au-delà du xix^e siècle, nous en relevons de

fréquentes et de nombreuses. Tant en 1830 qu'en 1858, 1868, 1878 et 1896, l'Europe intervint, mais d'une façon, on peut le dire, presque classique. Les puissances, en vertu de ce droit qu'elles se sont arrogé, de mettre la Turquie sous la tutelle de l'Europe, interviennent dans toutes les affaires d'Orient pour deux motifs : l'un avouable, qui est de maintenir l'ordre et de protéger les Européens, l'autre plus égoïste, qui fait qu'une nation n'hésite pas à envoyer des troupes simplement pour empêcher une autre nation de prendre une influence trop grande. En 1897, l'intervention revêt un caractère plus complexe. L'île de Crète est sous la domination de la Turquie. Elle fait donc partie d'un Etat et en s'immixtant dans les affaires de Crète, l'Europe s'immisce dans les affaires de Turquie. Quelles raisons invoquent les puissances pour intervenir ? Simplement que la Porte n'ayant pas accompli les réformes promises et ayant ainsi mécontenté les Crétois, ceux-ci se sont révoltés et, de ce fait, l'ordre a été troublé. Mais, nous l'avons vu, nous ne pouvons admettre l'intervention ayant pour but de soutenir des sujets rebelles contre leur gouvernement. Aussi les puissances remontent au principe qu'elles ont fixé elles-mêmes de leur propre autorité en 1833, disant que toutes les affaires d'Orient sont d'intérêt européen. Et elles prétendent que l'ordre troublé en Crète par la faute de la Turquie, et la protection des musulmans méritent leur intervention. Mais, fatigués sans doute par un siècle de révolutions perpétuelles, elles entendent

douer la Crète d'un régime stable et elles considèrent que la Porte est incapable, à elle seule, de satisfaire aux exigences de l'Europe. Les puissances envoient des troupes et occupent l'île, elles créent des commissions et tout cela aboutit à la constitution de 1899.

Jusqu'ici, nous ne trouvons rien de bien particulier à ce qui s'est maintes fois passé, mais où la question devient bien particulière, c'est qu'une fois cette constitution donnée à la Crète, les puissances ne se retirent pas. Elles occupent l'île de la façon suivante : le prince Georges est nommé H. C. représentant des puissances, bien que la Crète soit, comme nous l'avons étudié, douée d'une autonomie sous la suzeraineté du sultan et ait, par conséquent une véritable souveraineté. Les puissances, en outre, maintiennent des consuls avec des pouvoirs spéciaux et des troupes internationales résident dans l'île qui est divisée en secteurs. N'est-ce pas là une situation tout à fait spéciale ?

Le prince Georges, disons-nous, est H. C., nommé pour trois ans avec faculté d'avoir son mandat prolongé ; il est bien représentant des puissances, puisque nous le verrons aller fréquemment en Europe exposer les doléances de ses sujets.

En dehors de leur rôle purement consulaire, les consuls généraux ont à servir d'intermédiaire entre le H. C. et son gouvernement, d'une part, et leur propre gouvernement d'autre part. Ils surveillent les communications entre les uns et les autres. Comme représentants de leur

gouvernement, c'est à eux qu'incombe la protection des musulmans stipulée par les engagements internationaux et la proclamation des amiraux. En effet, c'est le plus sérieux motif d'intervention des puissances.

En décembre 1897, dans les bases du statut organique de la Crète, les garanties à donner aux musulmans comprenaient (1) : 1° réintégration des musulmans de l'île dans leurs biens ; 2° adoption à leur égard des mesures de protection contre les violences ; 3° disposition de nature à assurer, de la part de tous les services publics, l'impartialité nécessaire à la sauvegarde des biens et des droits de tous les Crétois. De même, en septembre 1898 (2), les amiraux s'engagent à protéger les musulmans ; les amiraux déclarèrent que, sans le concours des troupes turques, ils s'engagent à protéger les musulmans. Les amiraux estiment que leurs gouvernements peuvent s'appuyer sur cette déclaration pour exiger le retrait des troupes en fixant un court délai au-delà du soin de faire partir les troupes turques.

On le voit, l'engagement est formel et c'est peut-être la meilleure justification de l'intervention. Les consuls ont sous leurs ordres les commandants des troupes internationales, le H. C. n'ayant pas d'ordres à donner à ces troupes. Dans les secteurs propres, le commandant des troupes relève de son consul général respectif. Dans le

(1) *Livre Jaune*, décembre 1897.

(2) *Livre Jaune*, page 167, n° 215.

secteur international, le commandant supérieur des troupes internationales relève de la réunion consulaire.

En outre, il est évidemment du devoir des consuls généraux, s'il se produit dans la marche du gouvernement crétois des abus ou des intrigues de nature à compromettre gravement l'ordre public ou à préparer des attentats aux statuts crétois, d'en rendre compte à leurs gouvernements après en avoir délibéré entre eux.

En dehors de la réunion des quatre consuls généraux des puissances protectrices qui fonctionne pour les questions mettant en jeu le rôle de ces puissances comme puissances protectrices, le groupe entier des consuls, comprenant les représentants des six grandes puissances se réunit et fonctionne pour les affaires intéressant ces puissances, par exemple pour les questions des indemnités et de la surtaxe et toutes questions touchant au régime des capitulations, au commerce, à la navigation et à la protection des ressortissants étrangers en Crète.

Enfin, les puissances ont en Crète des troupes internationales réparties en secteurs. Or, il faut noter que l'île est en pleine paix, ce n'est donc pas une occupation armée en cas de guerre qui s'explique facilement, même si elle est prolongée après la paix, comme cela se passa pour la France en 1870 ; mais ici, le cas n'est pas le même il n'y a pas eu guerre, l'occupant n'exerce pas sa souveraineté et l'occupé n'est nullement dans l'impossibilité d'exercer la sienne, comme l'exige l'occupation armée. Nous ne pouvons guère comparer la situation de la Crète

à ce point de vue qu'à celle autrefois existante à Ancône, en 1831, où Casimir Périer fit occuper la ville jusqu'en 1839, pour faire la contre-partie du jeu de l'Autriche qui occupait Bologne.

Résumons-nous : l'île de Crète est dans une situation spéciale au point de vue international. Son sort, réglé par les puissances qui, se crurent le droit de le faire pour assurer la paix en Orient et protéger les musulmans, est le suivant.

L'île est un Etat mi-souverain par rapport à la Turquie, et, par rapport aux quatre grandes puissances, elle est dans un état spécial qui se résume par un gouverneur agent des puissances, par le rôle étendu des consuls et par la garnison de troupes internationales.

CHAPITRE II

L'ILE SOUS L'OCCUPATION INTERNATIONALE AU POINT DE VUE MILITAIRE, ADMINISTRATIF, FINANCIER ET COMMERCIAL

Après avoir étudié la situation de la Crète au point de vue international, il nous faut analyser les effets produits dans l'intérieur de l'île par cette situation et montrer quelle est la vie de ce pays depuis le nouveau régime qui lui a été donné.

§ 1^{er}. — Organisation militaire

Le 8 avril 1898, les amiraux décidèrent de confier à chacune des quatre grandes puissances la protection d'une province. Les Français eurent mission de protéger la province de l'Assithi, les Anglais celle de Candie, les Russes celle de Réthymo, les Italiens celle de la Canée. Toutefois, la presqu'île de Akrotiri et toute la partie de l'île de Crète qui s'étend au sud des baies de la Sude et de la Canée, jusqu'au premier cirque de montagnes, restèrent sous la protection de toutes les puissances et constituèrent la zone internationale. Cette organisation a été

maintenue et l'île comprend encore cinq secteurs : secteur international, secteur de la Canée, secteur de Réthymo, secteur de Candie, secteur de Lassithi.

Pendant la présence des troupes ottomanes, la mission des troupes internationales dans chaque secteur se borna à empêcher les conflits entre chrétiens et musulmans.

Après le départ des troupes et des autorités turques, les commandants de secteurs concentrèrent entre leurs mains l'administration complète de leurs zones territoriales. Ce régime provisoire prit fin à l'arrivée du prince Georges (décembre 1898), et fit place au régime ottoman actuellement en vigueur. Dès ce jour, le rôle des troupes internationales dans chaque secteur se borna au maintien de l'ordre. L'arrivée du nouveau H. C., M. Zaïmis, et la création de la milice crétoise appelée à remplacer les troupes internationales n'ont pas modifié le rôle de ces dernières. Elles doivent assurer la tranquillité publique, la protection des musulmans, et, d'une manière générale, sont à la disposition des consuls généraux des puissances protectrices. Ceux-ci, en effet, ont, comme représentants de leurs gouvernements, à assurer la protection des musulmans, dûe en vertu des engagements internationaux et de la proclamation des animaux. Dans les secteurs propres, le commandant des troupes relève de son consul général respectif ; dans le secteur international, le commandant supérieur des troupes internationales relève de la réunion consulaire.

Les secteurs sont indépendants les uns des autres. Chaque puissance exerce dans son secteur l'action qui

lui convient, l'occupe avec ses troupes, ou l'évacue sur sa seule initiative. Cette organisation n'a donné lieu, hâtons-nous de le dire, à aucune difficulté. Les relations entre commandants de secteurs sont des plus courtoises, et l'on n'a pas eu à signaler le moindre froissement d'uniforme.

Le secteur italien est, du reste, complètement évacué et le secteur français n'est occupé que par une section. Les troupes des diverses puissances sont concentrées à la Canée, à Réthymo et à Candie de la façon suivante : à la Canée se trouve un bataillon français moins une section casernée à Sitia^e; un bataillon italien, une compagnie anglaise, 2 compagnies russes. A Réthymo, se trouve la portion principale d'un régiment russe composé de 5 compagnies et à Candie la portion principale d'un bataillon anglais composé également de 5 compagnies.

Les troupes du secteur international sont sous les ordres d'un commandant supérieur agréé par les quatre puissances protectrices et ayant vis-à-vis d'elles la responsabilité des mesures militaires à prendre en cas de troubles. Il dispose aussi de la gendarmerie internationale. En cas d'insurrection, il aurait sous ses ordres les troupes crétoises.

Nous n'insisterons donc pas plus sur ce qui est des troupes internationales dont la présence est suffisamment expliquée par la condition même de l'île. Le point le plus intéressant, à notre point de vue, est l'organisation et le fonctionnement de la gendarmerie crétoise,

Depuis le mois de juin 1899, les carabiniers italiens ont la direction de la gendarmerie crétoise. Nous ne ferons que leur rendre justice, en disant que, grâce à leur activité et à leur savoir, ils ont mis cette troupe sur un excellent pied, au point de vue du commandement et de la discipline. Le seul reproche que l'on puisse leur adresser est d'avoir voulu trop bien faire et d'avoir essayé de cumuler un trop grand nombre de services : police judiciaire, police de sûreté, prisons, forêts, douanes, autant de services différents qui sont tous sous le commandement du commandant de la gendarmerie, ce qui l'oblige à employer ses hommes à des fonctions vraiment trop différentes les unes des autres pour qu'il ne s'en suive pas quelques tiraillements.

Et cependant, le recrutement de la gendarmerie devient difficile, il faut en chercher plus loin la cause. Bien qu'il soit des plus compliqués de démêler les motifs qui font agir les individus, motifs variant à l'infini suivant les mœurs et les coutumes des peuples, nous croyons pouvoir dire que deux reproches sont adressés au corps de gendarmerie par la population crétoise.

D'abord, la règle un peu sévère et un peu inexplicable, interdisant de se marier, tandis que, dans le pays l'indigène est marié à 20 ans. Ensuite, le mécontentement créé par l'attitude des gradés subalternes du corps des carabiniers italiens. On leur reproche leur arrogance et leurs manières autoritaires, qui rappellent chez ce

peuple avide de liberté, les anciens souvenirs de la domination vénitienne.

Sont-ce les seules raisons ? Toujours est-il qu'en 1902, sur 600 hommes ayant terminé leur engagement, 482 se sont fait libérer.

Après ces considérations d'ordre un peu général, abordons le fonctionnement et l'organisation même de la gendarmerie.

L'effectif est de 1 capitaine italien, commandant la légion, 1 lieutenant italien adjudant-major, 5 lieutenants italiens commandants de compagnies ; 1 commissaire de la marine grecque comptable ; 82 chefs de brigade italiens, 11 maréchaux des logis crétois, 207 brigadiers et vice-brigadiers crétois, 862 gendarmes, dont 42 à cheval, 32 musiciens et 16 trompettes, répartis en 5 compagnies commandées par les lieutenants italiens. Notons enfin 15 sections commandées par les chefs de brigade italiens et 100 postes commandés par les chefs de brigade italiens ou crétois.

Mais nous avons vu que les services de la gendarmerie étaient multiples, aussi il est distrait de cet effectif, pour organiser les services des prisons, un gradé italien, 16 gradés crétois et 83 gendarmes crétois.

Enfin, les ports et les douanes rentrent également dans les fonctions de la gendarmerie. On détache pour ce service 3 gradés italiens, 4 gradés crétois et 28 gendarmes crétois .

Le recrutement de la gendarmerie se fait parmi les

jeunes gens de 18 à 20 ans, célibataires et ayant la taille minima de 1 m. 66.

Ils contractent un engagement de 5 ans, et, avant leur entrée en fonctions, ils accomplissent un stage de trois mois à l'école de gendarmerie de la Canée. La solde est répartie de la manière suivante : 25 francs par mois pour l'élève gendarme, 50 francs par mois pour le gendarme à pied ou à cheval ; 70 francs par mois pour le vice-brigadier, 100 francs pour le maréchal des logis. Tous subissent une retenue de 0,60 centimes par jour pour l'ordinaire et de 0,02 pour l'entretien du matériel de cuisine.

Des hautes-payes sont allouées de la façon suivante : après 3 ans de service, 3 francs par mois ; après 6 ans, 10 francs, et après 9 ans, 15 francs par mois.

Le premier engagement terminé, les gendarmes peuvent contracter de nouveaux engagements de 5 ans jusqu'à la retraite à laquelle ils ont droit après 25 ans de service. Enfin, notons pour terminer avec la solde, que la masse individuelle est gérée comme en France. La première mise est de 100 francs et les retenues mensuelles de 10 0/0 de la solde. Les cavaliers doivent acheter eux-mêmes leurs chevaux.

Le règlement sur le service spécial et les manœuvres est celui de la gendarmerie crétoise légèrement modifié, quant aux règlements de manœuvre, on emploie ceux de l'infanterie française. Les gendarmes sont armés de fusils français, modèle 1874 et les cavaliers de la carabine modèle 1874 et du sabre russe à fourreau en cuir.

Avant d'en arriver aux modifications apportées, à la fin de 1907, à la gendarmerie, notons une caractéristique du fait déjà signalé précédemment, à savoir : la mauvaise impression produite par les gradés italiens sur la population. Le gouvernement crétois refuse (ceci se passa en 1902) de voter les fonds pour payer les indemnités aux officiers et gradés italiens employés à la gendarmerie. On voudrait réduire l'effectif à 4 officiers et 10 chefs de brigade ; le capitaine italien s'est insurgé contre cette mesure ; malgré tout, on sait que l'idée du gouvernement est de lasser les Italiens pour amener leur départ, espérant qu'alors, on nommerait des officiers indigènes tout en donnant le commandement de la gendarmerie à un seul officier européen.

Mais qui voudrait se charger d'une pareille tâche et assumer une telle responsabilité ? Si la gendarmerie crétoise marche sous le commandement italien, c'est qu'elle est entourée d'un cadre européen important ! s'il venait à disparaître, ce serait l'anarchie.

Cette organisation de la gendarmerie a été modifiée en 1907, au moment même de la création de la milice crétoise.

Nous en aurons fini avec le point de vue militaire de l'île lorsque nous aurons étudié ces deux changements importants dans l'état des forces qui assurent la défense de la Crète. Actuellement, en 1907, la gendarmerie, unique à l'origine, se divise en gendarmerie internationale et en gendarmerie crétoise. La gendarmerie internatio-

nale, tout entière à la Canée, comprend : la gendarmerie française composée de 1 lieutenant et de 5 gendarmes, la gendarmerie italienne composée de 1 lieutenant et 8 carabiniers royaux, la gendarmerie russe commandée par 1 lieutenant-colonel et 7 gendarmes.

Cette gendarmerie internationale n'est employée que pour le maintien de l'ordre dans les troupes internationales ; les gendarmeries française et russe font, en outre, le service d'escorte du H. C.

La gendarmerie crétoise, organisée à son origine par des officiers des carabiniers royaux d'Italie, est commandée par des officiers hellènes depuis la fin de 1907 et par quelques officiers crétois dont le recrutement est fait parmi les sous-officiers du corps. Elle est chargée d'assurer la police et le maintien de l'ordre dans l'île.

Recrutée uniquement par engagement volontaire, elle est commandée par un chef de bataillon et comprend 5 compagnies qui sont réparties comme il suit : 2 compagnies, l'une interne, l'autre externe, séjournant à la Canée, 1 à Réthymo, 1 à Candie et 1 à San Nicolo. Le commandant du bataillon ainsi que tous les rouages administratifs, sont à la Canée. Chaque Compagnie forme une ou plusieurs sous-compagnies. Chaque sous-compagnie forme une ou plusieurs sections, enfin, chaque section forme plusieurs brigades.

Les compagnies sont commandées par des capitaines ou lieutenants ; les sous-compagnies par des lieutenants ou sous-lieutenants ; les sections par des sous-lieutenants

ou adjudants, les brigades par des brigadiers ou vice-brigadiers. L'effectif de cette gendarmerie se compose de 37 officiers, 46 adjudants, 120 brigadiers, 86 sous-brigadiers, 946 gendarmes, dont 50 à cheval et 20 élèves-gendarmes .

Il ne nous reste plus maintenant qu'à indiquer l'organisation de la milice crétoise prévue dans la constitution.

« Elle est chargée de maintenir l'ordre et la sécurité dans l'Etat et éventuellement de remplir la mission exécutée actuellement dans l'île par les troupes internationales(1). »

La première classe de la milice a été convoquée le 1^{er} octobre 1907 ; le service est obligatoire : « Tout Crétois doit le service personnel et obligatoire depuis l'âge de 21 ans jusqu'à l'âge de 51 ans révolus. » Ce service est réparti de la façon suivante : 1 an dans la milice, 11 ans dans la réserve de la milice, 8 ans dans les gardes de l'Etat, ce qui correspond à notre armée territoriale, 10 ans dans la réserve de la garde de l'Etat. Les engagements et rengagements sont admis. La milice crétoise constitue 2 bataillons de 500 hommes chacun, qui sont sous les ordres du chef de bataillon commandant la gendarmerie crétoise. Chaque bataillon forme 4 compagnies et est commandé par un capitaine ; chaque compagnie est commandée par un lieutenant ; les pelotons le sont par des sous-lieutenants. Le premier bataillon tient garnison à Izzedin, dans la zone internationale ; le deuxième

(1) Exposé des motifs sur la création de la milice crétoise.

bataillon est à Candie. Les cadres, comprennent des officiers et des sous-officiers hellènes, ainsi que des sous-lieutenants et des sous-officiers crétois venus de la gendarmerie. L'effectif est le suivant : un commandant de régiment hellène, 2 commandants de bataillon hellènes, 8 commandants de compagnies également hellènes ; 10 commandants de pelotons hellènes et 6 Crétois, 11 officiers hellènes, à l'état-major du régiment et des bataillons, 1 médecin hellène et 2 Crétois, 53 sous-officiers hellènes et 61 Crétois et 1.000 hommes de troupes crétois. La sûreté de l'île est donc assurée par plusieurs éléments différents ; troupes et gendarmerie internationales, milice et gendarmerie crétoises, et, même dans ces troupes régionales, on sent la main des puissances qui n'ont omis nulle part d'exercer leur contrôle et leur influence quelles que soient les apparences extérieures de leurs dissensions et de leur respect de l'autonomie.

§ 2. — Organisation administrative.

Suivant le plan que nous nous sommes tracé, nous allons maintenant nous occuper de l'administration de l'île. En juin 1899, les autorités civiles, judiciaires et administratives prirent la succession des commandants des 5 secteurs militaires. Les commandants supérieurs, français, russes et italiens avaient ébauché toute une série de travaux exécutés sous la direction d'officiers, car depuis le départ des Vénitiens, en 1668, les Turcs ne s'étaient occupés de rien et les voies de communication

n'étaient nullement entretenues. Les anciennes routes pavées vénitiennes étaient devenues de véritables fondrières, aussi la tâche était-elle rude si l'on voulait mettre l'île à la hauteur des exigences de la civilisation moderne. Malheureusement, il faut bien le constater, au moment de la création de la nouvelle administration, tous les appétits se déclarèrent et il y eut une véritable curée d'emplois, tous plus grasement payés les uns que les autres et les travaux cependant si nécessaires, furent, nous le verrons, presque totalement négligés.

Les amiraux qui, avant l'arrivée du prince Georges Haut Commissaire, avaient la direction des affaires de l'île, nommèrent en décembre 1898 cinq conseillers ministres au petit pied, adjoints^e à son administration royale, qui furent chargés de l'Intérieur, des Finances, des Travaux publics, de l'Instruction publique, de la Sûreté générale avec appointements de 10.000 francs par an. Ces conseillers furent choisis parmi les avocats et les médecins qui avaient eu des relations avec les amiraux au cours de la dernière insurrection et leur avaient servi d'intermédiaires avec les insurgés. La fonction principale de ces conseillers consiste à élaborer des lois promulguées ensuite par le prince. Il convient d'ajouter, que tous les ans, en mars, 90 députés élus par le suffrage universel se réunissent pour un mois, discutent les lois faites par les conseillers et en proposent de nouvelles s'il y a lieu ; les conseillers n'ont donc pas à eux seuls la libre initiative des réformes. On créa en même temps

5 préfectures et 14 sous-préfectures, une Cour d'Assises et une Cour d'appel, 4 tribunaux de première instance et 26 justices de paix. Un ancien procureur général grec fut chargé de l'organisation des tribunaux, il s'acquitta de cette tâche d'une façon remarquable. Il fut remplacé, il y a peu de temps, par un instituteur qui continue à remplir les mêmes fonctions.

C'est donc là une autonomie des plus complètes qui a été accordée à la Crète ; aussi, convient-il de se demander quels résultats ont été obtenus. De l'avis même d'un habitant du pays, on est obligé d'avouer que l'on s'est trop pressé de donner aux Crétois la direction de leurs affaires et de leur livrer l'administration de leur pays sous le contrôle illusoire des consuls européens. Il eut été préférable que l'organisation se fût faite progressivement sous la direction des commandants de secteurs militaires, qui auraient dû être maintenue, au lieu de livrer à eux-mêmes des gens peu accoutumés à gérer des affaires publiques.

Le résultat que nous devons impartialement enregistrer, c'est que le peuple crétois, économiquement parlant, est plus malheureux que sous le régime turc. A cette époque, il y avait en Crète de 15 à 18.000 soldats vivant sur les ressources de l'île, deux gouverneurs généraux, un civil et un militaire, de nombreux états-majors et fonctionnaires de tous ordres, d'où un commerce plus important. Actuellement, le corps d'occupation ne compte que 2.000 hommes. Autrefois, les Crétois ne payaient pas

l'impôt du sang. Ils supportaient simplement les perceptions de la douane pour les marchandises importées en exportées, perceptions qui s'élevaient, sous le régime turc, à 10 ou 11 0/0. Aujourd'hui, pour subvenir aux frais de cette administration que nous avons vu créer, il a fallu augmenter les ressources budgétaires d'une façon énorme et tous ces impôts ne sont pas arrivés à améliorer le sort des malheureux dont les maisons avaient été détruites, lors des insurrections de 1897. Les 3 millions avancés par les puissances n'ont pas suffi, si même ils n'ont pas été détournés de leur emploi, à rémunérer les charges si coûteuses pour ce pays pauvre et à qui l'impôt est si lourd.

§ 3. — Organisation financière.

Le budget élaboré par la comptabilité générale est fixé en projet définitif par le conseiller pour les finances. Ce projet définitif est soumis au conseil du prince, qui statue, par acte inscrit dans les procès-verbaux sur la fixation des voies et moyens et des crédits. Le projet ainsi voté et accepté par le gouvernement est soumis à la Chambre aussitôt la convocation vers le mois d'avril de chaque période biennale.

Il est voté par la Chambre à première lecture et doit, pour avoir force de loi, être sanctionné par le prince dans les 2 mois qui suivent le vote. Le budget est bienal, il embrasse deux années consécutives ; mais les crédits et les recettes de chaque année restent distinctes et

sont votés séparément. En cas de refus par la Chambre, de voter les crédits indispensables ou bien de refus total du budget, le prince peut, par décret signé de tous les conseillers, reconduire pour deux années encore le dernier budget voté, c'est-à-dire le déclarer applicable à une nouvelle période biennale. L'année financière commence le 1^{er} septembre et se termine le 31 août. L'exercice dure 16 mois, soit 4 mois de plus que l'année financière jusqu'au 31 décembre. La date de l'ouverture de l'année a été fixée au 1^{er} septembre, parce que c'est à cette époque que commencent la récolte et la reprise des affaires, tant au point de vue de l'importation que de l'exportation.

Dans ses lignes principales, la comptabilité publique est basée sur la loi française. Les ressources du budget se montent à 3.600.000 fr. sur les bases de l'imposition actuelle. Ces ressources sont : les contributions directes proprement dites, la dîme perçue aux douanes à l'exportation ; les droits de douanes de l'importation et de l'exportation, le timbre, les taxes postales, le monopole du sel, le domaine, les droits de justice, le notariat, le droit sur les hypothèques, les rentrées sur dépenses budgétaires, enfin les ressources diverses.

Les contributions directes proprement dites comprennent : 1° la dîme sur les céréales, soit un centième par franc de céréales récoltées. Revenu annuel : 400.000 fr.

2° La dîme sur les fruits et légumes, soit 10 0/0 sur leur valeur marchande. Revenu : 50.000 francs.

3° Les patentes. Revenu : 50.000 francs.

4° Impôt sur les immeubles, soit 1 0/0 sur la valeur locative. Revenu : 18.000 francs.

5° Impôt sur les loyers, 5 0/0. Revenu : 85.500 francs, soit un total de 603.500 francs.

Dîme perçue à l'exportation aux douanes. A l'origine, cet impôt était une dîme directe sur les produits naturels récoltés dans le pays. Le gouvernement turc ayant rencontré à cause des insurrections fréquentes des difficultés de perception, a dû percevoir cette dîme à l'exportation aux douanes et laisser la consommation locale sans imposition. Cette dîme comprend des produits imposés à 13 0/0 *ad valorem* dont l'huile, les savons, les olives, les raisins secs ; des produits imposés à 11 0/0, dont les glands, le miel, la cire ; des produits imposés à 10 0/0, tels les cocons, lie de vin, amandes, caroubes, noyaux d'olives, oranges, citrons, mandarines, cédrats, enfin des produits imposés à 5 0/0, dont le vin. Le beurre et le fromage sont imposés à 10 centimes par kilo. La dîme d'exportation rapporte annuellement 190.550 francs, l'huile à elle seule, y entre pour 360.000 francs ; le savon pour 102.000 francs, les raisins secs pour 86.000 fr. et les caroubes pour 90.000 francs.

Droits de douane. — Ces droits sont fixés comme suit : à l'importation 8 0/0 *ad valorem* des marchandises importées, excepté le tabac qui paie 1 fr. 50 par kilo; il est en outre, versé à l'importation une surtaxe de 3 0/0, mais elle est affectée à l'indemnisation des pertes subies pen-

dant l'insurrection de 1896. Elle ne va pas aux ressources générales du budget.

A l'exportation, 4 0/0 *ad valorem* sur toutes marchandises exportées, même sur celles qui paient la dîme d'exportation. Ces droits rapportent les sommes annuelles suivantes : droit d'importation 920.000 francs : sur l'alcool importé, 18.000 ; sur le tabac 120.000 francs. Droit d'exportation : 75.000 francs, soit un total de 1 million 118.000 francs. Le timbre est estampillé. Il est vendu annuellement des timbres pour 200.000 francs ; les taxes postales rapportent 105.000 francs.

Le monopole du sel. — Ce produit a un double rendement : 1° l'impôt sur le sel, soit 8 centimes par kilo, dont le produit est exclusivement affecté au service de l'indemnisation de la dette publique ottomane pour les recettes de Crète qu'elle a perdues. Cette indemnité a été fixée à 1.500.000 francs ; 2° Une surtaxe de 0,07 par kilo au profit exclusif du Trésor crétois. Ces deux impôts, qui rapportent annuellement 222.000 francs, sont perçus par les agents d'une direction co-intéressée du monopole, dont le chef est nommé par la dette publique. Le domaine rapporte 60.000 francs ; les droits de justice 40.000 francs ; le notariat et les hypothèques 92.000 fr. Les rentrées sur dépenses budgétaires sont, en principal lieu, le versement du domaine ecclésiastique pour les frais du culte, 90.000 francs ; une retenue de 3 0/0 sur le traitement des employés, soit 60.000 francs.

Enfin, les ressources diverses comprenant les droits de

port, 20.000 francs ; les revenus de l'imprimerie, 10.000 francs ; les cultures de l'Etat 11.000 francs ; les arriérés sur exercice clos 100.000 francs. Divers, 3.000 francs ; le total se monte à 149.000 francs.

Tel est le bilan des recettes.

Nous allons voir quel usage il va en être fait. La première source de dépenses vient des intérêts que l'île doit servir aux puissances en raison de l'emprunt contracté par elle. Chaque année il est versé aux puissances 200.000 francs en intérêts et amortissement de l'emprunt de 4 millions qui se trouvera de cette façon finalement amorti, l'intérêt étant de 3 0/0 et l'amortissement de 2 0/0. Le versement commence à courir 6 mois à partir de l'entier versement de l'emprunt.

La somme annuelle du service de l'emprunt est prise pour 125.000 francs, aux ressources générales du budget et le solde de 75.000 francs est pris sur le remboursement que fait au gouvernement un établissement de crédit foncier fondé en plus grande partie avec des capitaux pris sur l'emprunt. Cet établissement qui fonctionne depuis le gouvernement turc, sous le nom de caisse d'utilité publique, a été institué avec des capitaux gouvernementaux. Le gouvernement actuel lui a prêté 1 million 500.000 francs sur l'emprunt des puissances et aux mêmes conditions. De cette façon, le dit établissement doit verser annuellement au gouvernement 75.000 francs pour le service d'intérêts de la somme ci-dessus. Cet établissement fait des prêts à long terme aux cultivateurs à 6 0/0 sur hypothèque foncière.

Cependant, pour ce qui est des intérêts de l'emprunt fait aux puissances, une note du 3 avril 1905, note collective remise par les puissances au prince Haut Commissaire en Crète (1) déclare que : « Les puissances protectrices seraient dès à présent disposées à accepter l'ajournement pendant 15 ans du service des intérêts dûs pour les 4 millions qu'elles ont avancés au gouvernement crétois.

Cet ajournement gracieux de la part de l'Europe est encore stipulé dans la note du 10/23 juillet 1906, où il est dit : « Ajournement jusqu'en 1911 du paiement des intérêts et de l'amortissement de l'avance des 4 millions consentie à la Crète par les puissances protectrices. »

Nous ne devons donc pas compter jusqu'ici comme une charge du budget ces intérêts qui en fait n'ont jamais été payés.

Viennent ensuite les dépenses nécessaires pour subvenir aux différents organes qui assurent la vie de la Crète. La gendarmerie italienne coûtait durant l'exercice 1901 (1^{er} septembre 1901-31 août 1902). Pour le personnel officier 85.920 francs, pour les sous-officiers 117.120 francs, soit en tout 203.040 francs. Cependant que, pour l'exercice 1902, le crédit des sous-officiers avait été limité à 23.760 francs, celui des officiers supérieurs restait intact. Cette limitation de crédit, qui entraînait une limitation du personnel des sous-officiers ita-

(1) *Livre Jaune*, page 60, n° 88.

liens de 104 à 20 seulement, avait pour cause des promotions dans la gendarmerie crétoise. Après trois années d'organisation, on ajourna ces promotions et les sous-officiers italiens furent au même effectif. De cette façon, la gendarmerie italienne continue à coûter 203.040, plus 30.000 pour le traitement des interprètes.

La gendarmerie crétoise coûte en tout 810.200 fr.; dont 606.700 francs pour frais de traitements. L'ensemble des deux gendarmeries revient donc à 1.043.340 fr., somme à laquelle on ajoute 65.000 francs pour la solde et les frais des gendarmes faisant le service des prisons ce qui monte le total à 1.108.340 francs.

La Justice coûte, y compris l'entretien et le personnel des prisons, 695.000 francs. L'Instruction publique les Cultes, les Arts 1.000.000 de francs. L'Intérieur 138.000 francs, les Douanes 178.000, les Préfectures 67.000 francs, le personnel des Travaux publics 27.000, les ports 150.000, le service de cabotage 72.000, la liste civile du Prince 200.000. Le service des Finances, administration, contrôle, comptabilité générale, caisse du Trésor 80.000 francs, l'imprimerie 35.000, l'Agriculture et les Fonds 50.000 francs, l'entretien du domaine 12.000, remboursement et non-valeurs 27.000, caisse de secours des combattants de l'insurrection 120.000, versement à la Dette publique sur produit du sel 100.000 francs.

De cet ensemble du budget de la Crète, on peut tirer

quelques considérations. Pour faire face aux dépenses, le gouvernement va être dans l'obligation d'augmenter certaines taxes sur les vins et les spiritueux très légèrement imposés, il en sera de même en ce qui concerne le vin, l'huile et les produits naturels. Mais, ces impositions sont rendues nécessaires pour pouvoir accomplir quelques travaux d'absolue nécessité. Le gouvernement a bien tenté de réaliser quelques économies en supprimant 14 sous-préfectures et en réduisant les traitements des hauts fonctionnaires. Ainsi l'évêque de la Canée ne touche plus que 500 francs par mois au lieu de 900 francs. Mais les charges, malgré tout, nous le répétons, sont énormes. Les députés touchent 10 fr par jour durant les 60 jours de la session, ce qui augmente d'autant le budget. La gendarmerie pèse très lourdement, avec 1.043.340 francs, sur un budget de 3.600.000 francs. Peut-être pourrait-on diminuer ce luxe des gendarmes, considérant que la Corse se contente d'un nombre bien inférieur.

Enfin, le budget a été encore grevé de l'indemnité due aux étrangers et aux indigènes qui ont subi des pertes dans les insurrections. Les indemnités aux étrangers ont été réglées en septembre 1906 : une somme globale de 1 million avait été réservée sur la surtaxe de 3 0/0 prise sur les revenus des douanes à ce sujet. Les indemnités qui avaient été reconnues aux étrangers par la Commission consulaire s'élevant à un peu moins

de 2 millions ; ils ont donc touché 51 0/0 sur le chiffre qui leur avait été reconnu.

Le surplus de la surtaxe a été affecté aux indemnités destinées aux indigènes. L'examen de ces demandes d'indemnités a été opéré par une Commission mixte composée de 6 consuls, des conseillers du gouvernement crétois et de quelques hauts magistrats ou fonctionnaires crétois. La somme demandée par les indigènes s'élève environ à 50 millions ; au cours de la crise crétoise, le fonds des indemnités a été déposé dans une caisse spéciale placée sous la garde et la surveillance combinée de la Commission, des 6 consuls et du gouvernement crétois, avec le concours des détachements internationaux pour assurer mutuellement cette garde. Les indemnités aux indigènes ont été réglées en 1907.

§ 4. — Point de vue commercial.

Le reproche adressé universellement à la Crète est son manque absolu de communications. Il y a unanimité à reconnaître l'utilité absolue qu'il y aurait à créer des routes, des chemins de fer, à reconstruire et à entretenir les ports et à mettre l'île en rapport avec l'Europe par des services réguliers. En feuilletant le *Moniteur officiel*, nous trouvons les rapports des consuls se plaignant des difficultés qu'on éprouve à circuler et de l'insuffisance des débouchés. Ça et là nous trouvons

des projets qui, hélas! n'aboutissent guère. En 1900 (1), il résulte d'une communication de la Canée que le gouvernement crétois demande l'exécution de travaux consistant en un réseau de routes carrossables. La création de ces routes donnera lieu à des ouvrages d'art. On décide également la fondation d'une ligne de tramways de la Sude à la Canée, et de la Canée à Halepa. Dans la même année (2), nous écoutons les doléances du Consul se plaignant qu'il n'existe aucun débouché pour le commerce français en Crète. Il n'existe, nous dit-on, aucune industrie, tout est à faire en matière de tissus, d'outillages et de produits fabriqués. L'Italie a seule le monopole des farines ; la quincaillerie, les articles de ménage sont fournis par l'Autriche. L'île exporte des raisins secs, des caroubes et des huiles; presque tout le commerce se fait en Italie et en Autriche. Trieste étant relié par des communications régulières, tandis que les marchandises venant de France sont débarquées au Pirée, ce qui rend le trafic très difficile. En 1900 (3), de nouveaux projets de travaux sont cependant élaborés. Un chemin de fer à voie étroite de 1 mètre de largeur et de 100 kilomètres de longueur pour desservir les plaines de Missara et ayant pour point central la ville d'Héracleée, va être construit dans les conditions suivantes : Exploitation 90 à 100 ans; garantie d'intérêt qui serait

(1) *Moniteur officiel du commerce*, page 148, t., I^{er}.

(2) *Moniteur officiel du commerce*, 1900, page 749.

(3) *Moniteur officiel du commerce*, t. II, page 870.

fixée par les avant-projets dressés par les ingénieurs du gouvernement. Le matériel roulant et tout ce qui sera nécessaire à l'exploitation entrerait franc de port. Pour le charbon, la quantité entrant en franchise serait fixée d'après le nombre de machines. Une somme de garantie devra être déposée; à la prochaine réunion de la Chambre crétoise, une loi sera votée par laquelle le gouvernement sera autorisé à conclure des conventions avec garantie.

Enfin, un projet de canalisation des eaux de la Canée est conçu, mais on est obligé de renoncer à l'exploitation des mines à cause du manque de communication ?

En 1903 (1), un rapport de M. Drouin, consul, nous donne des détails sur le commerce et la situation de l'île. M. Drouin se plaint encore de l'état de l'île; son aspect est lamentable, nous dit-il, des restes de villes et de palais attestent une prospérité passée; la civilisation semble avoir sombré dans la barbarie. Des sentiers tiennent lieu de routes, les ports construits pour des galères vénitiennes, sont inabordables. L'ensemble des échanges en 1902 s'est élevé à 20 millions de francs, dont 12 millions et demi à l'entrée et 7 millions et demi à la sortie. L'importation fut pour les farines seules, de 4.166.937 francs et pour les tissus de 2.691.735 francs. On remarque que les céréales constituent l'article d'importation le plus important, quoique le pays soit pro-

(1) *Moniteur officiel du commerce*, t. II, page 272.

pice à la culture; mais le paysan ne s'occupe que des oliviers. La Crète, en 1902, a reçu 10 millions de kilogrammes de farines d'une valeur totale de plus de 2 millions de francs, provenant de Roumanie pour 5 millions 138.996 kilogrammes, de Grèce pour 2.291.034 kilogrammes, de Turquie pour 1.271.409 kilogrammes, de France pour seulement 596.154 kilogrammes.

L'exportation consiste surtout en huiles pour une valeur de 2.667.125 francs ; en fruits pour une valeur de 2.520.467 francs, en 1902, il est sorti 4.095.499 kilogr. d'huile représentant 2.457.063 francs.

Les principaux débouchés sont la Turquie, l'Égypte, la Tripolitaine et l'Italie. Le commerce avec la France se réduit en somme à peu de chose, en 1902 nous avons reçu 5.000 tonnes de caroubes, nous avons fourni 420.579 kilos de farine et quelques cotonnades imprimées. Il faut s'en prendre, si notre commerce n'est pas plus actif, aux Messageries Maritimes, qui se refusent à faire des opérations à la Sude. En 1903 (1), un rapport du Consul allemand à la Canée nous apprend que le papier, le carton et les articles en papier sont un produit d'importation assez considérable, à cause de la création des écoles. Nous trouvons également un rapport de M. Maurouard, notre consul, nous renseignant sur la navigation. Ce rapport parut au *Moniteur offi-*

(1) *Moniteur officiel du commerce*, t. II, page 497.

ciel du Commerce en juin 1906, et nous instruit du mouvement maritime en l'année 1904.

Le nombre total des arrivées et des départs de bâtiments de commerce chargés et sur lest, dans les ports de l'île, s'est élevé à 4.375, correspondant à un tonnage global de 2.413.887 tonnes et à la présence, à bord, de 111.205 tonnes d'équipage et de 60.039 passagers.

Le mouvement se répartit comme suit : 3.288 navires à vapeur, représentant 2.334.492 tonnes et 105.744 hommes d'équipage, et 1.087 bâtiments à voiles représentant 79.415 tonnes et 5.461 hommes d'équipage.

L'Angleterre a, pour sa part, 153 bâtiments, dont 20 vapeurs, 133 voiliers. L'Autriche 662 bâtiments, dont 648 vapeurs et 14 voiliers; la France 50 vapeurs; l'Allemagne 14 vapeurs; la Grèce 1.659 navires dont 1.270 vapeurs et 389 voiliers. Le trafic a lieu de la façon suivante :

La Canée reçoit 1.174 navires, représentant 839.216 tonnes. La Sude 319 navires; Kolyvès, 20 navires; Sphakia, 48 navires; Réthymo, 821 navires; Candie, 1.036 navires; Sitia, 267 navires.

M. Maurouard termine son rapport ainsi : « À part la baie de la Sude, où les paquebots russes font normalement leur touchée hebdomadaire, et qu'utilisent les autres paquebots par les gros temps, les escales de la plupart de ces vapeurs se font en Crète sur rades foraines abritées seulement du vent, venant du côté de la terre, l'accès des ports de la Canée n'étant pos-

sible qu'aux petits vapeurs et aux voiliers et l'entrée des ports de Candie et Réthymo aux voiliers seulement. Nonobstant, ces médiocres conditions de mouillage, le programme de ce service maritime peut être dans la pratique régulièrement exécuté. La baie de la Sude offre toujours à la navigation un abri sûr, mais elle n'est malheureusement reliée à la Canée par aucune voie ferrée, lacune qui complique les transports des marchandises par terre.

Enfin, en 1907, le commerce de l'île est le suivant : importation de farines, 11.871.022 kilogrammes, représentant 2,695.306 francs, de tissus d'une valeur de 3.126.073 francs ; de céréales pour 779.531 fr.

L'exportation des huiles se chiffre par 4.594.037 fr., les céréales par 1.331.830 francs. Le raisin sec par 1.119.587 francs.

Nous terminerons ce chapitre en tirant la conclusion que comporte la situation de la Crète, telle que nous venons de l'exposer. L'île est dépourvue de voies de communication, ses ports sont insuffisants, ses relations avec l'Europe irrégulières, ce qui empêche les transactions. En outre, les impôts sont lourds, l'armée et l'administration sont des charges trop fortes pour le pays ; malgré tout, on ne saurait désespérer de l'avenir et rien n'empêche de croire qu'après quelques années de calme et de gouvernement soucieux des intérêts du pays, la Crète n'obtienne un sort meilleur.

CHAPITRE III

MODIFICATIONS DE LA POLITIQUE DU PRINCE. LES ÉVÉNEMENTS DE 1904-1905. ATTITUDE DES PUISSANCES AU SUJET DE L'ANNEXION DE LA CRÈTE A LA GRÈCE. CAUSES D'INSURRECTION. PREMIERS MOUVEMENTS INSURRECTIONNELS. LES ÉLECTIONS DE 1905. ATTITUDE DES PUISSANCES VIS-A-VIS DE L'INSURRECTION. MODIFICATIONS APPORTÉES AU SORT DE LA CRÈTE. NOMINATION DE M. ZAIMIS ET NOUVELLE CONSTITUTION.

Nous avons vu qu'à son arrivée en Crète, le prince Georges fut reçu avec le plus vif enthousiasme. A son arrivée, chrétiens et musulmans l'avaient considéré comme devant établir enfin dans l'île un régime stable, susceptible d'apporter la paix. D'abord ces espérances ne furent pas déçues. Entouré d'un Conseil composé de 5 membres dont MM. Vénizélos, Foumis, et d'un musulman, le Prince poursuivit ses réformes, animé d'un sentiment de justice et de bienveillance pour son peuple. Nous avons vu que des projets de travaux publics furent mis en exécution, et, s'il est vrai que les peuples heureux n'ont pas d'histoire, toujours est-il que de

1900 à 1904, il nous est impossible de noter un fait grave dans l'île. Tout fut calme depuis l'arrivée du Prince. A peine pourrait-on noter le départ des musulmans qui, voyant le pouvoir aux mains des chrétiens, ne crurent pas devoir rester dans l'île.

Cependant, cette politique sage et libérale, que garda le Prince au début, ne fut pas de longue durée. Sa politique devint bientôt autoritaire. M. Vénizélos et les autres conseillers imbus d'idées libérales, furent éloignés et nous assistons dès lors à une série de luttes contre les Crétois suspects de vouloir prendre au sérieux le régime constitutionnel. Des campagnes électorales sont faites contre ces Crétois, ainsi rejetés dans l'opposition, à l'aide de tous les moyens de pression officielle, y compris les interventions personnelles du Prince. Celui-ci prononce des sortes d'excommunications patriotiques, tandis que les évêques qui se lancent dans cette politique, fulminent des anathèmes religieux contre ceux qui voteraient pour les candidats libéraux. Les intérêts économiques du pays sont alors négligés ; les travaux publics, cependant si urgents, ne sont pas poursuivis et des tracasseries sont exercées contre les musulmans.

En présence d'une telle situation, la popularité qui avait accueilli le Prince diminue rapidement, le mécontentement augmente, sauf parmi ceux qui ont part aux prébendes gouvernementales et, finalement, les candidats de l'opposition, ne pouvant lutter sur le terrain

légal contre les moyens d'action et de pression employés par le gouvernement, se voient amenés, après quelques vaines démarches auprès du Prince pour obtenir un régime plus tolérable, à chercher leur voie dans les procédés de résistance, souvent employés par les Crétois sous la domination turque. En effet, en 1904, avant le départ du prince Georges pour le Continent, des démarches furent faites auprès de lui par les chefs du parti libéral crétois pour lui présenter des vœux et doléances au sujet du régime gouvernemental; vœux s'inspirant d'une manière générale de leur désir de voir ce gouvernement fonctionner dans des conditions de libéralisme et d'impartialité qui n'existaient pas suffisamment d'après les dires des pétitionnaires.

Une fin de non-recevoir fut opposée par le prince Georges à cette démarche. A la suite du départ du Prince, et de leur échec auprès de lui, trois des chefs du parti libéral vinrent à Athènes pour tâcher d'intéresser le gouvernement grec et l'opinion publique à leur cause. L'accueil qu'ils y reçurent semble avoir été assez indifférent. Ils revinrent en Crète et tentèrent l'échauffourée de Lakhous.

Mal préparé, le mouvement est étouffé par une énergique intervention de la gendarmerie, mais les chefs libéraux s'organisent pour un mouvement plus sérieux dont les prodrômes se firent sentir en finissant l'année 1904 et en commençant 1905.

Et nous arrivons aux événements de 1905. La paix de

l'île est terminée ; nous allons voir encore du sang versé et la Crète encore une fois va recevoir une modification de sa constitution.

Le voyage accompli en 1904 par le prince Georges, date à laquelle nous allons reprendre un à un les événements, n'était pas le premier. Déjà en 1900 le Prince était allé en Europe au sujet de la prolongation de ses pouvoirs et avait remis la question crétoise sur le tapis.

§ 1. — Attitude des puissances au sujet de l'annexion
de la Crète à la Grèce.

La fin de l'année 1904 fut marquée par des démarches accomplies par le prince Georges de Grèce, en vue d'obtenir l'annexion de la Crète à la Grèce, ou, subsidiairement, le remplacement des troupes internationales par des troupes grecques. En effet, le 15 novembre 1904, le prince Georges, remettait à M. Delcassé une note dans laquelle il insistait sur la nécessité de l'annexion. Il affirmait que le peuple crétois n'avait accepté l'autonomie qui lui était offerte que comme une sorte de témoignage de reconnaissance envers les grandes puissances et que, par la suite, l'union de la Crète à la Grèce serait acceptée. Le Prince exposait, que, dans le cas, où les aspirations des Crètois n'obtiendraient pas satisfaction, le découragement et le mécontentement succèderaient à l'enthousiasme des premières années et que de nouvelles difficultés ne tarderaient pas à surgir

étant donnée la promptitude avec laquelle ce peuple manifeste par des émeutes le ressentiment que lui causent ses déceptions. Le Prince déclarait que, si des troubles n'avaient pas éclaté déjà, il fallait en attribuer la cause au zèle avec lequel il s'était employé pour atténuer l'irritation qui régnait dans le pays. Mais, étant donnée l'agitation des esprits, en présence surtout des deux votes consécutifs de la Chambre des députés, appuyés sur le sentiment général qui s'était prononcé pour l'union à la Grèce, il était impossible, sous peine de rouvrir de nouveau l'ère des révolutions, de ne pas accorder satisfaction aux légitimes revendications des Crétois. En conséquence, le Prince déclarait que, pour éviter que les difficultés actuelles ne devinssent insurmontables, il fallait le plus tôt possible accorder satisfaction au peuple crétois et lui permettre de réaliser le vœu vers lequel ses aspirations tendaient depuis des siècles (1),

Mais les puissances étaient opposées à l'annexion. Elles ne voulaient pas non plus entendre parler du retrait des contingents internationaux ou de l'introduction des troupes grecques dans l'île. C'eût été assurer à la Grèce la haute main sur l'administration crétoise, et, d'autre part, violer ouvertement les droits de la Turquie. Celle-ci avait, d'ailleurs, fait connaître, par une note remise le 24 novembre 1904 à M. Delcassé, par

(1) *Livre Jaune*, Affaires de la Crète, 1904-1905, p. 5.

Munir-Pacha, son ambassadeur à Paris, qu'elle n'hésiterait pas, au cas d'occupation militaire de l'île par la Grèce, à envoyer à son tour une force armée en vue de maintenir ses prérogatives et de défendre ses intérêts.

La question de l'annexion fut examinée avec la plus grande attention par les quatre puissances protectrices; la note du marquis de Lansdowne, secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères d'Angleterre, est, à cet égard, des plus importante. Le gouvernement britannique estimait avec raison que l'annexion réclamée constituerait un manquement des puissances à leur parole.

A la vérité, le prince Georges invoquait un précédent, celui de la Bosnie et de l'Herzégovine, qui sont administrées par l'Autriche-Hongrie, aux termes du traité de Berlin et il revendiquait pour la Grèce un rôle analogue en Crète, mais il était facile d'apercevoir qu'aucune analogie n'existait entre les deux cas ; d'autre part, comment le sultan aurait-il pu renoncer amiablement au droit dont les puissances lui avaient récemment garanti le respect ? Tout ce que les puissances protectrices pouvaient assurer au H. C., c'était de ne pas annexer d'elles-mêmes et de ne pas autoriser l'annexion par une autre puissance sans le consentement des habitants de l'île. Le gouvernement anglais exprimait en même temps l'opinion que le temps était proche où les troupes internationales pourraient être retirées. La gendarmerie, possédant une force de près de 1 millier

d'hommes, paraissait en mesure de garantir efficacement le maintien de l'ordre dans le pays tout entier. Au besoin, avec le concours d'une milice, la gendarmerie suffirait à garantir l'autorité du H. C.

A un autre point de vue, des difficultés très pressantes étaient suscitées par le défaut de ressources pécuniaires; les puissances se montraient disposées à faciliter au Prince le moyen de relever la situation financière de l'île, par exemple, en renonçant pendant une certaine période, au paiement des intérêts qui leur étaient dûs pour les 4 millions avancés au prince Georges en 1900.

C'était là, déclarait lord Lansdowne, « le maximum de ce que les puissances peuvent faire, et, si ces propositions étaient repoussées par le prince Georges lui-même ou altérées par les efforts des agitateurs crétois, la responsabilité des conséquences en incomberait au gouvernement crétois (1). D'autre part, les puissances admettaient à la rigueur la possibilité d'un nouvel emprunt, mais garanti sur la prolongation de la surtaxe douanière et la création éventuelle de droits de port, d'entrée et de sortie, d'ancrage et de lest, dans les conditions indiquées par la conférence des ambassadeurs à Constantinople du 19 novembre 1901, c'est-à-dire pourvu que ces droits constituent la rémunération d'un service rendu par l'Etat crétois et soient sanctionnés par une entente générale des puissances.

(1) *Livre Jaune*, 1904-1905, page 11.

En réponse à la démarche tentée par le prince Georges, les quatre puissances protectrices s'arrêtèrent finalement à la note suivante, dont le premier projet en date du 16 décembre 1904, donna lieu à des modifications, si bien que la notification de ce document fût indéfiniment ajournée, à la suite d'interminables échanges de vues entre les puissances et remise au 3 avril 1905.

Quoi qu'il en soit, voici quelles étaient les principales dispositions renfermées dans cette note (1):

1° Les puissances étaient unanimes à reconnaître que l'annexion à la Grèce était pour le moment impossible, les engagements pris vis-à-vis de la Turquie ne permettaient pas de modifier le statut politique de l'île;

2° Les puissances s'engageaient à réduire immédiatement, chacune de moitié, l'effectif des troupes qu'elles entretenaient dans l'île, mais elles conseillaient au prince Georges, en vue de parer à toute éventualité, d'augmenter le contingent de la gendarmerie et de créer une milice destinée à seconder celle-ci ;

3° En présence d'une situation financière manifestement défavorable, et en vue de faciliter aux Crétois le développement de leur activité économique, les puissances consentent à accepter, l'ajournement, pendant cinq ans, du service des intérêts dûs pour les 4 millions avancés par elles au gouvernement crétois. Elles

(1) *Livre Jaune*, 1904-05, page 15 et 23.

se montraient disposées, après l'envoi de deux experts financiers chargés d'étudier les ressources économiques, et le système d'impôt de l'île, à consentir un emprunt qui pourrait être gagé sur la surtaxe douanière et sur certains droits de port dans les conditions précitées ;

4° Les puissances, soucieuses d'accorder satisfaction au peuple crétois sur quelques difficultés dont la solution préoccupaient vivement l'opinion publique dans ce pays, promettaient d'insister à Constantinople pour obtenir la reconnaissance du drapeau crétois, la remise à l'Etat crétois, des prisonniers crétois détenus dans les prisons ottomanes, enfin la signification des actes judiciaires crétois en Turquie. Mais les puissances terminaient leur réponse en déclarant que les satisfactions ainsi concédées formaient le maximum de celles qu'elles pouvaient consentir.

Ce document contenait expressément le terme de puissances protectrices; les puissances se portaient donc ainsi garantes du maintien de l'ordre, et c'était dans ce but qu'elles entretenaient un certain contingent de troupes dans l'île et veillaient à sa bonne administration. Mais, pendant que les échanges de vues se succédaient entre les puissances, l'agitation politique s'accroissait en Crète. MM. Vénizelos, Fomis, Manos, chefs du parti libéral, cherchaient à provoquer des réunions de mécontents sur un point de l'intérieur de l'île ; leur calcul était facile à découvrir, ils souhaitaient une ren-

contre avec la gendarmerie et une répression plus ou moins sanglante, qui aurait ramené sur l'île l'attention de l'Europe. Comme ils escomptaient la sévérité que le Prince déploierait certainement dans le rétablissement de l'ordre, ils pensaient que sa popularité serait définitivement ruinée dans l'opinion publique en Crète et que les puissances se décideraient à lui retirer la confiance qu'elles lui avaient témoignée depuis 1899. Maintenant, les agitateurs ne se proposaient pas pour but immédiat, ni peut-être même éventuel, l'annexion à la Grèce; ils n'étaient pas éloignés de poursuivre un autre programme, donnant satisfaction aux aspirations libérales et comportant surtout la modification du système électoral, l'élection des maires et des conseillers municipaux par le peuple, l'octroi à la presse d'un régime libéral, la révision des emplois publics et des traitements qui leur sont affectés, principalement dans le sens d'une réduction des traitements des fonctionnaires grecs (1).

La campagne menée par les chefs agitateurs ne tarda pas à produire ses résultats ; des rassemblements hostiles au gouvernement se formèrent dans les contreforts septentrionaux des Montagnes-Blanches, à l'instigation des chefs du parti vénizeliste. Un premier contact avec la gendarmerie eut lieu vers la fin de mars 1905 ; celle-

(1) Lettre de M. Maurouard, Consul de France à la Canée à M. Delcassé, en date du 23 mars 1905. *Livre Jaune* 1904-05, page 34,

ci fut impuissante à rétablir l'ordre; d'autre part, les musulmans de la Canée commençaient à s'inquiéter et redoutaient une conflagration générale. En présence de ces événements, les consuls demandèrent à leurs gouvernements respectifs l'autorisation d'expédier un contingent pris parmi les troupes internationales de la Canée au secours du détachement de gendarmerie qui s'efforçait de réprimer l'insurrection dans les Montagnes-Blanches. Le 25 mars 1905, le prince Georges transmettait aux puissances, par l'intermédiaire de leurs consuls, la note suivante : « Toutes mes prévisions que j'ai eu le plaisir de vous exposer verbalement, ainsi que par mon mémorandum, se réalisent aujourd'hui. La gendarmerie crétoise ne suffit pas à garder l'ordre public, et à réprimer les troubles, et, d'autre part, ne pouvant à cause de ma situation personnelle, pour les raisons exposées par mon mémorandum, user des troupes internationales et ayant attendu plus de quatre mois la réponse des puissances, après mes démarches auprès des gouvernements pendant mon dernier voyage, je prie les quatre gouvernements de bien vouloir m'indiquer ce que je dois et ce que je puis faire (1).

Des bandes armées, en grand nombre, venaient grossir l'effectif des partisans de l'insurrection. Le Consul général britannique en Crète télégraphiait même à son gouvernement que les insurgés auraient proclamé

(1) *Livre Jaune*, page 36.

l'union avec la Grèce. Pendant ces événements, les puissances s'étaient mises d'accord et M. Delcassé invitait, le 26 mars 1905, M. Maurouard à faire savoir au prince Georges que la réponse des puissances protectrices lui parviendrait incessamment.

L'insurrection qui éclatait ainsi était la première manifestation violente des griefs accumulés depuis longtemps contre les fâcheuses pratiques du gouvernement crétois. Le prince Georges avait été, nous l'avons vu, accueilli avec enthousiasme à son arrivée dans l'île, mais, après deux années d'heureux débuts, il avait progressivement perdu sa popularité en adoptant un système d'administration partial et autoritaire. Les chefs de l'agitation lui reprochaient de manifester trop de tendances autocratiques et d'être mal conseillé par son entourage. Ils l'accusaient d'être sorti de son rôle de chef d'Etat en se constituant un parti de serviles et de complaisants et d'avoir mené une campagne permanente contre tous ceux qui montraient quelque indépendance et qui avaient conservé un esprit libéral. En définitive, c'était par les libéraux qui avaient lancé un appel général à la population, que la lutte, désormais impossible sur le terrain légal entre les partisans et les adversaires du H. C., allait être poursuivie.

Dans son numéro du 29 mars 1905, le journal *Le Temps* (1), constate que l'insurrection crétoise n'étonna

(1) La Crète, la Grèce et l'Europe.

personne et il estime que la véritable cause de cette insurrection fut non point un désaccord entre le H. C. et les chfs du parti libéral, mais l'irritation arrivée à son paroxysme, de la population en constatant que l'union rêvée par elle avec la Grèce se trouvait ajournée à une époque indéterminée. Le correspondant du *Temps* raconte que le Prince, dépité de l'insuccès de ses démarches, exprimait un jour sa mauvaise humeur en disant : « Il n'y a que trois hommes qu'on eût obligé à vivre dans une île, dans des conditions aussi désagréables : Napoléon, Dreyfus et moi. »

§ 2. — Causes de l'insurrection.

Mais, en réalité, il semble que la cause profonde du mouvement insurrectionnel n'était point le mécontentement occasionné par l'isolement de la Crète, mais bien l'attitude prise par le Prince vis-à-vis de ses adversaires politiques qui étaient systématiquement tenus à l'écart du gouvernement. Toutefois, cette pensée, qui animait secrètement les agitateurs, ne fut point dévoilée par eux aux puissances et, dans une lettre qu'ils envoyèrent aux consuls européens, à la fin de mars 1905, les chefs du rassemblement de Thérissos se bornaient à témoigner leur vif désir d'une union à la Grèce. Dans la lettre adressée aux consuls le 12/25 mars 1905, le Président de l'Assemblée insurrectionnelle de Thérissos, M. Papayanakis, rappelait que l'autonomie accordée

en 1898 par les puissances au peuple crétois n'avait été considérée que comme la première étape d'une politique tendant à la libération finale de l'île et à son union à la Grèce. Il affirmait que le peuple, non seulement pour tenir la parole donnée aux puissances, mais encore dans son intérêt propre, s'était efforcé d'assurer le succès de ce régime transitoire. Mais avec la prolongation d'une semblable situation, la condition économique du pays s'aggrave chaque jour, affirmait l'auteur de l'adresse. Comment attirer les capitaux nécessaires à la vie commerciale de l'île, en présence d'une organisation politique incertaine et aléatoire, qui est la manifestation d'un sentiment de défiance à l'égard des Crétois considérés comme incapables de maintenir par eux-mêmes l'ordre dans leur pays ? Mais le véritable motif de l'insurrection pouvait facilement être discerné à la lecture du passage suivant : « Ce mécontentement a été accru par un autre fait, ayant sa source dans ce régime politique hybride et grâce auquel la Crète, quoique sentant qu'elle a plusieurs maîtres, n'en a pas un qui soit vraiment responsable de son gouvernement. Ainsi le peuple crétois, contre ses tendances éminemment libérales, en vient à être gouverné d'après un système peu distant de l'absolutisme pur. Un tel régime, sous lequel il a été impossible au peuple crétois de faire un seul pas de véritable progrès, et dont la prolongation mène l'île au chaos économique et à la décomposition politique, ne pouvait être supporté plus long-

temps et surtout pour une période de temps aussi indéfinie par les habitants.

« Par conséquent, s'étant réuni aujourd'hui en Assemblée générale à Thérisso, il a proclamé l'union de la Crète au royaume de Grèce en un seul Etat libre et constitutionnel. Nous avons pleine conscience de la gravité de notre démarche, mais les exigences de la civilisation empêchent moralement les grandes puissances d'insister non seulement à protéger, mais aussi à imposer de force au peuple crétois un état aussi contraire à ses vœux nationaux et à ses intérêts matériels et moraux.

En proclamant l'union de la Crète à la Grèce, nous n'entendons point étendre cette proclamation aux parties de l'île effectivement occupées par les troupes internationales dans toute l'étendue comprise dans les cordons militaires qui avaient été constitués pendant l'insurrection de 1897, nous confinons la vigueur de ce plébiscite aux parties de l'île se trouvant hors de ces cordons militaires, que, pendant cette insurrection, les grandes puissances avaient reconnu dépendre de l'Assemblée crétoise et, plus tard, du Comité exécutif. Mais jusqu'à notre organisation définitive, qui nous permettra de pouvoir assumer la responsabilité du gouvernement provisoire de toutes les parties de l'île sur lesquelles s'étend le plébiscite de l'union, nous ne nous bornerons pas seulement à reconnaître les autorités qui fonctionnent aujourd'hui hors du village de Thérisso, où

nous siégeons, mais nous leur donnerons toute notre assistance pour rendre possible le maintien de l'ordre public (1). »

En effet, les insurgés avaient, le 11/24 mars 1905, proclamé leur union politique au royaume de Grèce. Le H. C., de son côté, entretint les consuls de la situation que le mouvement insurrectionnel créait à l'île. Il s'attacha à démontrer que les protestations des chefs vénizelistes n'étaient point justifiées, alors surtout qu'il leur était facile de porter leurs revendications devant l'opinion publique par la voie légale des élections. Il n'y avait là que le mécontentement d'une minorité désireuse d'obtenir par la violence ce qu'elle ne pouvait avoir par les moyens constitutionnels.

Quoi qu'il en soit, les premières rencontres avec les insurgés ayant démontré l'impuissance complète de la gendarmerie indigène à venir à bout du mouvement, le Prince n'hésita pas à demander le concours des quatre puissances protectrices pour le rétablissement de l'ordre. Les événements vont alors se précipiter. Les puissances accédèrent à la demande du H. C. et il fut entendu que les troupes internationales coopéreraient avec la gendarmerie, en limitant toutefois leur action au maintien de l'ordre et à la protection des personnes et des biens des habitants. En outre, les puissances spécifiaient au Prince qu'elles étaient unanimement oppo-

(1) *Livre jaune*, page 40.

sées à toute tentative révolutionnaire dont l'effet serait de modifier le régime politique de l'île, attendu qu'il en résulterait de sérieuses complications pour toute l'Europe orientale.

§ 3. — **Premiers mouvements insurrectionnels.**

Mais l'agitation ne se limitait pas au territoire de l'île. Le 30 mars 1905, les Crétois résidant à Athènes tinrent un meeting sur la place publique et une nombreuse assistance vota des résolutions demandant aux puissances de consentir à l'annexion; une partie de la presse hellénique soutenait, d'ailleurs, les Crétois dans leurs revendications et leur conseillait de ne pas déposer les armes avant d'avoir obtenu satisfaction.

Une colonne de troupes internationales fut formée sous le commandement du chef de bataillon d'infanterie française Bouyssou, mais l'agitation insurrectionnelle se propageait de plus en plus, des bandes nouvelles se formaient et il était à prévoir que, pour préserver la Canée des attaques des insurgés, de sérieuses mesures défensives devaient être prises.

Avant de procéder à des mesures de repression, le H. C. adressa un appel à la population ; il espérait que les insurgés réfléchiraient aux conséquences funestes de leur acte, et il les engageait à attendre de la bonne volonté des puissances une annexion qui s'annonçait comme la conclusion nécessaire d'un régime transitoire dont la fin était prochaine.

La colonne internationale se mit en mouvement le 1^{er} avril 1905, car la proclamation du prince Georges n'avait produit aucun effet ; cette colonne était composée d'une compagnie italienne, de deux compagnies françaises, d'un peloton russe et d'un détachement de gendarmes ; elle devait entrer en pourparlers avec le chef du mouvement insurrectionnel et ne rien négliger pour aboutir à une solution pacifique (1). Une première entrevue eut lieu à cet effet entre la délégation d'officiers internationaux et les représentants des insurgés ; ceux-ci demandèrent à être renseignés sur l'attitude que les puissances se proposaient d'observer relativement à la question de l'annexion à la Grèce. Fallait-il s'attendre, de leur part, à l'absence de toute opposition ? Le lieutenant-colonel Lubanski répondit qu'il était impossible de permettre l'annexion.

Malgré cette réponse, les insurgés ne parurent pas disposés à entamer la lutte mais, ils continuèrent de rester rassemblés sur les hauteurs des Montagnes-Blanches, prétendant qu'ils avaient à se concerter pour formuler des revendications d'une autre nature.

Le gouvernement turc ne laissait pas d'être préoccupé par les événements qui se déroulaient en Crète. Tandis qu'un meeting avait lieu à Athènes en faveur de l'annexion à la Grèce, les musulmans crétois, de leur côté, protestaient contre tout projet d'annexion et ils déclaraient

(1) *Livre jaune*, page 55.

raient que, si contrairement à leurs vœux, l'annexion était décidée, il ne leur resterait plus qu'à quitter l'île où ils ne se sentiraient plus en sûreté et à gagner le territoire turc. Aussi le sultan demanda aux puissances de mettre fin le plus tôt possible aux agissements qui pouvaient avoir pour conséquence d'ébranler ses droits souverains sur la Crète.

Sur ces entrefaites, les consuls des quatre puissances protectrices procédèrent à la remise au prince Georges de la note collective de leurs gouvernements en réponse au dernier mémorandum du H. C., mais cette remise, qui eut lieu le 3 avril 1905 (1), se produisit trop tard. Si les échanges de vues entre les puissances avaient été moins prolongées, les événements de 1905 auraient été peut-être conjurés. Dans cette note les puissances indiquaient, d'ailleurs, que les concessions consenties par elles formaient le maximum des satisfactions sur lesquelles les Crétois pouvaient compter. Une semblable déclaration n'était vraisemblablement pas de nature à mettre fin à une insurrection dont le but paraissait être l'annexion à la Grèce. Lorsque cette réponse des puissances fut portée à la connaissance des chefs insurgés, au début d'avril 1905, le refus par l'Europe de consentir à l'annexion ne parut pas causer un mécontentement immédiat dans le parti insurrectionnel ; tout au moins les chefs du groupe qui stationnait dans les Montagnes-Blanches déclarèrent

(1) *Livre jaune*, page 60, n° 88.

qu'ils s'inclinaient devant la décision des puissances et qu'ils ajourneraient la réalisation de leur vœu le plus cher à une époque plus favorable. Cependant le rassemblement séditieux ne se dispersa point ; d'autres demandes subsidiaires ne tardèrent pas à être formulées. Lorsque les chefs insurgés furent informés par le lieutenant-colonel Lubanski, commandant supérieur des troupes en Crète, de la décision prise par les puissances, ils se bornèrent à faire les déclarations suivantes : « Notre parti, qui représente à l'heure actuelle et quoi qu'on en puisse dire, la pensée crétoise tout entière, s'incline devant la dernière décision des puissances. Nous saurons ajourner la réalisation de notre vœu suprême en nous confiant entièrement aux puissances protectrices pour lesquelles la déférence et la reconnaissance profonde du peuple crétois ne sauraient faire de doute. » Mais, malgré ces assurances pacifiques, l'agitation se propageait dans le Centre et dans l'Est de l'île et, le 5 avril 1905, M. Maurouard télégraphiait à M. Delcassé que des manifestations commençaient à Candie, à Réthymo et Sitia. Le H. C., en présence, de cette extension de l'insurrection, des obstacles apportés de toutes parts aux élections, insistait pour que des détachements internationaux fussent envoyés dans toutes les localités où on procédait à des votes. M. Delcassé autorisa, par une dépêche du 7 avril 1905, les troupes françaises à coopérer au maintien de l'ordre, à la condition que les consuls des autres puissances fussent au-

torisés à donner également le concours de leurs pays (1).

Le 9 avril 1905, le croiseur anglais *Junon* transportait à Kandano, point menacé par un parti d'insurgés qui cernait un détachement de 40 gendarmes, une colonne d'une centaine d'hommes empruntés aux contingents des quatre puissances.

§ 4. — Les élections de 1905.

Grâce à l'appui de la force armée, les élections purent avoir lieu tranquillement, les urnes étaient défendues par les détachements de soldats européens. Dans 10 communes seulement sur 208, le scrutin ne put fonctionner, par suite des troubles occasionnés par les insurgés. Le résultat de ces élections fut le suivant : 33 candidats dévoués au prince Georges, 24 indépendants, 4 douteux, et 4 sans couleur politique. De cette manière, la majorité semblait appartenir au Prince dans l'Assemblée, puisqu'il restait à nommer les 10 députés désignés d'après la constitution par le H. C. lui-même. Le gouvernement, confiant dans sa majorité, espérait y trouver un élément de résistance suffisant pour combattre le mouvement vénizéliste et il convoqua l'Assemblée pour le 7/20 avril 1905.

En attendant cette date, l'agitation ne se calmait pas dans l'île. Le détachement international qui avait été

(1) *Livre Jaune*, page 66.

envoyé à Kandano pour délivrer les gendarmes, avait atteint son but, mais lorsqu'il débarqua à la Canée avec 12 insurgés qu'il avait faits prisonniers, des manifestations eurent lieu dans toute la ville en faveur de ces derniers.

Sur quel appui comptaient donc les insurgés pour résister à une répression à laquelle l'Europe prêtait manifestement la main ? S'ils avaient compté sur la Russie, leurs illusions furent rapidement déçues de ce côté, car le 11 avril 1905, l'ambassadeur français à St-Petersbourg informait M. Delcassé des intentions du gouvernement russe et celui-ci insistait sur la nécessité de faire comprendre aux Crétois l'inutilité de leur agitation.

L'attitude des puissances n'était évidemment pas faite pour calmer les insurgés ; il en résultait que l'agitation contre les musulmans s'accroissait sur certains points de l'île, et notamment à Sitia, ceux-ci commençaient à concevoir des craintes pour leur sécurité. Un croiseur français, le *Condor*, fut envoyé à Sitia pour rassurer les musulmans ; le commandant prit d'ailleurs le soin d'éviter toute mesure qui fut de nature à froisser les chrétiens.

La nouvelle Chambre était convoquée pour le 20 avril, les puissances conseillèrent au H. C. de profiter de la circonstance pour introduire dans la constitution des réformes sages et libérales de nature à désarmer l'insurrection ou tout au moins à détacher d'elle l'opinion

publique. Les puissances étaient intéressées à cet avis ; elles reculaient, en effet, devant la perspective d'entretenir en Crète des contingents considérables, qui grevaient leurs budgets de lourdes dépenses annuelles et elles estimaient que, pour éviter la continuation d'une ère d'agitation qui menaçait de se perpétuer, il convenait de rechercher les causes premières de ce mouvement et d'y porter remède (1). L'Italie, la France et l'Angleterre s'accordaient sur ce point qu'il était urgent de rechercher les motifs de l'insurrection et de donner, dans la mesure du possible, satisfaction au peuple crétois. A cet effet, les trois gouvernements projetaient la convocation immédiate d'une Conférence.

Mais le gouvernement russe s'y opposa, par la raison que « l'ouverture d'une Conférence avec un pareil programme constituerait un véritable encouragement à l'insurrection ; ce sera seulement quand celle-ci aura pris fin qu'il y aura lieu d'examiner s'il convient de procéder à l'enquête projetée. Pour le moment, il n'y a qu'à donner les pouvoirs les plus étendus aux consuls de la Canée, et il faut bien se garder d'intervenir entre eux et leurs gouvernements respectifs. Une Conférence ne faciliterait pas l'accord de ceux-ci mais retarderait leurs décisions (2) ».

Le gouvernement anglais fit observer avec raison qu'il ne s'agissait point de réunir une Conférence nou-

(1) *Livre jaune*, page 72, n° 108.

(2) *Livre Jaune*, page 74.

velle, mais simplement de reprendre la Conférence de Crète, qui n'avait jamais été dissoute, et qui, dans la pensée de l'Angleterre représentait une sorte de Conseil d'administration composé par les puissances protectrices. Or, il n'y avait pas de motif plus pressant à l'intervention de cette sorte de Conseil d'administration de l'île que la propagation de plus en plus rapide d'une insurrection qui menaçait de mettre tout le pays à feu et à sang. D'ailleurs, la lutte commencée par les insurgés s'accroissait chaque jour, et leur attitude devenait de plus en plus intransigeante.

Lors de leur entretien avec le lieutenant-colonel Lubanski, les chefs insurgés avaient montré des dispositions assez conciliantes ; ils avaient promis qu'après avoir agi sur les différentes bandes concentrées sur les hauteurs, ils parviendraient à obtenir le dépôt des armes et à inspirer à leurs partisans une confiance plus grande dans l'avenir. Mais voici, que, vers le milieu d'avril 1905, ils demandaient de nouveaux délais avant de prendre un parti définitif et ils affirmaient qu'ils ne s'arrêteraient à une décision irrévocable qu'après la réunion de la prochaine Assemblée crétoise, d'ailleurs ils n'abandonnaient pas leur principale revendication : celle de leur union à la Grèce ; c'était là une formule impossible à réaliser mais qui leur servait à grouper autour de leur drapeau tous les mécontents. Il y avait là, de leur part, sous une apparence patriotique, un calcul purement politique. C'était, en effet, une sourde irritation

politique qui était la cause première du mouvement insurrectionnel. L'opinion crétoise avait été profondément indignée de la pression électorale exercée surtout en 1903 pour le soutien des candidatures officielles ; puis, la nomination des maires et des conseillers municipaux par le Prince, les restrictions apportées à la liberté de la Presse paraissaient insupportables.

D'autre part, le Haut Commissaire n'avait usé d'aucune mesure de mansuétude envers ses adversaires, et la politique autoritaire qu'il avait suivie ne pouvait que surexciter les esprits et attiser des haines nouvelles.

Il n'y avait pas seulement des causes politiques à l'agitation de 1905 ; elle était provoquée également par des circonstances économiques. Depuis le changement du statut crétois, les musulmans, effrayés, avaient quitté l'île en grand nombre ; 2/3 au moins de la population turque avaient réintégré le continent. Avec eux avait disparu une des sources principales de la richesse de l'île. Ils avaient emporté un des éléments importants de la production des richesses sur la terre crétoise, car le commerce et l'industrie étaient presque entièrement concentrés entre leurs mains.

Tout l'ensemble de ces faits avaient été mis à contribution par les chefs du parti vénizéliste, et il leur avait été facile de tirer argument du malaise économique et de l'hostilité politique de la plupart des populations des campagnes pour pousser ces dernières à s'armer et à gagner les hauteurs. D'ailleurs, la race crétoise est plus

passionnée pour la guerre que pour les luttes commerciales ou industrielles, et rien n'est plus facile que de fomenter un mouvement insurrectionnel parmi les montagnards de l'île. La gendarmerie, impuissante par suite de ses faibles effectifs, de l'éloignement des postes dans lesquels elle se concentrait, avait vainement tenté d'arrêter le mouvement.

En définitive, si l'on cherche à analyser les revendications des insurgés de 1905, on constate qu'elles ne portaient sur aucun programme précis ; le prétendu désir d'union à la Grèce n'était qu'un mot d'ordre destiné à rallier tous ceux qui se montraient mécontents du régime existant. Mais, comme les chefs du mouvement savaient très bien que le projet d'union à la Grèce devant le veto des Puissances était une tentative irréalisable, ils dissimulaient une politique secrète tendant à substituer un gouvernement plus libéral à celui du Prince Georges.

En présence du mouvement insurrectionnel, les forces européennes étaient des plus modestes (1). Pour prendre des mesures plus énergiques, des renforts étaient indispensables ; seulement, hésitant à prendre ce parti, les quatre Puissances Protectrices penchaient de plus en plus pour une reprise de la Conférence de Crète à Rome.

L'Assemblée crétoise fut réunie le 20 avril 1905 ; le

(1) Le contingent français comptait 520 officiers et soldats ; le contingent italien 292 ; le contingent russe 500 ; le contingent anglais 410.

Prince prononça un discours d'ouverture dans lequel il rappelait l'inutilité des démarches tentées par lui auprès des divers gouvernements européens en vue de l'union à la Grèce, il prodiguait à son peuple des conseils de sagesse, recommandait aux bandes armées de se séparer le plus tôt possible sous peine de provoquer le mécontentement de l'Europe et une répression peut-être sévère ; enfin, il assurait qu'il ne tarderait pas à prendre des mesures ayant une portée économique et aussi d'un caractère plus libéral ; cependant, ce discours n'empêcha pas l'Assemblée d'adopter, dès le début, une attitude plus énergique encore que celle de la Chambre précédente, et, loin de se borner à un simple vœu, elle proclama directement par un vote l'union à la Grèce, en priant le Haut Commissaire de transmettre cette proclamation aux Puissances.

Dès lors un problème se posait pour l'Europe. Fallait-il tenir immédiatement la conférence projetée et dont le gouvernement italien avait déjà, en termes excellents, démontré la nécessité, ou bien était-il préférable, suivant le vœu de la Russie, de commencer par réprimer l'insurrection avant d'arrêter le nouveau statut de l'île ? Ce qui portait la Russie à agir, c'étaient les démarches tentées par les musulmans auprès des consuls. La population ottomane avait quitté les villages en abandonnant ses immeubles et ses troupeaux. Le Comité insurrectionnel de Thérisso multipliait vainement ses déclarations dans lesquelles il s'efforçait d'apaiser les in-

quiétude des musulmans, leur affirmant que le mouvement n'était pas dirigé contre eux ; ceux-ci n'étaient rien moins que rassurés sur le sort qui attendait leurs personnes et leurs propriétés, car le souvenir des luttes séculaires qui, de tout temps, avaient divisé les chrétiens et les musulmans crétois, était propre à susciter de nouvelles appréhensions. La proclamation, faite par l'Assemblée, de l'union à la Grèce avait surexcité encore les esprits. Toute la population de la Canée avait décoré les maisons de drapeaux helléniques, les députés eux-mêmes étaient porteurs de cet emblème, et les cris : Vive l'annexion ! formaient une note dominante. Seuls, deux membres musulmans de l'Assemblée avaient déclaré ne pas adhérer au vote de la Chambre. A la suite de ce vote, M. Delyanni transmit aux divers gouvernements européens un ordre du jour de la Chambre d'Athènes, tendant à obtenir une intervention pressante des Puissances pour le règlement rapide de la question crétoise.

§ 5. — Attitude des Puissances.

Ces évènements décidèrent les Puissances protectrices à prendre un parti énergique et la conférence crétoise reprit le 24 avril ses délibérations à Rome. Le ministre des Affaires étrangères d'Italie et les ambassadeurs des trois autres puissances protectrices de la Crète s'accordèrent pour recommander l'adoption des mesures suivantes :

1° Proclamation des Représentants des Puissances à la Canée écartant toute annexion de la Crète à la Grèce et promettant que, dès que les insurgés auront déposé leurs armes, les réformes administratives et financières réclamées par les populations et indispensables pour le progrès économique de l'île seront attentivement examinées. 2° Répression immédiate de l'insurrection. 3° Nécessité de l'envoi en Crète de navires de guerre en nombre suffisant pour empêcher le commerce des armes de guerre et pour assister au besoin des contingents dans leur tâche. En même temps, les Puissances assuraient le Prince Georges que leur intervention n'était nullement de nature à porter atteinte à son prestige et qu'elles agissaient uniquement en vue de consolider son autorité.

La connaissance des décisions de la conférence de Rome, n'eut point pour effet de calmer l'agitation en Crète, car, peu de jours après la première séance de la conférence, au début de mai 1905, la gendarmerie de Voukolies, entourée par un certain nombre d'insurgés, devait se frayer par les armes un passage pour se réfugier à la Canée et, dans la collision, une trentaine de personnes appartenant aussi bien au camp des insurgés qu'à la gendarmerie furent tués ou blessés ; cet incident montrait que, si les chefs insurgés évitaient soigneusement de prendre contact avec les troupes européennes pour ne pas susciter un conflit général, l'effervescence n'en était pas moins très vive et que le moindre évène-

ment pouvait provoquer de nouvelles effusions de sang. Aussi, le 5 mai 1905, la conférence crétoise de Rome estimait que l'envoi de nouveaux renforts de troupes internationales devenait indispensable. Le 12 du même mois, conformément aux instructions des quatre Puissances protectrices, les consuls firent afficher et distribuer parmi la population crétoise la déclaration dont la teneur suit : « Crétois, il a déjà été porté à votre connaissance que les puissances protectrices estiment impossible dans les conjonctures actuelles l'union de la Crète au royaume de Grèce. En présence de l'agitation qui s'est produite, et qui persiste dans l'île, à la faveur d'incitations annexionnistes, nous devons écarter de nouveau, par la présente déclaration, toute idée impliquant ce changement de statut politique. En même temps que nous avons à vous communiquer cette décision catégorique de nos gouvernements, nous sommes autorisés à vous faire savoir que, suivant l'esprit bienveillant dont vous savez les Puissances Protectrices animées à votre égard, celles-ci sont disposées, aussitôt que les insurgés auront déposé les armes, à étudier les réformes administratives et financières qui seront reconnues par elles nécessaires pour le progrès et le bien-être de l'île. Nos gouvernements espèrent qu'en présence de cette nouvelle satisfaction donnée à la population crétoise, et s'ajoutant aux marques de leur sollicitude dont vous avez conservé le fidèle souvenir, la tranquillité, un moment troublée, se rétablira d'elle-même et aussitôt dans

cette île. Si, toutefois, quelques factieux, demeurant sourds à la voix de l'intérêt public et de la raison, s'obstinaient encore dans une sédition dont la prolongation ne pourrait avoir d'autres résultats que la ruine du pays, nous ne devons pas leur laisser ignorer que les Puissances Protectrices sont fermement résolues à avoir recours à telles nouvelles mesures navales et militaires qu'elles pourraient trouver nécessaires aux fins d'assurer le respect de leur décision de rétablir l'ordre.

Cet appel à la sagesse et à l'obéissance aux lois ne saurait manquer d'être entendu et, ainsi rentré dans les voies du progrès pacifique, le pays pourra poursuivre, dans le fonctionnement régulier de ses institutions, le développement économique répondant à ses aspirations légitimes.

« Fait à Halépa, le 29 avril/12 mai 1905. »

NEGRI, ESME HOWARD, A. DE BRONEWSKY, MAUROUARD.

Cette proclamation était urgente, car les attentats contre les musulmans commençaient. A la suite d'une tentative d'assassinat contre un de leurs coreligionnaires, 26 familles musulmanes composées de 150 personnes quittèrent la Canée à destination de la Turquie. La proclamation produisit plus d'effet en Grèce que dans l'île, et le gouvernement d'Athènes comprit qu'il n'y avait pas lieu d'insister en ce moment en faveur de l'annexion.

L'une des principales préoccupations des puissances

(1) *Livre Jaune*, page 102.

était l'exode des musulmans. Il était impossible d'arrêter la panique causée à ces malheureux par l'extension du mouvement insurrectionnel ! Or, le départ de la population turque ne pouvait engendrer que de fâcheuses conséquences pour l'île toute entière. Nous avons déjà dit que la population musulmane constituait la fraction la plus laborieuse des habitants de l'île. Cette catégorie d'insulaires se compose en général de cultivateurs et de commerçants ; la culture maraîchère des environs des villes est surtout leur œuvre, et le commerce ou l'industrie n'ont reçu quelque développement que grâce à leurs efforts.

Les Puissances se décidèrent à la fin de mai à augmenter leurs effectifs dans l'île. Après les vacances de Pâques, la Chambre se réunit de nouveau le 15 mai 1905, elle parut animée d'un esprit beaucoup plus conciliant ; l'un de ses premiers actes fut en effet de voter un crédit de 12.000 francs destiné à rémunérer les paysans armés de gourdins spécialement enrôlés pour protéger les députés et pour imposer le respect aux vénizélistes. Puis, renonçant à la réalisation de l'annexion à la Grèce, la Chambre adressa au peuple une proclamation conçue dans des termes déférents pour les Puissances et indiquant l'intention de se conformer à leur décision. Pendant ce temps, les chefs insurgés, toujours réunis à Thérisso, commentaient les déclarations faites par les puissances et examinaient les réformes qui s'annonçaient comme les plus urgentes pour le pays. En

définitive, vers le milieu de mai 1905, l'attitude de la Chambre comme celle des insurgés laissait plutôt présager une détente; il suffisait au gouvernement du prince Georges de montrer un esprit de conciliation envers les insurgés pour faciliter la pacification de l'île. Mais il fallait d'autre part, que les puissances s'arrêtassent à un programme plus net ; du moment qu'elles étaient pour l'instant opposées à l'annexion à la Grèce, la conséquence logique de cette décision était l'obligation pour les gouvernements de prendre les mesures nécessaires pour réduire l'insurrection.

De son côté, le prince Georges, comprenant que l'Europe avait de plus en plus conscience que la cause de l'insurrection n'était pas seulement le désir de l'annexion, mais plutôt le mécontentement occasionné par des mesures anti-libérales, s'efforçait de se justifier auprès des puissances protectrices. Dans une lettre du 27 mai 1905 à M. Delcassé (1), le H.C. exposait que la plupart des difficultés provenaient de la situation indécise dans laquelle l'île se trouvait. Il se plaignait de ce que les relations entre les commandants des troupes internationales ou entre les consuls et lui-même n'eussent jamais été définies ; il accusait même les consuls de transmettre parfois ses explications aux puissances d'une manière inexacte. En même temps il indiquait quelles étaient, d'après lui, les origines du mouvement insurrectionnel. Ce mouvement était dû à M. Vénizé-

(1) *Livre jaune*, page 113.

los qui, voyant échouer toutes les démarches du prince pour l'annexion de la Crète à la Grèce, avait élaboré un nouveau projet proposant de changer l'Etat autonome en principauté. Là était la cause de l'agitation, beaucoup de personnes ayant accordé créance à l'idée que la seule solution de la question crétoise était l'érection de l'île en principauté. Or, le Prince signalait dans sa lettre que la majeure partie du personnel inférieur des consulats était acquise à M. Vénizélos et ne négligeait rien pour entretenir les consuls eux-mêmes des aspirations vénizélistes. Le Prince se défendait en même temps d'avoir jamais pris aucune mesure de rigueur envers un fonctionnaire suspect de vénizélisme; il affirmait que les deux tiers des employés au service du gouvernement adoptaient le programme de M. Vénizélos, preuve éclatante de la bienveillance officielle. Il ajoutait que le renvoi de son secrétaire privé, instamment demandé par M. Vénizélos, ne serait nullement justifié et que, si le pouvoir devait se rendre aux injonctions de ses ennemis, il ne pourrait en résulter pour lui que faiblesse et discrédit. Enfin, le Prince terminait sa lettre en protestant contre les dispositions prises par les consuls, qui n'avaient jamais soin de le consulter avant d'arrêter une organisation quelconque.

On avait espéré, à un moment, qu'une combinaison ingénieuse pourrait amener rapidement la pacification, et une entrevue avait été projetée entre une députation de la Chambre crétoise et une délégation de l'Assemblée

de Thérisso. Malheureusement, ce projet échoua, et après avoir voté des remerciements aux puissances, pour la réglementation promise par elles des réformes, les députés suspendirent inopinément leurs travaux et regagnèrent leurs provinces. Cette décision laissa malheureusement aux habitants le sentiment que le Comité insurrectionnel constituait la seule représentation nationale et les insurgés ne pouvaient qu'être ainsi encouragés à ne pas modifier leur attitude.

Dans ces circonstances, l'idée vint aux puissances de procéder à une enquête en Crète pour arriver à connaître les principaux desiderata de la population. L'initiative de cette proposition fut prise par l'Angleterre (1); il y apparaissait que la nomination d'une Commission internationale, composée de représentants des quatre puissances protectrices pour l'examen et l'élaboration des réformes administratives et financières à apporter au régime de l'île, ne saurait avoir que des avantages; de plus, la Commission, pour hâter la fin de l'insurrection, promettait aux insurgés, au nom du H. C., une complète amnistie ; mais ce dernier, invité à faire connaître si ce projet d'enquête rencontrerait son approbation, ne parut pas disposé à lui donner son adhésion. Le 11 juin 1905, il transmettait aux puissances protectrices le télégramme suivant : « Depuis la proclamation du 12 mai 1905 des puissances protectrices au peuple

(1) *Livre Jaune*, page 123, n° 184.

crétois, trente jours se sont passés sans que les séditions s'y soient soumis; dans l'intervalle, la Chambre des députés a émis son dernier vote, que j'ai transmis aux quatre gouvernements, et suspendu ses séances en attendant la déposition des armes et le rétablissement de l'ordre. Les séditions, au contraire, restant sourds à ladite proclamation et ne respectant pas la décision des puissances, se jouent de la déposition des armes en formulant de fausses excuses : comme cet état de choses ruine le pays et désole, sauf quelques factieux, toute la population de l'île, je prie les quatre gouvernements de vouloir bien, par une proclamation ferme et déterminant un court délai pour la déposition des armes et en appliquant au district de la Canée les mêmes mesures prises aux districts de Candie et de Réthymo, faire respecter leur décision et mettre fin à la sédition qui pourrait épuiser la patience du pays et provoquer la guerre civile avec toutes ses suites désastreuses (1) ».

Le H. C. cherchait ainsi à provoquer une intervention des puissances, mais par une autre voie que celle vers laquelle l'Angleterre désirait l'orienter ; il est évident, en effet, qu'une proclamation ne pouvait comporter dans la pensée du prince Georges aucune enquête préalable. Les mesures que demandait le Prince consistaient, au dire de notre Consul général à la Canée, M. Maurouard, dans l'occupation des points les plus importants de l'île par les troupes internationales.

(1) *Livre Jaune*, page 124, n° 186.

En même temps que des renforts avaient été expédiés aux détachements internationaux en Crète, des croiseurs s'opposaient à toute introduction d'armes dans l'intérieur de l'île. La fréquentation des côtes par les navires européens eut pour résultat de mettre obstacle à des secours transmis aux insurgés par la Grèce. En même temps, les navires de l'escadre internationale étaient à même de recueillir des informations sur tous les points de la côte où la crise menaçait de sévir. En effet, les insurgés ne désarmaient pas et le bruit se propageait que le parti vénizéliste, s'il n'obtenait pas l'union administrative et financière avec la Grèce, s'opposerait par la force à l'application du régime prescrit par les puissances (1).

A cette nouvelle, la croisière internationale reçut les ordres les plus stricts en vue d'empêcher les tentatives de débarquement d'armes et de munitions sur les rives de Crète. Le prince Georges lui-même, désireux d'éviter l'aggravation des difficultés, avait fait auprès des quatre consuls une démarche et leur avait demandé de vouloir bien transmettre aux commandants des quatre stations navales de Crète des instructions destinées à prévenir le débarquement des armes et des munitions.

L'accroissement d'audace des bandes insurgées se manifestait cependant, et le 19 juin 1905, une colonne composée de détachements français, anglais et italien

(1) *Livre Jaune*, page 130, n° 195.

sous le commandement du lieutenant-colonel Lubanski, qui se dirigeait vers les districts du Nord de l'île, fut accueillie à coups de fusil par une petite troupe d'insurgés. Le 24 juin, le H. C. avertissait les puissances que les séditeux ne tenaient aucun compte de la proclamation européenne, qu'ils se livraient à des excès de tous genres contre les personnes et les propriétés, et qu'ils avaient occupé Vamos et Columbari. En conséquence, le Prince, s'attendant à des malheurs inévitables et redoutant la guerre civile, insistait auprès des puissances protectrices, leur demandant l'adoption de mesures énergiques. La situation devenait d'autant plus critique que le conseiller pour les Finances, Coundouro, qui exerçait sur les campagnes une grande influence, venait de remettre sa démission au gouvernement, qu'il blâmait de ne pas prendre des mesures plus énergiques en faveur de l'annexion et se décidait à rejoindre les insurgés dans la montagne pour les engager à un mouvement plus audacieux. Le H. C. concluait en proposant que les consuls généraux publient au nom de leurs gouvernements une proclamation fixant aux séditeux un délai pour remettre leurs armes, en les prévenant que les troupes rétabliraient l'ordre et déclareraient la loi martiale au cas de refus d'obéissance.

Les insurgés ne tinrent aucun compte des avertissements qui leur étaient adressés; le 30 juin 1905, un détachement russe dut faire usage de ses armes pour repousser une attaque devant Platania. Toutes les puis-

sances renforcèrent, à la suite de cet événement, leurs détachements en Crète; en même temps, la croisière des navires européens redoublait d'activité pour empêcher l'approvisionnement des séditeux en armes et en munitions ; une surveillance particulière était exercée sur le chargement de certains vapeurs suspects venant de Crète et les mesures navales ainsi prescrites entravaient largement la contrebande au profit des partisans de MM. Vénizélos et Coundouro.

Bien que les chefs des insurgés protestassent de leurs intentions pacifiques, les bandes — qu'ils avaient — sous leurs ordres grossissaient sans cesse et leur audace redoublait. Ils apparaissaient fréquemment à proximité de certaines localités, notamment de Kalyves, Kissamo-Castelli et Platania. Les consuls décidèrent de veiller à la défense de ces places en ordonnant à un navire de guerre de stationner à proximité du rivage de chacune d'elles. En même temps, le commandant supérieur des troupes internationales, d'accord avec les consuls des quatre puissances, prit, le 25 juin 1905, les prescriptions suivantes relatives aux cas où les troupes internationales pourraient ou devraient se servir de leurs armes (1). 1° En cas de légitime défense suivant appréciation des circonstances du commandant du détachement ; 2° pour s'opposer à une action criminelle ou gravement attentatoire à l'ordre public, perpétrée par un grand nombre

(1) *Livre Jaune*, page 146.

de perturbateurs, même ne faisant pas usage de leurs armes, mais se prévalant de leur prépondérance numérique. Toutefois dans ce cas, l'usage des armes par les troupes devra être précédé des sommations réglementaires.

Le 30 du même mois, les consuls des quatre puissances protectrices, MM. Howard, de Bronewski, Maurouard et Fasciotti jugeaient opportun de pourvoir de la manière suivante au maintien de l'ordre et de la sécurité à la Canée, Halépa et dans les autres localités suburbaines, y compris le village de la Sude (en conformité, d'ailleurs, des articles 13 et 25 de la constitution crétoise) : 1° dispersion de tous rassemblements armés et des rassemblements désarmés de plus de 50 personnes, après avoir fait les sommations réglementaires ; 2° protection de la vie et des biens des habitants de la Canée ; 3° arrestation des perturbateurs de l'ordre ; 4° remise immédiate des armes et des munitions (1). Ces mesures furent-elles bien efficaces ? Il est permis d'en douter. En effet, dans les dix premiers jours de juillet 1905 ; l'activité des insurgés se manifesta par l'assassinat de 8 musulmans, par de nombreuses atteintes aux propriétés des Turcs et même par des actes d'hostilité contre les troupes européennes.

Le 13 juillet 1905, les consuls, conformément au précédent des entrevues de 1897-1898 entre les amiraux et les chefs d'armes crétois, entrèrent en rapport direct

(1) *Livre Jaune*, page 146.

avec une délégation du Comité de Thérisso. Le H. C., qui avait été pressenti sur ce point, n'avait formulé aucune opposition. Les insurgés désignèrent comme parlementaires MM. Vénizélos, Foumis et Manos. Le doyen des consuls, M. Howard, prit la parole pour assurer aux insurgés que les puissances étaient fermement décidées à garantir l'exécution des réformes demandées; puis il les conjura dans l'intérêt du pays, d'écouter les paroles de paix qu'il leur apportait et de renoncer à une lutte qui devait s'éteindre avec l'effacement des souvenirs du passé (1). Pour la première fois, le Comité-insurrectionnel s'expliqua d'une manière plus catégorique sur ses intentions; il persista, bien entendu, à réclamer l'annexion à la Grèce ou tout au moins un rapprochement vers cette solution, mais, en même temps, il déclara que le mouvement insurrectionnel n'avait pas été occasionné seulement par le désir d'une union avec la Grèce ; il ajouta que les sentiments patriotiques et libéraux du peuple crétois avaient été profondément froissés par les procédés autoritaires employés par le gouvernement et par la négligence mise à l'entretien et à l'accroissement des forces productives de l'île, les travaux publics, l'agriculture et l'industrie se trouvant dans un égal désarroi. Les vénizélistes réclamaient donc avec la dernière énergie une politique à la fois libérale et réformatrice.

Cette entrevue ne produisit aucun résultat pratique;

(1) *Livre Jaune*, page 149, n° 230.

les bandes d'insurgés continuèrent, comme par le passé, à tenir la campagne ; aussi, le 15 juillet 1905 (1), une proclamation des consuls, renouvelant les assurances de réformes prochaines par les puissances portait en même temps qu'un délai de quinze jours était accordé aux insurgés pour déposer les armes, avec amnistie pour ceux qui obtempéreraient à cette injonction avant l'expiration de ce délai ; en l'absence de soumission, les puissances se réservaient d'appliquer la loi martiale suivant les nécessités de la situation. Cette déclaration des consuls fut suivie d'une adresse du prince Georges aux Crétois le 15 juillet 1905. Le H. C. enjoignait aux habitants de l'île de se conformer patiemment à la volonté des puissances et de ne pas démeriter de leur bienveillance par une résistance irréfléchie qui aurait compromis irrémédiablement la réalisation du vœu, cher à tous les habitants, de l'annexion à la Grèce (2).

Mais le délai de quinze jours assigné aux insurgés pour déposer les armes s'écoula sans qu'ils obéissent à cette injonction ; en conséquence, les quatre consuls généraux décidèrent l'adoption des mesures suivantes :
1° Constitution de commissions militaires internationales de justice et de police, ayant mandat d'instruire et de juger les attentats ou offenses commis contre les troupes internationales de terre et de mer, ainsi que les crimes, délits et contraventions contre les personnes ou

(1) *Livre Jaune*, page 150.

(2) *Livre Jaune*, page 151.

les propriétés musulmanes. En même temps, pour donner au corps de la gendarmerie une marque de sollicitude justifiée par la constante coopération de cette troupe avec les détachements internationaux, la proclamation consulaire portait que les attentats contre les gendarmes seraient assimilés à des attentats contre les troupes internationales.

2° La direction supérieure des prisons appartient à l'officier des troupes internationales qui tiennent garnison dans les prisons, et aucun prisonnier ne peut être remis en liberté sans un mandat d'élargissement du chef de détachement.

3° Il est interdit de détenir ou de porter des armes, à moins d'autorisation délivrée par une Commission militaire internationale (1).

Le 7 août 1905, un conflit s'engagea entre les insurgés et les Russes à Panormos. Les insurgés s'étaient emparés de la douane de Castelli, qui dépend de cette localité. Pour reprendre cette station, une canonnière portant 200 soldats russes et 10 gendarmes crétois, commandés par leur officier italien fut expédiée à Panormos. Une sommation adressée aux insurgés d'avoir à arborer le drapeau blanc dans le délai d'une demi-heure étant restée vaine, la canonnière ouvrit le feu; les insurgés répondirent au bombardement et il y eut quelques blessés de part et d'autre; les dégâts, surtout matériels, furent causés aux maisons des partisans du

(1) *Livre Jaune*, page 155.

gouvernement ; les insurgés s'étant intentionnellement montrés aux abords de ces maisons pour détourner sur elles le tir du navire européen.

Dans le début du mois d'août les conflits se généralisèrent. Des détachements anglais stationnés aux villages d'Aghiosmiron et de Korphès furent serrés de près par les insurgés le 14 août et, pour se dégager, ils durent recourir à une fusillade. A Réthymo, le même jour, une attaque des Crétois fut dirigée sur le poste de Coubé, occupé par les Russes ; ceux-ci perdirent d'abord du terrain, mais, le lendemain, ayant reçu du renfort, ils réoccupèrent la position perdue, les insurgés effectuèrent un mouvement de retraite vers le Sud en se défendant avec acharnement, dans la direction du village d'Azzipopulo ; ce village arbora le drapeau blanc dans la soirée et fut occupé par les Russes. Il y eut des pertes assez graves de part et d'autre. Le mouvement insurrectionnel était conduit par les chefs, Manos, Papadakis, Calogéris et Biris, ce dernier fut, d'ailleurs, tué dans l'action (1).

Ainsi, au commencement d'août, il devenait constant que les insurgés changeaient de tactique : ils s'étaient bornés jusque-là à des agressions isolées ; mais ils n'avaient entrepris aucun mouvement d'ensemble contre les troupes internationales. Maintenant leur audace augmentait et c'était une véritable campagne qu'ils prétendaient commencer contre les détachements des puissances.

(1) *Livre Jaune*, page 159, n° 238.

ces protectrices. La lutte prenait le caractère d'un véritable soulèvement. Il fallait donc agir avec plus d'énergie pour prévenir de nouvelles effusions de sang. Le 9/22 août 1905, le commandant supérieur des troupes internationales, M. Benedetti, se préoccupant d'empêcher les insurgés de se ravitailler à la Canée, prescrit de placer des postes mixtes de gendarmerie et de troupes internationales de jour et de nuit aux quatre sorties de la ville, c'est-à-dire à la porte de Koum-Kapou, de la Sude, de la Nouvelle-Percée et du quai de Topana. A ces quatre points de sortie, la circulation n'est permise, porte l'avis du colonel, que pour les personnes ainsi que pour les animaux et les véhicules non chargés d'approvisionnements.

Dans l'intérieur de l'île, le chef Manos, après l'attaque des troupes russes à Réthymo, se dirigea sur Hiérapétra pour mettre la main sur les douanes de cette localité, qui comptent parmi les plus fructueuses de l'île. La garnison d'Hiérapétra fut immédiatement augmentée d'un renfort de gendarmes expédiés de la Canée et le coup de main prémédité ne réussit pas. Sur un autre point de l'île, devant le cap Sidéro, le 18 août 1905 (1), un autre engagement avait lieu entre les insurgés et le torpilleur français *Chevalier*, qui avait été expédié dans ces parages pour porter secours à des gendarmes et des douaniers bloqués par des insurgés. On comprend dès lors la raison d'être des mesures sévères prescrites par les consuls et aussi la rigueur avec laquelle les bâti-

(1) *Livre Jaune*, page 163, n° 241.

ments européens s'efforçaient d'empêcher la contrebande. Le croiseur anglais *Minerva*, au cours d'une croisière autour de l'île, procéda à la visite de 40 petits bâtiments; on peut affirmer que le blocus effectué par l'escadre internationale fut, parmi les mesures adoptées, une des plus efficaces pour empêcher le ravitaillement des insurgés en hommes et en munitions.

Les insurgés se préoccupaient de se procurer des ressources par tous les moyens possibles. Le 8/21 septembre 1905, les commerçants étaient avisés que les stations douanières de Palaiochora, Klyves, Colombari, Stravou, Kissamou, Ghiorghoupolis, Mochlos et Makri-Yalou étaient tombées au pouvoir des insurgés, qui y percevaient indûment des droits d'entrée et de sortie sur le mouvement des marchandises ; en conséquence, il était recommandé aux intéressés de n'accomplir des opérations de commerce maritime que dans les ports demeurés aux mains des autorités régulières.

Le 7 septembre 1905 (1), la Chambre se réunit de nouveau, il n'y avait à attendre de sa réunion que les résultats les plus heureux. En effet, dans la session, d'ailleurs fort courte, de l'Assemblée crétoise (7/14 septembre 1905), celle-ci vota plusieurs réformes importantes, de caractère libéral, qui, toutes, étaient inscrites au programme du parti vénizéliste : notamment, élection au suffrage universel, au lieu de la désignation par le Prince des maires, adjoints et conseillers municipaux; suppression des 10 députés choisis par le H. C.; abro-

(1) *Livre Jaune*, page 166, n° 244.

gation des diverses restrictions à la liberté de la presse, modification de la loi électorale. Enfin, avant de se séparer, la Chambre vota la convocation d'une Assemblée nationale ayant pouvoir de procéder aux réformes qui dépassaient la compétence législative; seulement, d'après la Constitution, la réunion de cette Assemblée ne pouvait avoir lieu qu'après un délai de 10 mois.

En présence des décisions ainsi adoptées par la Chambre, la persistance du mouvement insurrectionnel n'avait plus de raison d'être ; les innovations que le parti vénizéliste avait inscrites parmi ses revendications les plus chères se trouvaient effectivement consacrées et celui-ci ne pouvait plus légitimement réclamer que des garanties destinées à assurer au scrutin l'indépendance nécessaire ; la présence des troupes internationales était de nature à rassurer à cet égard les esprits les plus inquiets. Une autre réforme importante avait été décidée par la Chambre : la création d'un corps de gardes civiques ; seulement cette mesure, louable en elle-même et facilement applicable sur les côtes, dans les villes qui n'étaient point acquises à l'insurrection, était plus délicate à pratiquer dans l'intérieur, car le fait d'armer des campagnards trop enclins à se servir de la poudre n'était pas sans présenter quelque inconvénient.

§ 6. — Fin de l'insurrection.

Non seulement l'insurrection ne pouvait plus se justifier en droit, puisque satisfaction venait d'être donnée

à la plupart de ses vœux par la Chambre, mais il lui était difficile de se maintenir en fait, en raison de la pénurie de ses ressources pécuniaires (1).

Le 9/22 septembre 1905 (2), M. Maurouard étendit au secteur français les commissions de police qui, en vertu d'une décision consulaire du 4 septembre 1905, fonctionnaient déjà dans le surplus de l'île et qu'il paraissait urgent de généraliser au secteur français, en vue d'assurer le maintien de l'ordre. Ces commissions de police étaient compétentes pour les contraventions et les délits n'entraînant pas de peine supérieure à 200 francs d'amende ou à 6 mois de prison ; pour les infractions entraînant des peines supérieures, l'instruction était faite par le chef du détachement et le jugement rendu par la Commission militaire internationale de justice de la Canée.

La fin du mois de septembre fut marquée par une dépression de l'ardeur insurrectionnelle des partisans de M. Vénizélos ; leurs prétentions se montraient singulièrement plus modérées ; elles furent transmises aux consuls par des intermédiaires. Les insurgés renoncèrent à insister davantage sur un changement apporté au statut de l'île, soit au point de vue international, soit en ce qui concerne la personne du H. C. Ils se désin-

(1) Le Comité projetait de procéder en Grèce à un emprunt de 100.000 francs, divisé en 20.000 obligations de 5 francs dont le produit servirait aux besoins de l'insurrection. Les gouvernements russe et français agirent immédiatement auprès de la Grèce afin de mettre obstacle à cette émission.

(2) *Livre Jaune*, page 170.

téressaient de tous les rapports de la Crète avec l'extérieur, sauf des relations d'un caractère purement économique et commercial. Il paraissait, dès lors, possible d'en terminer rapidement avec un mouvement qui avait été si contraire au développement industriel du pays et à la sécurité des habitants de l'île. Mais, conformément à la ligne de conduite proposée par M. Maurouard, il semblait préférable de ne pas continuer une lutte à outrance avec les insurgés et d'examiner avec bienveillance celles de leurs propositions qui seraient compatibles avec les vues politiques des puissances.

Les prévisions fondées sur l'état d'esprit des insurgés, et qu'il était possible de formuler dès la fin de septembre 1905, ne tardèrent pas à se réaliser. Dans la partie orientale du secteur français, les insurgés remirent leurs armes aux autorités françaises au début d'octobre 1905. Conformément à la demande préalable des insurgés, il leur fut répondu qu'ils ne seraient nullement inquiétés pour attentats ou délits politiques extérieurs, mais que l'amnistie ne s'étendrait pas aux crimes et infractions de droit commun. En peu de jours, environ 80 fusils de guerre furent remis au colonel Lubanski et la gendarmerie crétoise put réoccuper ses postes. Par conséquent, sans que le détachement français eût été obligé de recourir à aucune mesure de coercition, le mouvement insurrectionnel prit fin dans son secteur.

Le 20 octobre, les chefs insurgés, revenant à la charge, faisaient connaître qu'ils se désintéressaient de

leurs demandes de réformes et s'en remettaient aux puissances protectrices du soin de prendre une décision à leur égard ; ils maintenaient seulement comme condition de leur soumission la faculté de conserver leurs armes dans leurs maisons et l'extension de l'amnistie aux gendarmes déserteurs. Le 23 octobre (1), les consuls se mirent d'accord sur les grandes lignes de la réponse qu'il convenait de faire à ces propositions ; il s'agissait d'exiger le dépôt d'au moins 800 armes de guerre et d'un nombre correspondant de cartouches, moyennant quoi amnistie serait accordée, sauf aux insurgés coupables d'infractions de droit commun et aux gendarmes déserteurs. Autorisation fut accordée à ceux des insurgés qui en avaient fait la demande de se réfugier en Grèce, en profitant de bateaux mis à leur disposition par le gouvernement hellénique ; il y avait évidemment avantage à voir diminuer le nombre des insurgés dans l'île. Bien entendu, le gouvernement grec promettait de veiller au désarmement des insurgés à leur arrivée sur le territoire hellénique et de mettre obstacle à toute tentative d'insubordination. La réponse des consuls des quatre gouvernements aux chefs thérissiotes développa ces conditions imposées aux insurgés. Ces conditions étaient présentées sous une forme soigneusement pesée, en vue d'éviter tout froissement des dirigeants du mouvement et toute difficulté pour ceux-ci à obtenir l'adhésion de leurs partisans : les consuls réclamaient le dé-

(1) *Livre Jaune*, page 184, n° 265.

pôt des armes, devant comporter de 800 à 1.000 fusils de guerre à rayures se chargeant par la culasse avec un nombre correspondant de cartouches ; la condition de remise des armes était la mesure la plus efficace pour assurer la tranquillité du pays. Quant à l'amnistie, elle était accordée pour tous les faits d'insurrection, sauf pour les crimes et délits de droit commun. Les puissances protectrices promettaient en outre d'assurer la pleine sincérité des élections.

Dès le lendemain, les chefs thérissiotes répondirent qu'ils acceptaient les conditions imposées par les puissances, tout en insistant sur la difficulté d'exécuter la remise de 800 à 1.000 fusils. L'adhésion des insurgés portait la signature des chefs Vénizélos, Fournis et Manos (1). Un délai supplémentaire de 15 jours fut, d'ailleurs, accordé aux insurgés le 28 octobre/10 novembre 1905, pour effectuer la remise complète de leurs armes. Enfin l'accord final entre M. Vénizélos et les consuls généraux des puissances protectrices fut conclu le 15 novembre 1905. Environ 700 fusils furent déposés par les insurgés, les gendarmes furent réinstallés dans tous les postes abandonnés par ces derniers. Les gardes communales non reconnues par les autorités consulaires ou militaires furent dissoutes ou désarmées ; toute latitude fut accordée aux gendarmes déserteurs et aux insurgés de s'expatrier s'ils le désiraient ; une amnistie générale couvrait les faits d'insurrection en dehors des infractions

(1) *Livre Jaune*, page 194.

de droit commun. Enfin, les autorités internationales promettaient d'assurer par une surveillance rigoureuse la loyauté des élections communales, et, le 26 novembre 1905, M. Maurouard pouvait porter à la connaissance du Président du Conseil des ministres français que, « les insurgés ayant satisfait aux conditions posées par les puissances protectrices pour la remise des armes et des munitions, l'amnistie visant les faits politiques relatifs à l'insurrection a été proclamée hier. Dans l'intervalle, les gendarmes déserteurs et d'autres insurgés non compris dans cette amnistie se sont embarqués pour la Grèce (1).

A la même date (25 novembre 1905), les consuls adressaient aux Crétois la proclamation suivante : « Crétois, les proclamations d'amnistie qui viennent d'être publiées au nom des puissances protectrices doivent avoir signification de rentrée dans une ère de paix et de concorde avec tous les habitants de cette île. Il convient donc qu'à partir de ce jour tous souvenirs irritants des divisions et agitations passées soient effacés de vos esprits pour ne laisser place qu'à des sentiments de fraternité et d'harmonie. C'est malheureusement l'ordinaire effet des recours aux armes en matière de politique intérieure que de laisser dans le pays des traces de profonde rancune et souvent aussi des désirs de vengeance particulière, provenant des faits commis pendant l'insurrection. Il im-

(1) *Livre Jaune*, page 203.

porte donc que, tous ceux qui placent les intérêts au-dessus des considérations personnelles fassent leur possible aux fins d'empêcher l'ouverture d'une période de représailles ou de vendettas.

Aucun pays ne peut avoir espoir de progrès réel vers la civilisation lorsqu'il est exposé à des éventualités de prises d'armes de la part de telle ou telle faction, dédaigneuse des voies légales pour faire valoir ses revendications, et le fait même que leur passé a habitué les Crétois à ces levées armées doit imposer à tous ceux qui sont animés d'un amour vrai et profond pour leur patrie et qui souhaitent son développement régulier, l'essentielle obligation de se tenir, soit comme parti politique, soit comme particuliers, dans les limites de la légalité.

Les puissances désirent ardemment le bien-être de la Crète, mais la réalisation et le maintien des améliorations à atteindre dans ce sens comporteront la coopération loyale des Crétois de tout parti. La condition la plus nécessaire pour le progrès du pays doit être incontestablement la jouissance de la paix et de la tranquillité, permettant à tout citoyen paisible de vaquer en pleine sécurité à ses occupations.

Nous voudrions donc graver dans le cœur de tout Crétois l'importance d'oublier, dans l'intérêt de l'Etat, toute rancune politique ou personnelle; et, étant donné qu'une uniformité d'opinion entre tous n'est pas dans l'ordre des choses possibles, une impartialité scrupuleuse devra être prise pour règle de conduite envers leurs adversai-

res politiques par ceux qui seront investis du pouvoir à l'avenir, et d'autre part, il ne devra pas être dérogé aux méthodes d'opposition légale et constitutionnelle par ceux qui ne partageront pas les opinions du gouvernement.

Crétois,

En ce jour qui marque, suivant notre espoir, le passage à cette ère d'ordre et de paix nous vous convions au rétablissement de rapports dégagés de toute animosité entre concitoyens que des dissentiments politiques ont momentanément désunis, et c'est notamment dans cet esprit que devra s'effectuer et être accueillie la rentrée dans leurs villages de ceux qui viennent d'en être éloignés durant quelques mois.

Les autorités et la gendarmerie auront certainement à cœur de concourir à cette œuvre de sincère rapprochement entre tous et de rétablissement de la confiance mutuelle ; la stricte et loyale impartialité qui leur incombe dans l'exercice de leur mandat public et dont elles ne manqueront pas de s'inspirer devra trouver parmi toute la population un esprit correspondant de respect envers les lois et de déférence aux pouvoirs établis.

A l'unisson avec cette observance des devoirs civiques, il conviendra aussi de voir s'affirmer le sentiment étroit de la solidarité devant exister entre tous les membres du corps social, sans distinction de religion, ni de parti.

Crétois,

A la suite des efforts consacrés par les puissances protectrices au rétablissement de la tranquillité dans cette île et aujourd'hui couronnés de succès, vous tiendrez, par la pratique permanente de ces principes, à concourir avec elles au parfait raffermissement de l'équilibre intérieur basé sur la stabilité de la paix et de l'ordre légal.

Sous cet égide des puissances protectrices, dont les dispositions bienveillantes vous sont acquises, et sous le gouvernement de S. A. R. le Prince Georges de Grèce, leur Haut Commissaire en Crète, à la faveur de sages lois et de leur juste et régulière application, les voies fécondes du progrès s'ouvrent devant vous, offrant le champ à un nouvel essor des nobles émulations et des utiles activités, contributives au développement de la prospérité de l'île et au bien commun de ses habitants.

Halépa, le 12/25 novembre 1905.

: ESMÉ HOWARD,
A. DE BRONEWESKY,
L. MAUROUARD,
FASCIOTTI.

Des décisions complémentaires de celle accordant l'amnistie furent prises pour assurer la paix publique.
Une proclamation du 26 décembre 1905/6 janvier 1906,

émanant du commandant supérieur des troupes internationales, Benedetti, permet les réunions sans armes tenues par les Crétois, à quelque parti politique qu'ils appartiennent. Toutefois, ces réunions sont assujetties à certaines règles : 1° elles ne doivent jamais avoir lieu en plein air ; 2° avis préalable de la réunion doit être donné au commandant des troupes internationales au moins 24 heures à l'avance ; 3° une réunion ne peut être tenue sans désignation préalable d'un Comité responsable de 3 membres, chargés d'assurer le maintien de l'ordre ; 4° l'admission aux réunions se fera par billets d'entrée donnant le nom du porteur et signé d'un des membres du Comité responsable. Les assistants ne pourront apporter aucune arme ni bâton, pas même un parapluie; enfin 5° les discours prononcés dans ces réunions pourront être publiés par la voie de la presse, à condition qu'ils ne contiennent aucune attaque contre le gouvernement.

A la suite de la proclamation de l'amnistie du 25 novembre 1905, des démarches furent accomplies par de notables musulmans auprès des consuls, afin d'obtenir que ceux de leurs coréligionnaires qui avaient été expulsés de l'île à la suite des événements de 1897/1898 fussent admis à rentrer en Crète et compris dans l'amnistie, et ils demandèrent aussi que les sentences prononcées contre les musulmans pour faits relatifs aux troubles de 1897/1898, en vertu desquels des condamnés étaient encore détenus dans les prisons, fussent révisées;

les pétitionnaires firent valoir qu'aucun chrétien, en fait, ne demeurait frappé d'expulsion ou d'incarcération pour ce motif et que, seuls, les musulmans subissaient encore les rigueurs de la répression. Il fut fait droit à cette requête et la plupart des musulmans qui restaient sous le coup de mesures d'exception furent amnistiés dans le courant de 1906 par le H. C. Une semblable mesure était manifestement de nature à atténuer les griefs que les musulmans avaient invoqués pendant l'insurrection de 1905 contre les chrétiens. En même temps des enquêtes furent prescrites par le H. C. pour évaluer le chiffre approximatif des dommages qui avaient été éprouvés par les musulmans au cours des événements de 1905. En effet, les troupes internationales s'étaient bien attachées à assurer, dans la mesure du possible, la protection des personnes et des propriétés musulmanes, mais cette mission était évidemment des plus délicates surtout dans les campagnes, en raison de la distance qui séparait les centres d'occupation des contingents internationaux. Rien n'était donc plus juste que le principe d'une indemnité pour réparer l'insuffisance des mesures de sécurité organisées pendant l'insurrection.

§ 7. — Modifications apportées au sort de la Crète.

En janvier 1906, eurent lieu les élections municipales, sous la surveillance des troupes internationales. Les

élections s'effectuèrent dans un ordre relatif. Les résultats furent partagés entre les candidats gouvernementaux et ceux de l'opposition. Quant aux mesures de croisière, destinées à empêcher l'importation des armes et munitions en Crète, elles furent maintenues au cours de l'année 1906, lorsque les circonstances le comportèrent, surtout pour les arrivages de Grèce.

Au point de vue de la politique intérieure, le prince Georges, malgré les assurances données aux puissances, maintint son attitude d'hostilité envers les libéraux. Le mécontentement du prince Georges avait, d'ailleurs, été entretenu par le contrôle incessant exercé par les puissances sur le détail des réformes à introduire et sur les causes du mouvement insurrectionnel de 1905. Le mécanisme des réformes avait été indiqué par la Commission d'enquête envoyée dans l'île, conformément à la promesse contractée par les quatre puissances protectrices, vis-à-vis des chefs insurgés, d'étudier les modifications à apporter à la Constitution en vue de rendre plus effectives les garanties des citoyens. Les quatre gouvernements anglais, français, italien et russe arrêtaient, de concert, un programme de réformes qui fut notifié au Prince et à l'Assemblée crétoise en 1906.

« Les puissances protectrices ont examiné dans l'esprit le plus bienveillant à l'égard de la Crète les conclusions des délégués qu'elles avaient envoyés dans l'île

à la suite des troubles de 1905 et au moment où l'Assemblée Nationale récemment élue va commencer ses travaux, elles tiennent à marquer au peuple crétois l'intérêt qu'elles lui portent en même temps que leurs désirs très sincères de tenir compte dans la mesure du possible de ses légitimes aspirations.

S'inspirant des propositions de leurs délégués les puissances jugent possibles d'élargir dans un sens plus national l'autonomie de l'île et de prendre une série de dispositions de nature à améliorer la situation matérielle et morale de la Crète.

A cet effet, elles se sont mises d'accord pour arrêter les mesures suivantes.

Mise à l'étude sans aucun délai d'une réforme de la gendarmerie et de la création d'une milice où l'élément crétois et hellénique pourrait être développé progressivement sous la réserve que les officiers hellènes dont on accepterait le concours seraient rayés des cadres de l'activité de l'armée grecque. Retrait des forces internationales aussitôt que la gendarmerie et la milice crétoises seraient formées et mises sous les ordres du Haut-Commissaire, que l'ordre et la tranquillité seraient rétablis et que la protection de la population musulmane sera assurée.

Prolongation de la surtaxe douanière 3 0/0, permettant de conclure avec les garanties nécessaires un emprunt de 9.300.000 francs dont 3.300.000 francs serviraient au paiement immédiat des indemnités aux indi-

gènes et aux Hellènes et dont le reste serait réservé à des travaux d'utilité publique.

Extension à la Crète de la Commission de contrôle des Finances helléniques et désignation d'un fonctionnaire étranger chargé de créer un service d'inspection des Finances et de faire annuellement son rapport à la Chambre.

Recommandation aux consuls généraux de s'adresser pour les affaires courantes, aux conseillers responsables du gouvernement crétois dont l'autorité administrative se trouvera ainsi accrue tandis qu'on évitera des causes de froissement de nature à atteindre le prestige personnel du Haut-Commissaire.

Ajournement jusqu'en 1911 du paiement des intérêts et de l'amortissement de l'avance des 4 millions consentis à la Crète par les puissances protectrices.

Envoi aux ambassadeurs à Constantinople, d'instructions en vue du règlement des difficultés encore pendantes entre la Turquie et la Crète, telles que celles relatives au drapeau crétois, aux actes judiciaires, aux Crétois détenus dans les prisons ottomanes, aux droits de phares aux postes télégraphiques, à la nomination des cadis et à la protection des Crétois à l'étranger et en Turquie.

Traitant sur un pied absolu d'égalité des éléments chrétiens et musulmans en ce qui concerne notamment l'exercice des fonctions publiques, l'organisation des démo-gerenties et la réglementation des montevelis, forma-

tion d'une Commission mixte mi-partie consulaire mi-partie crétoise pour examiner les cas de dépossession des mosquées, terrains, cimetières, etc., commises aux préjudices des collectivités musulmanes.

Les puissances protectrices considèrent d'autre part, comme indispensable, que l'Assemblée Nationale crétoise révisé un certain nombre d'articles de la Constitution permettant de réaliser les réformes projetées dans l'intérêt de l'île et portant sur les points suivants : Organisation de la milice, formalités d'expropriation, session et budget annuel, création d'un organe de contrôle financier garanti par le recrutement et la stabilité des fonctionnaires. En faisant part de ces décisions au peuple crétois, les puissances protectrices ne doutent pas qu'il ne se rende compte que tout pas en avant dans la réalisation des aspirations nationales est subordonné à l'établissement et au maintien de l'ordre et d'un régime stable (1).

10/23 Juillet 1906.

Mais ces décisions étaient conçues dans un esprit trop libéral pour recevoir l'approbation du H. C. Il manifesta à ce sujet son mécontentement dans des termes qui déplurent aux puissances. En effet, le prince Georges, qui était en quelque sorte le préposé des puissances à l'administration de l'île, se départissait incontestablement de la correction que lui imposaient ses fonctions, en critiquant les vues des Etats dont il était l'instrument.

(1) Affaires étrangères. Documents communiqués.

L'entourage du Prince, se rendant compte du peu d'enthousiasme avec lequel celui-ci acceptait les réformes, ne songea qu'à provoquer une campagne d'opposition et d'agitation contre les mesures préconisées par les puissances. Dès lors, le maintien du Prince comme H. C. en Crète n'était plus possible et il devenait incompatible avec la marche normale des affaires, avec la reprise du commerce et le développement de l'industrie. Un peuple constamment agité par des luttes politiques ne saurait en effet se préoccuper de son développement économique. Le prince Georges, ne réunissant plus les conditions requises pour orienter la Crète dans une voie de prospérité, son remplacement s'imposa ; certaines concessions furent toutefois accordées au progressivisme hellénique en Crète. Le choix des puissances se porta alors sur M. Zaïmis, homme prudent et conciliant, qui était des mieux qualifiés, pour représenter les Etats européens en Crète (1). Le départ du Prince fut marqué aux abords de la capitale par des troubles assez sérieux fomentés par son entourage, mais ce fut une agitation passagère qui se calma rapidement.

§ 8. — Nomination de M. Zaïmis.

A l'occasion de la nomination de M. Zaïmis au poste de H. C., les puissances portèrent à la connaissance du

(1) Cf. *Le Temps* du 24 novembre 1906, article de M. Georges Villiers : *Propos diplomatiques*.

peuple crétois, par l'intermédiaire de leurs consuls, la note collective suivante dont le texte avait été remis le 1/14 août 1906, au gouvernement d'Athènes : « Les puissances protectrices, afin de manifester leur désir de tenir compte, dans la mesure du possible, des aspirations du peuple crétois et de reconnaître pratiquement l'intérêt que Sa Majesté le Roi des Hellènes, doit toujours prendre à la prospérité de la Crète, se sont mises d'accord pour proposer à S. M. que désormais, toutes les fois que le poste de H. C. de Crète deviendra vacant, S. M., à la suite des consultations confidentielles avec les représentants des puissances protectrices à Athènes, désignera un candidat capable d'exécuter le mandat de ces puissances dans cette île et portera son choix officiellement à leur connaissance. Les puissances protectrices, aussitôt qu'elles auront approuvé le choix, prendront les dispositions nécessaires pour déléguer leur pouvoir au nouveau H. C. pour une période fixe de cinq ans et pour porter la nomination à la connaissance de S. M. le Sultan. Cette concession, dans la pensée des puissances protectrices, fait partie intégrante des réformes projetées dans la note collective adressée par les consuls généraux en Crète au H. C. le 10/23 juillet et ces puissances ont le ferme espoir que l'Assemblée crétoise les acceptera loyalement.

En communiquant ce qui précède au peuple crétois, les consuls généraux soussignés appellent tout spécialement son attention sur la très sérieuse signification du

dernier paragraphe de la note des puissances. La Cannée, 14 septembre 1906. Signé : de Bronewsky, Maurouard, Fasciotti, Bonald, Graham.

Ayant ainsi accepté le mandat de H. C., M. Zaïmis tint à justifier le choix des puissances, tout en assurant la population que la sympathie pour la Grèce devait rester au premier rang des préoccupations des Crétois. Ce fut ainsi qu'il confirma que les officiers hellènes qui devaient entrer dans la gendarmerie prendraient prochainement leur service. Il déclara au peuple que le contrôle financier, dont il était question dans la note des puissances du 10/23 juillet 1906, § 6, concernait exclusivement les emprunts contractés auprès des puissances étrangères, ainsi que les revenus consacrés au service de ces emprunts ; il ajouta qu'il n'était nullement question d'un contrôle administratif de portée générale. En donnant ces assurances, le H. C. s'efforçait de calmer les susceptibilités des Crétois, à la pensée que le gouvernement de leur pays relevait encore de la surveillance des quatre puissances protectrices.

Puis une autre question se posait ; il s'agissait de réviser la constitution, dont certains articles n'étaient plus en harmonie avec les idées et les mesures libérales auxquelles le prince Georges était demeuré constamment opposé et que le nouveau H. C. acceptait au contraire intégralement.

La révision de la Constitution effectuée par l'Assemblée nationale crétoise, conformément à l'orientation

NOUVELLE CONSTITUTION DU 8/21 DÉCEMBRE 1906 227

indiquée dans la note collective du 10/23 juillet 1906, fut portée à la connaissance des puissances par une note de M. Zaïmis. La révision s'est appliquée aux points suivants :

Annexes à la dépêche politique n° 1 du Consulat général de France en Crète en date du 2 janvier 1907

Ayant accepté le mandat de Haut Commissaire dans les conditions que lui ont été communiquées le 10/29 septembre de cette année par les Représentants des quatre Puissances à Athènes et considérant, qu'une de ces conditions, consiste au soin de veiller à l'adoption et la mise en exécution des mesures indiquées dans la note collective du 10/23 juillet 1906, mesures au nombre desquelles figure en premier lieu la nécessité de réviser certains articles de la Constitution, M. Zaïmis croit de son devoir d'informer les puissances protectrices que l'Assemblée Nationale Crétoise a terminé ses travaux et adopté dans la nouvelle Constitution les articles relatés ci-après en traduction française et partant sur les points indiqués dans l'alinéa 10, paragraphe 2 de la dite note comme suit :

ORGANISATION DE LA MILICE

Art. 4. — La défense du pays et le maintien de l'ordre à l'intérieur sont confiés à un corps de milice et à la gendarmerie indigènes.

Le service dans la milice est obligatoire.

La milice et la gendarmerie n'ont pas droit au vote et doivent observer une neutralité politique absolue.

FORME D'EXPROPRIATION

Art. 17. — Nul n'est exproprié si ce n'est pour cause d'utilité publique dûment prouvée dans le cas et selon la forme prévue par la loi, et toujours moyennant une indemnité préalable, laquelle en cas de désaccord est fixée par décision des tribunaux réguliers.

SESSIONS ET BUDGETS ANNUELS

Art. 40, paragraphe I. — Le Haut Commissaire convoque la Chambre des députés en Session ordinaire régulièrement une fois par an et en session extraordinaire toutes les fois qu'il le juge opportun.

Art. 54. — La Chambre détermine annuellement l'effectif de la milice le recrutement et le budget et se prononce sur le compte rendu de la gestion financière. Toutes les recettes et les dépenses de l'Etat doivent figurer dans le budget et le compte rendu. Le budget est soumis à la Chambre dans les dix premiers jours de chaque session. Il est examiné par une Commission spéciale de la Chambre et il est voté une seule fois.

Création d'un organe de contrôle financier.

En corrélation avec la disposition de l'alinéa 6 de la note :

« Désignation d'un fonctionnaire étranger chargé de créer un service d'inspection des finances et de faire annuellement son rapport à la Chambre. »

Art. 97. — Une loi spéciale votée à la 1^{re} Session législative instituera un service d'inspection et de contrôle des comptables et de l'administration des personnes morales. La création et la direction de ce service peuvent être confiées à un étranger. Celui-ci ainsi que les autres membres de cette institution seront inamovibles à l'instar des magistrats. Le traitement fixé dans la loi au moment de leur entrée en fonctions, ne pourra subir de réduction tant que durera leur service.

Art. 54 ci-dessus, paragraphes 1 et 2.

GARANTIES POUR LE RECRUTEMENT ET LA STABILITÉ DES
FONCTIONNAIRES

Art. 100. — Sur la base des qualités requises et au moyen d'un concours, une loi spéciale déterminera les conditions de la nomination et de l'avancement des fonctionnaires publics sauf les exceptions dont il sera fait mention dans les lois; à capacité égale, la préférence sera donnée à ceux qui ont rendu des services personnels à la patrie. Cette même loi règlera le mode et les causes de la révocation et du transfert des fonctionnaires et l'institution d'un Conseil de surveillance composé en majorité de magistrats. Ce Conseil statuera sur la révocation des fonctionnaires jouissant de l'inamovibilité. Ceux qui ont encouru après la date du 8 décembre 1898 une des peines criminelles ou correctionnelles mentionnées dans l'article 22 du Code pénal, dépassant un an d'emprisonnement, ne pourront en aucune façon obtenir des emplois rétribués, civils ou municipaux.

Pour ce qui concerne les magistrats :

Art. 87. — La justice est rendue par des juges nommés en conformité du règlement judiciaire.

Art. 88. — Aucun juge ou procureur ne peut être nommé sans la proposition, ni transféré sans l'avis, ni suspendu, ni révoqué sans une décision du Conseil de justice composé du président, du procureur et de trois juges de la Cour d'appel de la Canée.

Sont exceptés les Présidents et les Procureurs des Cours d'Appel. Le règlement judiciaire règlera le mode de leur nomination et de leur révocation.

Art. 89. — Les Présidents, Juges et Procureurs indigènes seront inamovibles aussitôt après leur nomination et ne pourront être définitivement révoqués que pour les motifs suivants :

1° Triple peine disciplinaire définitive infligée par un tribunal composé de plusieurs membres et dont l'une au moins infligerait la suspension.

2° Condamnation définitive à un emprisonnement d'au moins six mois.

3° Condamnation définitive pour un acte relatif à leur service et puni comme délit par le Code pénal.

4° Condamnation définitive pour un des actes prévus par l'article 22 du Code pénal.

5° Incapacité de remplir leurs fonctions, résultant de vieillesse ou de maladie incurable. La suspension ne doit pas dépasser six mois.

Le Haut Commissaire tient en outre à informer les Puissances Protectrices que les dispositions des alinéas 5 et 10 paragraphe I de la note du 10/23 juillet ont été également prévues dans la nouvelle constitution. Pour ce qui concerne la prolongation de la surtaxe douanière de 3 0/0 la conclusion d'un emprunt et le mode de son affectation par les articles 117 et 118, ayant comme suit :

Art. 117. — Le Gouvernement est autorisé à négocier et à contracter en fournissant les garanties nécessaires, un emprunt de 9.300.000 drachmes à un intérêt maximum de 4 0/0.

Dans le cas où le gouvernement n'aurait pu obtenir cet intérêt l'emprunt devra être soumis à la Chambre.

Du produit de cet emprunt on prélèvera la somme nécessaire pour porter à 5.000.000 de drachmes le fonds des recettes de la surtaxe de 3 0/0 existant actuellement dans la Caisse du Gouvernement. La somme ainsi obtenue est destinée à acquitter totalement par le paiement des quote-parts respectives, les réclamations des indigènes et sujets hellènes pour des dommages prouvés pendant les insurrections de 1896 et 1897 et dont le montant a été reconnu par la Commission d'estimation compétente.

Le reste de l'emprunt sera affecté à des travaux de communication par terre, conformément aux lois spéciales qui seront votées par la Chambre. Cette somme sera répartie par département, en proportion de leur population et de l'utilité publique.

Art. 118. — La surtaxe douanière de 3 0/0 continuera avec le consentement des Puissances à être perçue dans l'avenir. Le Gouvernement est autorisé à demander aux Puissances leur assentiment à l'augmentation de cette surtaxe.

Pour ce qui concerne le traitement sur un pied d'absolue égalité des éléments chrétiens et musulmans, l'organisation des démogéronties, etc., par les articles 2, paragraphes 2 et 4, 2, 104, 106, et 108, reproduits ci-après en traduction française.

Art. 2. — Chacun est libre de professer le culte qu'il préfère.

La différence de religion n'a aucune action sur l'acquisition, la perte ou l'exercice de n'importe quel droit personnel ou réel et ne dégage d'aucune obligation légale.

Art. 22. — Les Crétois sont égaux devant la loi ; ils contribuent sans distinction aux impôts publics en proportion de leur fortune ou de leurs revenus.

Les charges publiques sont accessibles à tous les Crétois, quelle que soit la religion qu'ils professent et sont réparties en proportion du nombre des deux éléments cohabitants, selon leur capacité et leur honnêteté, conformément aux lois : sauf les cas où la loi en dispose autrement, sont seuls admis aux charges publiques les indigènes.

Art. 104. — Le Haut Commissaire nomme et révoque les Cadis. Il les choisit parmi ceux qui ont été investis de leur juridiction spirituelle par le Cherk-ul-Islam et qui ont prêté le serment religieux entre ses mains.

Avant d'entrer en fonction les Cadis doivent également prêter serment de fidélité à l'Etat Crétois.

Le Haut Commissaire nomme et révoque les Muftis sur la désignation de la démogérontie musulmane compétente.

Les Cadis et Muftis peuvent aussi être choisis parmi des étrangers.

Art. 106. — Les juges religieux ont le droit de nommer et de révoquer les fonctionnaires religieux sur la proposition des démogéronties respectives.

Les démogéronties musulmanes sont élues par les électeurs musulmans de la circonscription respective au suffrage universel direct et en scrutin secret; elles nomment et révoquent les directeurs des établissements religieux musulmans ainsi que le reste de leur personnel.

Sur la proposition de ces mêmes démogéronties sont nommés en conformité de la loi les directeurs et les autres membres du personnel de l'enseignement des écoles musulmanes.

Elles ont le droit d'émettre leur avis en ce qui concerne la rédaction du programme de l'enseignement de leurs écoles. Ces affaires relatives à la curatelle, la tutelle et l'émancipation des mineurs ressortissent aux démogéronties musulmanes, qui se conformeront aux dispositions de la loi.

Art. 108. — Pour les élections des députés, les musulmans des départements de Candie, Rethymo et La Canée, forment des collèges électoraux spéciaux. D'autre part, en adoptant dans son entier la note du 10/23 juillet, fait que le Haut Commissaire a eu l'honneur de porter à la connaissance des Puissances Protectrices, le 5/18 octobre dernier par l'intermédiaire de leurs consuls généraux en Crète, l'Assemblée nationale Crétoise a déjà pourvu, pour autant que cela dépendait d'elle, à la mise en exécution des autres mesures arrêtées par les Puissances, mais n'étant pas de nature à figurer dans la Constitution.

Le Haut Commissaire estime que l'Assemblée nationale Crétoise, a ainsi loyalement accepté les réformes projetées dans la note collective du 10/23 juillet et sans omettre de signaler que l'observation du *statu quo* politique de l'île a été sauvegardée dans la Constitution votée (art 1^{er}), il a l'honneur de prier les gouvernements des quatre Puissances de vouloir bien lui faire connaître si elles considèrent comme répondant à leur intention, les articles ci-dessus de la constitution afin qu'il soit avisé sans retard à sa promulgation.

Le Haut Commissaire croit néanmoins devoir informer les Puissances qu'à son avis une nouvelle réunion de l'Assemblée

nationale aux fins de réformer tels articles de la Constitution éventuellement reconnus susceptibles de modification, ne serait pas de nature à profiter aux intérêts du pays et pourrait susciter des difficultés qui auraient pour résultat d'entraver l'œuvre actuellement poursuivie dans l'Ile (1).

La Canée, 8/21 décembre 1906.

A la suite de ces mesures, et depuis l'installation de M. Zaïmis, on peut dire que le régime gouvernemental de la Crète, toujours sous le contrôle des puissances, est nettement libéral et impartial. La Crète paraît donc être définitivement entrée dans une ère de tranquillité. Les Crétois sauront au moins rendre justice aux puissances protectrices que ce résultat n'a pu être obtenu que grâce au concours de ces dernières. Après avoir été longtemps asservis au joug de la domination ottomane, les habitants de l'île jouissent enfin d'un gouvernement libéral; ils savent que la Grèce pour qui ils ont toujours éprouvé une si profonde amitié, est consultée pour le choix du H. C.; c'est là une atténuation notable apportée à la déception, qu'ils ont ressentie, de ne pouvoir être unis au pays vers lequel une tradition plusieurs fois séculaire les a constamment attirés. Il était impossible de faire plus, dans les circonstances actuelles, sans provoquer une complication redoutable de la question d'Orient, toujours si brûlante.

En tous cas, la conclusion qui se dégage des derniers événements, c'est que l'intervention des puissances a toujours été observatrice des plus grands ménagements

(1) Affaires étrangères. Documents communiqués.

vis-à-vis de la population crétoise. Au cours de la crise de 1905, les efforts constants des consuls généraux ont tendu à la pacification, au rétablissement durable de l'ordre sur des bases solides de droit, de justice et de liberté, conformément aux principes du gouvernement constitutionnel et du droit public moderne. Leur collaboration s'est traduite par une heureuse continuité d'entente entre elles, leur conduite a toujours été inspirée des vues de leurs gouvernements et approuvée par ceux-ci et c'est à leur action commune que doit être attribuée la plus large part des résultats satisfaisants obtenus aujourd'hui ; ils ont su mener à bien une tâche d'autant plus difficile qu'ils avaient à lutter contre des divergences de race et d'intérêt, et à concilier en même temps des instructions souvent hâtivement données sous la rapidité des événements.

Vu bon à imprimer :

Le Président de la thèse,
F. LARNAUDE

Vu : *Le Doyen,*
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

APPENDICE

AVIS

En vue d'empêcher les insurgés de se ravitailler à la Canée, des postes mixtes de gendarmerie et troupes internationales, de jour et de nuit seront placés aux quatre sorties de la ville savoir :

A la porte de Koum-Kapou,

A la porte de la Sude,

A la nouvelle percée (prolongement de la rue Amiral-Pottier).

Au quai de Topana.

Les ravitaillements de toute nature pour l'extérieur ne pourront sortir de la ville que par la porte de Koum-Kapou (poste n° 1) et par la nouvelle percée (poste n° 3).

Aux quatre points de sortie, la circulation est permise pour les personnes ainsi que pour les animaux et les véhicules non chargés d'approvisionnements.

Ce service entrera en vigueur à dater du jour 12/25 août.

La Canée, 9/22 août 1905.

Le colonel commandant supérieur
des troupes internationales,

Signé: BENEDETTI.

Messieurs les producteurs agricoles ou industriels et messieurs les négociants intéressés dans le commerce d'exportation ou d'importation maritimes de la Crète sont avisés que les stations douanières de :

Palaiochora, Kalyves, Colimbari, Stravou, Kissamou, Ghiorghoupolis, Mochlos et Makri-Yalou,

Sont actuellement au pouvoir des insurgés qui y perçoivent

indûment des droits d'entrée et de sortie sur le mouvement des marchandises.

En conséquence, il est recommandé à messieurs les producteurs et négociants susmentionnés de choisir exclusivement, pour y accomplir les opérations de commerce maritime, les ports demeurés aux mains des autorités régulières, c'est-à-dire ceux de la Canée, la Sude, Rethymo, Candie, Sitia, San Nicolo, Castelli, Kissamo, Chora, Sphakia, Aghios, Gallini, Panormos, Chersonissos, Hierapetra, Loutro Sphakia, Soughia, Plakia, Kalon Limenon, Matalla, Kokino Pyrgho, Fodele, Sissi, Spinalouga et Pachia Ammos.

La Canée, le 8/21 septembre 1905.

Signé: ESMÉ HOWARD, Consul général de S. M. Britannique,

DE BRONEWSKY, " " de Russie,

L. MAUROUARD, " " de France,

FASCIATTI, " " d'Italie.

PROCLAMATION

I

Vu la proclamation consulaire du 17/30 juillet 1905 instituant la loi martiale en certaines de ses dispositions et créant, en particulier, des Commissions militaires de police et de justice ;

Vu la décision consulaire du 4 septembre 1905, complémentaire de la proclamation susvisée, dédoublant les Commissions militaires de police et de justice, en Commissions plénières de justice et Commissions réduites de police, ces dernières, assimilables, en compétence et procédure, aux juridictions prévotales sommaires en vigueur aux armées ;

Vu l'opportunité d'entendre au secteur français cet organe spécial des Commissions réduites de police pour concourir au

maintien de l'ordre, à la sécurité des personnes visées dans la susdite proclamation et au respect des propriétés.

Le Consul général de France a décidé ce qui suit :

1° Il est institué dans chacun des postes militaires du secteur français une Commission de police présidée par le chef de détachement.

La compétence de cette Commission de police, définie, quant aux natures des contraventions et délits, par la proclamation consulaire du 17/30 juillet 1903, est limitée aux contraventions et délits n'entraînant pas des peines supérieures à 200 francs d'amende ou six mois de prison.

La procédure de ces Commissions de police sera exactement conforme à celle en vigueur dans la zone internationale de la Canée.

Les sentences ne seront exécutoires et les jugements affichés qu'après approbation du colonel commandant supérieur des troupes françaises.

La prévention sera toujours comptée dans la durée de la peine.

Les dossiers du greffe devront être versés intégralement aux archives du commandant supérieur des troupes françaises si une décision consulaire vient abolir ou suspendre, dans le secteur français, le régime judiciaire militaire ci-dessus défini.

2° Pour les contraventions, délits ou crimes entraînant des peines supérieures à six mois de prison, les affaires seront instruites sur place par le chef de détachement faisant fonctions de commissaire rapporteur et s'adjoignant un greffier choisi dans le détachement.

Les dossiers seront adressés au colonel commandant supérieur des troupes françaises pour être étudiés.

Une fois les ordres de mise en jugement prononcés, il pourra être procédé aux jugements par l'un des deux modes ci-dessous :

A) Jugement devant la Commission militaire internationale de justice de la Canée.

B) Transport sur le lieu de l'instruction d'une Commission

de justice militaire mobile composée à cet effet d'officiers français.

Aux deux degrés de juridiction militaire ci-dessus définis, les détails de la procédure, comme aussi l'échelle des peines applicables dans les divers cas, seront strictement conformes aux règles en vigueur dans la zone internationale de la Canée.

Les détachements du secteur français sont pourvus à cet effet de dossiers complets, pour servir de base au fonctionnement régulier et parfaitement équitable des organes judiciaires nouveaux ainsi constitués.

II

Vu la décision consulaire visée dans la proclamation du 20 juillet/11 août 1905 et instituant des Commissions militaires de censure pour les journaux et publications diverses en langue grecque, de provenance étrangère ou locale, le Consul général de France a décidé ce qui suit :

Les chefs de détachements du secteur français pourront être avisés de la Canée par le colonel commandant supérieur des troupes françaises de la prohibition permanente ou accidentelle frappant tels ou tels de ces journaux et publications à raison de campagnes systématiques ou d'articles dangereux, offensants, ou tendant à égarer l'opinion.

Sur ces avis, les chefs de détachements devront faire procéder, à la poste crétoise ou à la douane, au renvoi aux expéditeurs ou à la saisie des journaux prohibés.

Fait à Halépa, le 9/22 septembre 1905.

Le Consul général de France,

Signé: L. MAUROUARD.

Pour exécution:

Le colonel commandant supérieur
des troupes françaises

Signé: LUBANSKI.

AVIS

Le colonel commandant supérieur des troupes internationales porte à la connaissance du public l'avis ci-après de Messieurs les Consuls généraux des Puissances Protectrices :

En vue de dissiper des incertitudes qui se seraient formées dans l'opinion publique concernant les conditions d'amnistie faites aux insurgés, par suite d'une supputation de connexité entre la lettre des Consuls généraux des Puissances Protectrices aux chefs de Thérisso en date du 17/30 octobre et l'avis du colonel commandant supérieur en date du 22 octobre/4 novembre, la publication des éclaircissements suivants semble opportune :

L'office consulaire du 17/30 octobre a pour objet d'édicter les conditions d'une soumission générale de l'insurrection ; l'avis subséquent de M. le Colonel Benedetti, également émis suivant délibération consulaire, s'applique seulement et particulièrement au cas des insurgés qui feront retour aux voies légales par actes isolés, indépendamment et sans attente d'une soumission d'ensemble.

Les deux déclarations se complètent donc sans se confondre ; les termes de la première subsistent intégralement pour la prévision de soumission d'ensemble à laquelle elle a trait et le but de la seconde est seulement d'ouvrir des facilités additionnelles pour ceux qui seraient disposés à faire individuellement remise de leurs armes.

Il peut convenir de faire connaître aussi à cette occasion que, dans l'opinion des quatre Consuls généraux, les remises isolées de fusils qui auront été ou seront, à partir du jour de la publication de l'avis de M. le colonel Benedetti, c'est-à-dire du 22 octobre/4 novembre, faites aux troupes internationales et dont il sera retenu note, pourront être admises, au moment

de la soumission générale, en défalcation sur le nombre exigé comme condition expresse de cette soumission.

La Canée le 27 octobre/9 novembre 1905.

Le colonel commandant supérieur
des troupes internationales,

Signé: BENEDETTI.

PROCLAMATION

Par application de la loi Martiale toujours en vigueur, et pour éviter toutes manifestations politiques, silencieuses ou bruyantes, dans les rues, ces manifestations ne pouvant avoir d'autre effet, quel qu'en soit le sens, que de retarder la réconciliation définitive des partis, le colonel commandant supérieur des troupes internationales décide qu'il sera fait des patrouilles mixtes de troupes internationales et de gendarmerie crétoise, qui auront pour mission de disperser les rassemblements nombreux aussi bien d'ailleurs que tous les groupes, même restreints, qui feraient entendre des cris, discours, exclamations ou vivats se rattachant à la crise politique actuellement en voie d'apaisement.

Ces patrouilles seront organisées selon l'opportunité, dans toutes les circonstances où on pourra prévoir quelque excitation populaire.

Le colonel commandant supérieur des troupes internationales compte d'ailleurs sur la sagesse de la population de la Canée pour comprendre que le silence et une attitude réservée sont la meilleure garantie d'un prompt retour à la tranquillité et à la concorde générales.

La Canée, le 19 novembre 1905.

Le colonel commandant supérieur
des troupes internationales,

Signé: BENEDETTI.

PROCLAMATION

L'insurrection ayant satisfait aux conditions de remise d'armes et de munitions posées par les Puissances protectrices. Nous, consuls généraux de ces Puissances en Crète, agissant conformément aux instructions de nos Gouvernements, et eu égard à l'existence de la loi Martiale, déclarons qu'une amnistie est accordée à la date de ce jour pour faits relatifs à l'insurrection et rentrant dans la compétence de la juridiction militaire internationale.

Cette mesure de clémence vise seulement les actes se qualifiant sans caractère politique, quels qu'aient été leur définition au moment des poursuites et la juridiction (civile ou militaire) qui en a été saisie; elle ne s'étend à aucun degré aux crimes et délits de droit commun, non plus qu'aux infractions d'ordre militaire.

L'application de l'amnistie se déterminera suivant les bases susmentionnées.

Les cas d'interprétation et d'appréciation y relatifs appartiendront, pour examen et pour décision définitive, à un Conseil composé des quatre Consuls généraux des Puissances Protectrices qui s'adjoindront le président de la Cour d'appel en ce qui concerne les espèces dont les tribunaux militaires internationaux n'auront pas été ou ne seront pas saisis.

Pour l'interprétation des cas évoqués par les tribunaux militaires internationaux et formant objet de doutes ou de contestations de l'ordre précité, le Conseil se composera des quatre Consuls généraux sans autre adjonction.

Halépa, le 11/24 novembre 1905.

Signé: ESMÉ HOWARD.

A. DE BRONEWSKY.

L. MAUROUARD.

FASCIOTTI.

Séance consulaire du 2/15 décembre 1905.

Les Consuls généraux des Puissances protectrices, considérant que dans certaines provinces de l'île, des individus se prévaudraient pour porter des armes de permis délivrés par les autorités locales, croient opportun de rappeler qu'aux termes des précédentes décisions prises en vertu de la loi martiale, c'est seulement aux autorités militaires internationales qu'il appartient de délivrer ces permis.

En conséquence, les autorisations données par des fonctionnaires crétois pour port d'armes de quelque nature qu'elles soient n'ont aucune valeur et leur émission ne peut que constituer de la part de ces fonctionnaires, un empiètement sur les attributions des autorités militaires internationales et une infraction à la loi martiale.

Signés: ESMÉ HOWARD.

A. DE BRONEWSKY.

L. MAUROUARD.

FASCIOTTI.

AVIS

Les porteurs et détenteurs d'armes sont avertis qu'ils devront présenter dans un délai de trois jours francs à la révision de la Commission militaire internationale instituée à cet effet les permis dont ils sont munis. Faute de quoi ces autorisations deviendront caduques.

Il est aussi porté à la connaissance du public que sont seules valables les autorisations délivrées par les autorités militaires internationales et que les permis qui auraient été ou seraient émis par quelque autre autorité et pour quelque genre d'armes que ce fût seraient sans valeur.

La Canée 3/16 décembre 1905.
Le colonel commandant supérieur
des troupes internationales,
Signé: BENEDETTI.

PROCLAMATION

Pour régler les réunions politiques

En ce qui concerne la proclamation en date du 6/19 novembre de la loi martiale qui défend les démonstrations politiques, quand elles sont de nature à provoquer des désordres, les règles suivantes seront maintenant publiées pour permettre la libre expression des opinions en matière politique. Les réunions sans armes tenues par les Crétois, à quelque parti politique qu'ils appartiennent, pour la discussion pacifique des questions politiques, seront de nouveau permises en les subordonnant aux règles suivantes :

1° Dans aucun cas les réunions en plein air ne seront permises ;

2° L'avis préalable de telle réunion doit être donné par écrit au commandement des troupes internationales au moins vingt-quatre heures avant le temps fixé pour la réunion ;

3° Pour chaque réunion qui doit avoir lieu on formera un comité composé de trois membres qui seront responsables pour le maintien de l'ordre.

4° Les noms des membres du Comité, la date, le lieu et l'heure à laquelle la réunion aura lieu seront notifiés à ce commandement.

5° L'admission aux réunions se fera par billets d'entrée qui donneront le nom du porteur et auront la signature d'un des membres du Comité et seront distribués par ceux qui tiennent la réunion. Les officiers en uniforme, leurs interprètes et les gendarmes de service n'auront pas besoin de ces billets :

6° Aucune arme, ni bâtons, ni parapluies ne pourront être apportés à ces réunions ;

7° Les discours qui se tiendront à ces réunions pourront être publiés dans les journaux locaux, pourvu qu'ils ne contiennent aucune attaque contre le Gouvernement ou les Puissances Pro-

tectrices ou qu'ils ne soient de nature à causer une commotion populaire.

La Canée, 26 décembre 1905, 6 janvier 1906.

Le colonel commandant supérieur
des troupes internationales,

Signé: BENEDETTI.

AVIS

Le colonel commandant supérieur des troupes internationales à la Canée a l'honneur de porter à la connaissance du public la communication suivante de Messieurs les consuls généraux des Puissances Protectrices:

Les Gouvernements des Puissances Protectrices qui, pour des raisons d'ordre militaire, ont été et demeurent contraires à la réunion de l'Assemblée constituante ailleurs qu'au siège du Gouvernement local et de la garnison mixte internationale, ont appris avec satisfaction que la session allait se tenir dans cette ville. Les motifs d'ordre public qui ont inspiré cette manière de voir subsistant toujours, les Gouvernements se plaisent à avoir confiance que tout l'ensemble de la session parlementaire se poursuivra à la Canée, d'autant que les Puissances Protectrices ne sauraient prendre en considération les délibérations qui émaneraient de l'Assemblée siégeant, hormis le cas de force majeure incontestable, ailleurs qu'à la Canée.

Signés: ESMÉ HOWARD.

A. DE BRONIEWSKY.

L. MAUROUARD

FASCIOTTI.

La Canée, le 28 juin 1906, 11 juillet 1906.

Le colonel commandant supérieur
des troupes internationales,

Signé: BENEDETTI.

AVIS

Les soussignés Consuls généraux des Puissances Protectrices en Crète, conformément aux instructions de leurs Gouvernements, portent à la connaissance du peuple crétois, au nom des Puissances d'accord avec S. M. le roi des Hellènes, le texte ci-après d'une note collective remise le 1/14 août 1906 à S. M. le roi Georges par les représentants à Athènes des Puissances Protectrices de la Crète :

« Les Puissances Protectrices, afin de manifester leur désir
« de tenir compte, dans la mesure du possible, des aspirations
« du peuple crétois et de reconnaître d'une manière pratique
« l'intérêt que S. M. le roi des Hellènes doit toujours prendre à
« la prospérité de la Crète, se sont mises d'accord pour pro-
« poser à Sa Majesté que, désormais, toutes les fois que le poste
« de Haut Commissaire de Crète deviendra vacant, Sa Ma-
« jesté, à la suite des consultations confidentielles avec les re-
« présentant des Puissances Protectrices à Athènes, désignera
« un candidat capable d'exécuter le mandat de ces Puissances
« dans cette île et portera son choix officiellement à leur con-
« naissance.

« Les Puissances Protectrices, aussitôt qu'elles auront ap-
« prouvés le choix, prendront les dispositions nécessaires pour
« déléguer leurs pouvoirs au nouveau Haut Commissaire pour
« une période fixe de cinq ans et pour porter la nomination à
« la connaissance de S. M. le Sultan.

« Cette concession, dans la pensée des Puissances Protec-
« trices, fait partie intégrante des réformes projetées dans la
« note collective adressée par les Consuls généraux en Crète
« au Haut Commissaire le 10/23 juillet et ces Puissances ont le
« ferme espoir que l'Assemblée crétoise les acceptera loya-
« lement. »

En communiquant ce qui précède au peuple crétois, les Consuls généraux soussignés appellent tout spécialement son attention sur la très sérieuse signification du dernier paragraphe de la note des Puissances reproduite ci-dessus.

La Canée, le 1/14 septembre 1906.

Signés: A. DE BRONEWSKY.

L. MAUROUARD.

FASCIOTTI.

RONALD GRAHAM.

BIBLIOGRAPHIE

Annales des Sciences politiques. — Années 1899, 1903, 1906.

Archives diplomatiques. — 1877-1878, 1904-1906.

BÉRARD. — Les Affaires de Crète, Paris, 1898, in-12.

CASA. — Marinai e soldati d'Italia a Creta, Livorno, 1906.

CASTONNET DES FOSSES. — La Crète et l'Hellénisme, Paris, 1897, in-12.

CHAUDORDY (de). — La France et la question d'Orient, Paris, 1897, in-18.

CHOUBLIER. — La question d'Orient depuis le traité de Berlin, Paris, 1897, in-8°.

COUTURIER. — Situation de la Crète au point de vue international, Paris, 1900.

DUCLOT. — En Crète.

DRIault. — La question d'Orient depuis ses origines, Paris, 1898, 2^e édition 1905, in-8°.

ESTIA. — La Constitution de Crète et l'œuvre de M. Zaïmis, Athènes, 1906.

Europe et la Crète (L'). — *Revue des questions diplomatiques et coloniales* du 15 mars 1897.

Revue de droit international et de législation comparée de Belgique, 1897.

FUSTER. — Quelques réflexions sur la question de Crète, Montpellier, 1897.

ISAMBERT. — Autonomie crétoise. *Annales des sciences politiques*, 1899.

JONQUIÈRE (A. de la). — Histoire de l'Empire Ottoman, Paris, 1881.

KAR-TERIA. — La question de Crète, Paris, 1897.

- LALIA. — Note sulla questione cretese, Naples, 1906.
- LAMI. — La débandade. Souvenir d'un volontaire, mutilé, 1897.
- LAROCHE. — La Crète ancienne et moderne, Paris, 1898.
- LE GLAY (André). — Une intervention en Crète, *Extrait de la Revue d'histoire diplomatique* du 1^{er} avril 1897, Paris, 1897.
- LEVIDIS. — Le droit d'intervention des grandes puissances, à propos du conflit gréco-romain, *Revue générale de Droit international public*, 1906.
- Livres jaunes sur la Crète*, 1894 à 1897, février à mai 1897, mai à décembre 1897. Janvier à octobre 1898. Octobre à novembre 1898. Août à décembre 1904. Janvier à novembre 1905.
- MARTENS (de). — Traités de la Russie.
Mémorial diplomatique, années 1897, 1898, 1899.
- MERIGNHAC. — La Conférence de la Paix de 1899.
- MILLE. — De Thessalie en Crète, Paris, 1898.
- MOGUEY. — La Crète autonome, *Revue des questions diplomatiques et coloniales* du 1^{er} juin 1899.
- MONICAULT. — La question d'Orient. Le traité de Paris et ses suites, Paris, 1898, in-8°.
- Moniteur officiel du commerce*, années 1900-1907.
- NORADINGIAN. — Recueil d'actes internationaux de l'Empire Ottoman, Paris, 1897, in-4°.
- PERROT. — La Crète, son passé, son présent, son avenir, Rouen, 1897.
— Souvenirs de voyage, *Revue des Deux-Mondes*, 15 février, 1864.
- PILLET. — Les lois de la guerre, 2^e édition, Paris, Rousseau, 1902.
- PHILARÉTOS. — Les insurrections de Crète, *Revue des questions diplomatiques et coloniales* du 1^{er} mai 1897.
- PINON. — Evolution de la question d'Orient depuis le

- Congrès de Berlin, *Revue des Deux-Mondes*, 1906.
- POITIS. — Considérations sociologiques sur la guerre gréco-turque.
— La guerre gréco-turque au point de vue international.
- PSICHARI. — La Crète et la Turquie, *Revue Bleue*, 27 janvier 1897.
— Les Arméniens, les Crétois et l'Europe, *Revue Bleue* du 1^{er} mai 1897.
- Revue des Deux-Mondes*, années 1897-1898, 1906.
- Revue politique et parlementaire*, année 1900.
- Revue de droit international*, années 1897, 1898, 1900, 1903.
- Revue de Paris*, année 1897.
- Revue de droit public*, 1897 à 1906.
- ROLIN JACQUEMYS. — Le droit international et la question d'Orient, *Revue de droit international et de législation comparée* 1897.
- SOREL (A.). — La question d'Orient au xvii^e siècle.
- STREIT. — La question de Crète, *Revue générale de droit international public* de 1897, 1900, 1903.
- TUROT. — L'insurrection crétoise et la guerre gréco-turque, Paris, 1898.
- VAILLANT. — Les origines de l'autonomie crétoise, Paris, 1902.
- SAINT FORT. — Trois questions d'Orient. La Macédoine et l'Hellénisme. La question congréganiste. L'embarras crétois, *Revue d'Europe*, du 1^{er} octobre-novembre 1906.
- SOFTAZADÉ. — La Crète sous la domination et la suzeraineté ottomane, Paris, 1902.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Historique rapide de la Crète depuis l'antiquité jusqu'à nos jours</i>	9
§ 1. — Domination vénitienne	13
§ 2. — Domination turque	15
§ 3. — Rôle de la France	19
CHAPITRE II. — <i>Les luttes de la Crète pour son indépendance pendant le cours du dix-neuvième siècle</i>	25
§ 1. — Intervention des puissances en 1822 et 1830.	28
§ 2. — La domination égyptienne	32
§ 3. — Insurrection de 1856	36
§ 4. — Révolution de 1866	39
§ 5. — Insurrection de 1878	45
§ 6. — Insurrection de 1889	51
§ 7. — Insurrection de 1895	59
CHAPITRE III. — <i>Les événements de 1897 à 1899. L'autonomie crétoise</i>	69
CHAPITRE IV. — <i>La réorganisation de la Crète. — La Constitution du 29 avril 1899</i>	86
La Constitution de Crète	93

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Arrivée du prince Georges. — Situation de l'île au point de vue international, tant dans ses rapports avec la Turquie qu'avec les autres puissances. — Droit d'occupation des puissances</i>	115
--	-----

CHAPITRE II. — <i>L'île sous l'occupation internationale au point de vue militaire, administratif, financier et commercial</i>	137
§ 1. — Organisation militaire	137
§ 2. — Organisation administrative	146
§ 3. — Organisation financière	149
§ 4. — Point de vue commercial	157
CHAPITRE III. — <i>Modifications de la politique du prince.</i>	
— <i>Les événements de 1904-1905</i>	163
§ 1. — Attitude des puissances au sujet de l'annexion de la Crète à la Grèce	166
§ 2. — Causes de l'insurrection	175
§ 3. — Premiers mouvements insurrectionnels ...	179
§ 4. — Les élections de 1905	183
§ 5. — Attitude des puissances	190
§ 6. — Fin de l'insurrection	209
§ 7. — Modifications apportées au sort de la Crète.	219
§ 8. — Nomination de M. Zaïmis	224
APPENDICE	235
BIBLIOGRAPHIE	247

